

Université des Femmes

Périodique bimestriel / avril - mai 84

CHRONIQUE 09

ETUDES
FEMINISTES :
PRINCIPES ET
METHODOLOGIE

FEMMES ET
SYNDICATS

LES PREPENSIONNEES
DES GALERIES
ANSPACH.

COOPERATIVES
DE FEMMES



CHRONIQUE

est publié par l'Université des Femmes.
Vous pouvez y prendre la parole
Ecrivez-nous.

Adresse
place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 0212196107

Equipe
Françoise Hecq
Martine La Haye
Hedwige Peemans-Poullet
Geneviève Simon
Christine Jonckheere
Edith Rubinstein
Nadine Plateau
Fanny Filosof
Marina De Ridder
Anne Van Seymortier
Geneviève Braun
Maguy Frimat
Louise Thirion

Mise en page
Chantal Bouly

Impression
I.D.I.
Rue du Méridien 15
1030 Bruxelles

Abonnement
Chronique paraît 6 fois l'an.
Abonnement annuel : 500 F
Pour l'étranger : 620 F
A verser au CCP n° :
001-1118659-34 de l'Université des Femmes. en mentionnant
"Abonnement Chronique". suivi du nom et de l'adresse de l'abonné.
Prix au numéro : 150 F
Il peut vous être renvoyé par la poste.
Chronique est en vente au numéro à Bruxelles dans les librairies
"LE LIVRE ROUGE"
Av. J. Volders 41 - 1060 Bxl
T. 02/538 2600
"CORMAN"
Rue Ravenstein 28/30 - 1000 Bxl
T. 02/511 67 29
"MACONDO"
Galerie Bortier 5 - 1000 Bxl
T. 0215115768
"GAVILAN"
Place Dumont 7/9 - 1150 Bxl
T. 021731 7059
"LA NOUVELLE ETINCELLE"
Chée de Wavre 86 - 1050 Bxl
T. 0215120143
"LES RABOUILLEUSES"
Chée d'Ixelles 221 - 1050 Bxl
T. 0216484318
"FNAC"
City 2
Rue des Cendres 16 - 1000 Bxl
T. 02/2174720
"LIBRIS"
Av. de la Toison d'Or 29 - 1060 Bxl
T. 0215116400
"LIBRAIRIE CANDIDE"
2, Pl. Brugmann - 1060 Bxl
T. 02/3448194

Chronique est éditée avec l'aide de la



Activités de
l'université des Femmes

Cours
Place Quetelet 3 - 1030 Bxl
voir programme dans Chronique p.4

Groupes de réflexion
Des groupes de réflexion sont créés sur demande. Un groupe "Femmes et tiers-monde" existe. un groupe "Théologie féministe" est prévu.

Centre de documentation
Temporairement ouvert
le lundi de 10 à 17h,
le mardi de 10 à 19h et sur r.v.
Consultation de livres, revues, documents, bibliographies.
Informations et assistance pour travaux de mémoires.

Participation aux frais
Pour toutes les activités de l'année : 1.500 F
Par séance : 100 F.

Renseignements pratiques
Sauf indication contraire sur ce programme, toutes les activités ont lieu dans les locaux de l'Université des Femmes, place Quetelet 1a - 1030 Bruxelles - T. 0212196107

Les activités de l'Université des Femmes sont réalisées avec l'appui du Ministère de la Communauté Française et de la Commission Française de la Culture.

SOMMAIRE

Pré-texte

Une question d'habitude...

Programme de l'université des femmes.

Féministes.

Etudes Féministes = Principes et Méthodologie 5.6.7.

Souvenirs.

Quand j'étais petite.. 8.9.

Interrogations.

Le féminisme mène-t-il au lesbianisme ?

Si oui, quelles sont les causes et les conséquences ?

Si non, pourquoi ? 10

Sauvettes d'Edith...et les autres. 11.12.13

Dossiers.

- Après la faillite des Galeries Anspach.
Pour les hommes : de la prépension à la pension...
Pour les femmes : de la prépension au chômage. 14.15.
Avoir été cadres aux Galeries Anspach. 16.17.
- Femmes et Syndicats 18.19.20.
- a Les coopératives de femmes 21.
- Aperçu de la situation aux Pays-Bas 22.23.

Correspondance 20.

Attentives.

Le Parlement Européen, talon d'Achille de la phallocratie ?
Femmes et politiques 24.

Une Journée internationale des femmes
Pour les Ministres de l'Emploi de la Communauté 25.
Les associations de femmes et l'Europe 25.
Plan d'assainissement ou nettoyage par le vide 26.

Femmes et Santé
Tribunal International des Femmes -
Rencontres sur les droits de reproduction
Amsterdam - 22 - 28 juillet 1984 27.

Journée des Femmes : A Bruxelles
c'était le 4 mars 27

Ateliers Juridiques au Centre-Femmes
de Verviers 27.
Et si l'éthique était en toc 28
15 mars 28

Lectures.

C'est terrible quand on y pense 29.30.31.

Bibliothèque.
Incomplètes 32.33.34.
35.

Une question d'habitude...

Les nouvelles mesures décidées par le Gouvernement Martens-Gol pour assainir les finances publiques sont connues de toutes.

Il s'agit d'un véritable « lavement social » dont les effets économiques ne seront profitables qu'au capital qui s'exporte et aux entreprises qui bénéficient d'une politique déflationniste. Mais dans cette tempête néo-libérale, les femmes ont été une nouvelle fois particulièrement visées.

Les chômeuses cohabitantes dites de longue durée, perdront une nouvelle fois entre 26 et 30% de leur allocation forfaitaire parce que la crise s'allonge. Elles avaient déjà perdu un pourcentage de cet ordre lors de l'application des mesures Dewulf. Jamais aucune ponction de cette importance n'a été faite dans aucun autre revenu.

A partir du 1er janvier prochain une nouvelle étape de la « familialisation des prestations de la sécurité sociale » va être réalisée. Cette fois les indemnités de maladie et les allocations de chômage subiront le même sort.

Bien que l'on ne connaisse pas exactement la ventilation par sexe de ceux qui seront considérés comme cohabitants en assurance-invalidité, le responsable des statistiques de l'INAMI estime que le pourcentage en sera du même ordre qu'en assurance-chômage.

On attribuera à ce moment, les allocations de chômage et les indemnités d'invalidité en trois étapes : le premier représentera pour tous un pourcentage du salaire perdu plafonné, le second sera un complément forfaitaire pour perte de revenu unique (les isolés et les chefs de ménage d'aujourd'hui) le troisième représentera un second supplément pour charges familiales (encore les chefs de ménage). En plus, des allocations familiales majorées seront accordées, dans certains cas, pour les enfants.

Le fossé se creuse encore davantage entre l'ouverture du droit à la sécurité sociale qui se fait par la perception de cotisations en pourcentage du salaire sans aucune référence au statut familial ou au nombre de personnes qui vivent de ce salaire, et l'attribution des prestations qui fait référence au statut familial, voire au niveau des revenus (correctif apporté au plan, suite à l'intervention de la CSC)

Ainsi dans le domaine des revenus de remplacement, la redistribution des revenus prend une nouvelle direction. Elle n'est plus seulement verticale (justice ou injustice sociale) ou horizontale (solidarité sociale), mais elle devient aussi sexuée : le transfert va des travailleuses mariées vers les hommes, pas tous les hommes, seulement ceux qui ont une épouse au foyer.

Si ce type de transfert crée les conditions objectives d'une solidarité des femmes au foyer avec les travailleurs ayant une épouse au foyer, elle crée aussi celles de la division entre les femmes mais rend possible une solidarité à créer entre les hommes dont l'épouse travaille et les travailleuses mariées.

Les organisations sociales ont protesté contre les mesures mais elles se sont plus indignées de l'allongement du stage des jeunes avant que ceux-ci puissent bénéficier des allocations de chômage. La dépendance des jeunes à l'égard de leurs parents leur paraît donc beaucoup plus insupportable que la dépendance des femmes à l'égard de leur con-



joint. A moins que les jeunes coûtent plus cher à leurs parents que les femmes à leur conjoint ?

Toujours est-il que les travailleuses qui ont cotisé à la sécurité sociale pendant des années vont se voir attribuer des allocations dont le montant est équivalent à celui du minimex pour cohabitant, minimex qui est attribué à ceux qui n'ont pas contribué à l'effort social...

Les femmes vont-elles s'habituer à être traitées de la sorte ?

Martens-Gol et leur équipe l'espèrent. La Fontaine, dans une de ses fables, raconte l'histoire du propriétaire d'un âne qui, par souci d'économie, avait voulu habituer progressivement celui-ci à manger de la brique pilée plutôt que de l'avoine. Le jour où l'âne était vraiment bien habitué, il est mort. A partir de ce moment, le propriétaire a dû effectuer lui-même tout le travail que son âne accomplissait auparavant pour lui.

LES ENERGIES DES FEMMES

Avril

Jeudi 26 avril à 20h30 - 3, place Quételet - 1030 BXL
« TRAVAIL MENAGER : LES FEMMES Y PERDENT-ELLES LEUR ENERGIE ? »

Par Marlyse Pouchol, chargée d'enseignement à l'UER de Sciences Economiques de l'Université de Reims.
 Auteur, avec Michèle Severs, de l'ouvrage **Travail Domestique et Pouvoir Masculin**, paru aux Editions du Cerf, Coll. Objectifs, en 1983.

Pour certains, le travail domestique est une «création» relativement récente. Il apparaîtrait au moment où il se distingue radicalement du travail rémunéré. C'est parce que le salaire définit et limite les besoins humains à des marchandises qu'il crée son complément, le travail domestique. Celui-ci apparaîtrait ainsi quand il ne peut plus être confondu avec le travail de production. Ce qui correspond historiquement à l'éclatement des communautés de production familiales, artisanales et paysannes, quand rien de ce qui est fabriqué au sein de la famille n'est un produit qui peut être vendu. Il peut actuellement être considéré comme l'exploitation spécifique des femmes, ce qui par-delà leurs situations sociales différentes, fonde cependant leur lutte commune. Mais s'il en est ainsi, comment expliquer que pour la plupart des femmes, ce travail ménager au lieu d'être source de révolte constitue au contraire une activité répétitive dans laquelle se dilue toute prise de conscience.

Mai

Jeudi 3 mai à 20h30 - Place Quételet - 1030 BXL
« FEMMES SANS MODELE »

En séminaire de réflexion.

Si les femmes refusent le modèle des trois K (l'église, la cuisine, les enfants) auquel le 19^e siècle les a condamnées, ont-elles d'autres modèles auxquels se référer ? Quelles catégories de femmes, quelles femmes singulières, peuvent fournir ces modèles. Est-ce que vivre seule suffit pour échapper au modèle ?

Jeudi 10 mai à 20h30 - 3 Place Quetelet - 1030 BXL
LESBIANISME : REFOULEMENT ET REFUS ?
ACCEPTATION ET BIEN-ETRE ?

A partir du texte de Nicky dans Chronique n°9 (Le féminisme mène-t-il au lesbianisme ? p. 10), une discussion en séminaire autour des vécus dans le féminisme.

Une interrogation sur les relations entre féministes hétéro et lesbiennes. Rencontre non mixte et non directive.

Jeudi 17 mai à 20h30 - 3 Place Quételet - 1030 BXL
« LA CONSOMMATION MEDICALE DES FEMMES »

Par Lydwin Verhaegen, Docteur en Sociologie, Assistante à l'Ecole de Santé Publique de l'ULB.

Les femmes consomment-elles différemment la médecine, les médicaments, les médecins ?...

Pourquoi ?

Jeudi 24 mai à 20h30 - 3 Place Quételet - 1030 BXL
« LES FEMMES DANS LES GROUPES MINORITAIRES »

Par Suzanne Van Rokeghem, Journaliste, Echevin Ecologiste de la ville de Tournai.

Qu'est-ce qui motive une féministe à investir son énergie dans le parti écologiste ? Quelle place réserve ce parti aux problèmes des femmes et quel impact peut-il avoir pour les femmes.

Juin

Jeudi 7 juin à 20h30 - 3 Place Quételet - 1030 BXL
« LA PARESSE DES FEMMES : UNE ENERGIE A RECUPERER »

Par Hedwige Peemans-Poullet, membre de l'Université des Femmes.

Au cours de l'exposé nous décrirons les principaux aspects et méfaits de la paresse des femmes. Nous nous poserons ensuite la question des significations possibles de cette paresse : survivance d'un système économique antérieur, inadaptation ou résistance au productivisme de nos sociétés contemporaines ?

Nous chercherons enfin à découvrir comment cette paresse pourrait devenir, à condition d'être socialisée, le principe moteur d'un nouveau rapport à l'économie, voire d'une révolution sociale.

Etudes Féministes : Principes et Méthodologie.

Illustrations : Les Sybilles
de Michel-Ange



Les « Women's Studies », en français « Etudes Féministes », désignent de façon générale les enseignements et les recherches sur la condition des femmes qui se sont développés dans le contexte du mouvement des femmes d'abord aux USA à partir de 1969, puis en Angleterre, Italie, France, Canada, Belgique et autres pays européens. En 1979, le mouvement des Women's Studies organisait son premier colloque national et faisait le point sur dix années de nouveaux programmes de

cours et d'enseignement dans une perspective féministe.

Les communications faites à ce colloque ont été remises à jour et publiées récemment par Gloria Bowles et Renate Duelli Klein sous le titre « Theories of Women's Studies » (1). Ce livre se présente comme un ensemble d'essais qui articulent les principes de la théorie et de la méthodologie féministes. Il ne sera donc pas question ici d'évaluer le contenu de la recherche féministe. Les études Féministes, nous disent les auteures, dé-

fient la culture dominante, car elles sont capables de transformer radicalement le savoir. C'est en effet une révolution intellectuelle que les Américaines nous annoncent à leur manière triomphante : *Ce que nous, Féministes, sommes en train de réaliser est comparable à la révolution de Copernic qui renversa le géocentrisme. Nous renversons l'androcentrisme et le changement est aussi fondamental, aussi dangereux, aussi excitant.* (p. 4).

Comment les féministes vont-elles réaliser ce projet au sein de

l'université ? D'abord, nous disent-elles, une perspective féministe exige qu'on ne produise pas du savoir pour le plaisir mais pour la libération de toutes les femmes.

L'exigence d'une articulation entre la théorie et l'action sociale est affirmée tout au long du livre et explique pourquoi les sciences sociales ont été le terrain privilégié de la recherche et de l'enseignement féministe.

Nous vivons dans un monde où les femmes sont dévalorisées, subordonnées et opprimées. C'est ce monde qui doit être changé et les études féministes constituent un moyen de le changer (p. 210).

Pour Marcia Westcott, en effet, les Etudes Féministes sont une « stratégie éducative » pour changer un monde sexiste.

Faire entrer le féminisme à l'université et prendre les femmes comme objet d'étude résulte d'une prise de conscience de ce que la variable sexe a été occultée dans le contexte académique qui est toujours « sex-blind », aveugle au sexe, comme disent les Américaines. Les femmes ont dès lors, selon Barbara Dubois, un rôle spécifique à jouer dans l'élaboration d'une science qui réinterprète la connaissance à partir de l'expérience des femmes et en rendant celle-ci visible.

En tant que femmes, nous habitons notre monde avec une double conscience. Nous voyons, pensons dans les termes de notre culture, nous avons été éduquées par elle, formées par elle. Elle a déterminé non seulement notre manière de percevoir et de comprendre les grands événements mais aussi la manière dont nous percevons, structurons, comprenons notre expérience la plus intime. Et pourtant, nous avons une autre conscience, un autre langage potentiel à l'intérieur de nous. Nous sommes conscientes, bien qu'imparfaitement, de la réalité de nos perceptions et de nos expériences; nous sommes conscientes que cette réalité a été souvent non seulement non nommée mais non nommable (p. III).

Les femmes universitaires doivent profiter de cette « double conscience » et en faire le point de départ d'une nouvelle approche méthodologique. Sinon, nous dit Renate Duelli Klein, nous ne ferons (et ce fut le cas pour une grande partie des travaux sur les femmes en sociologie, psychologie et histoire)



qu'ajouter à la recherche un nouvel objet, les femmes, supposant que *notre environnement émet les mêmes signaux pour les femmes et les hommes, a le même impact sur leurs vies et provoquent des réponses comparables. Les réponses des femmes sont évaluées à partir de critères masculins. Une telle recherche perpétue une vision des femmes dans une perspective androcentrique... ainsi on a changé l'objet de la recherche mais pas la philosophie du chercheur* (p. 90).

La recherche POUR les femmes et non SUR les femmes exige une méthodologie appropriée qui fait l'objet de l'article d'une sociologue allemande intitulé : *Vers une méthodologie de la recherche féministe*. Maria Mies a élaboré ses postulats méthodologiques (voir encadré) en s'inspirant d'une part des critiques des sciences sociales de cette époque, prétendument neutres et objectives, d'autre part d'une nouvelle approche en sociologie, la «recherche action». Maria Mies a appliqué, testé ses principes dans un projet réalisé à Cologne en 76-77 dont voici les différentes étapes : un groupe de femmes cherche une maison pour créer un refuge de femmes battues. Elles s'adressent à l'assistance publique qui demande un rapport avec chiffres à l'appui prouvant l'existence d'un problème. Au lieu de faire ce rapport, ce qui

coûte du temps et de l'argent, les femmes organisent des actions de rue, font signer des pétitions pour un refuge, interviewent les femmes qu'elles rencontrent à ces occasions et récoltent ainsi les premières informations sur le problème à Cologne. La presse répercute tant et si bien que l'assistance publique finit par mener une enquête dont les résultats prouvent l'urgence d'un refuge. Bientôt des femmes battues s'adressent au groupe qui loue une maison subsidee ensuite par la commune. Au sein du groupe qui se compose de femmes battues, d'assistantes sociales, de militantes, d'universitaires, on ne reconnaît ni hiérarchie, ni spécialisation, ni division du travail. Les femmes battues éprouvent le besoin de raconter leurs expériences individuelles mais très vite il apparaît que l'introspection psychologique est insuffisante pour arriver à une vraie compréhension des forces sociales qui ont amené les femmes à cet état de dépendance.

Aussi les femmes battues sont amenées à raconter publiquement leurs expériences qui sont enregistrées puis réécoutées et discutées. Cette méthode issue de la recherche action permet à chacune de se rendre compte de l'origine sociale de ses expériences. Enfin les femmes vont dégager de leurs expériences individuelles ce qu'elles ont de commun et généraliser leurs «histoires de vie» en mon-

tant des pièces de théâtre ou en faisant des vidéos.

L'analyse expérientielle «Experiential analysis» que nous propose Shulamit Reinharz est une méthode critique fondée sur l'expérience que les gens, chercheurs compris, ont du monde. Tous les êtres humains sont ici perçus comme des «êtres intentionnels» qui découvrent et créent des significations dans l'expérience quotidienne. La recherche est conçue comme une expérience dans laquelle le chercheur et la personne étudiée sont également impliqués, partageant une même réalité.

La première étape que Shulamit Reinharz appelle la «préparation personnelle» vise à inclure dans les données de la recherche les sentiments, jugements, motivations et désirs du chercheur que la sociologie classique tentait d'éliminer. Ensuite, le problème doit concerner aussi bien le sujet que l'objet de la recherche, condition indispensable pour qu'ils travaillent en collaboration dans des relations non hiérarchisées, non autoritaires, non manipulatoires.

Il faut considérer le chercheur et la personne étudiée comme deux étudiants qui à travers le dialogue, donnent un sens, interprètent une expérience. S. Reinharz ne voit pas l'utilité d'étudier de grandes populations :

La recherche expérientielle contrairement à la recherche positiviste s'appuie sur de petits échantillons parce qu'il n'est pas nécessaire d'utiliser les statistiques quand on interprète un ensemble d'éléments significatifs. Le fait d'étudier la personne dans son milieu de vie habituel oblige ou permet d'être conscient de facteurs environnementaux, architecturaux, climatiques,

botaniques, etc... qui sont des éléments signifiants de l'expérience des gens dont on ne se soucie pas souvent dans les enquêtes (P.178).

Enfin un document est produit : accessible, lisible parce qu'il doit être discuté, accepté et confirmé par la personne étudiée.

S. Reinharz affirme que l'analyse expérientielle est une approche plus féminine de la connaissance parce qu'elle est sensible, associative, intersubjective et qu'elle implique une vision plus intégrée de l'individu et du processus social. Cette affirmation contient un jugement implicite que l'on retrouve d'ailleurs dans d'autres articles de ce livre, à savoir : ce qui est féminin et féministe est meilleur comme en témoigne le tableau que S. Reinharz trace des deux modèles de recherche en sociologie contemporaine : le premier conventionnel ou patriarcal, chargé de tous les péchés du monde (volonté de domination, attitude autoritaire, non respect des personnes étudiées, théorie coupée du réel etc...), le second alternatif ou féministe réunit toutes les qualités, comble tous les manques, bref approche la perfection.

Enfin le chapitre intitulé «Back to the Personal», retour au personnel, nous livre une dernière approche, la plus caractéristique de ce rejet d'une science positiviste qui exclut l'expérience individuelle, ne la considérant pas comme apte à construire une théorie. Les auteurs Liz Stanley et Sue Wise prennent comme point de départ l'affirmation bien connue, «le privé est politique» et se tournent vers l'ethnométhodologie :

L'ethnométhodologie est jugée... simpliste, non pertinente, préoc-

Postulat méthodologique de Maria Mies

- 1/ la recherche féministe remplace la soi-disant objectivité et neutralité par la partialité consciente et engagée (identification partielle du chercheur et de l'objet de la recherche.
- 2/ la recherche doit servir les intérêts des femmes, groupe dominé et exploité.
- 3/ la chercheuse doit participer activement au mouvement de libération des femmes car la vérité d'une théorie dépend de sa capacité à orienter l'action vers l'émancipation des femmes.
- 4/ le point de départ de la recherche scientifique doit être la

volonté de changer le statu quo.

- 5/ la recherche doit être un processus de prise de conscience pour celle qui étudie comme pour celle qui est étudiée.

- 6/ la recherche doit prendre en compte l'histoire individuelle et sociale des femmes afin que celles-ci puissent s'approprier le passé et élaborer des stratégies pour le futur.

- 7/ la recherche doit viser à collectiviser et généraliser les expériences pour comprendre les causes sociales des oppressions individuelles.



cupée de problèmes insignifiants et bourgeois. Parfois, elle est traitée d'ersatz. Une sociologie sans couilles voilà ce qui est suggéré ici. Pour cette raison elle nous plaît. Une chose qui excite tellement le mépris et le dégoût des scientifiques à cause deson côté efféminé doit intéresser le féminisme. (p.203)

Si les autres chercheurs sont aussi critiques, nous disent-elles, c'est que l'ethnométhodologie emploie en sciences sociales les méthodes simples que chacune d'entre nous utilise pour donner un sens à son expérience quotidienne. La volonté d'enraciner la recherche féministe dans l'expérience personnelle mène L. Stanley et S. Wise à voir le monde social comme construit à travers la compréhension et la conscience de ses membres. Tout est réduit à l'expérience individuelle, les structures sociales n'existent plus en dehors de notre conscience.

Finalement L. Stanley et S. Wise en arrivent à adopter une position carrément anti-intellectuelle : elles rejettent toute théorie qui n'est pas celle que tout un chacun élabore à partir de sa propre vie, comme abstraite, spéculative et mystificatrice, (le féminisme marxiste par exemple est qualifié d'abstrait).

Tout le livre témoigne de la volonté des auteurs d'intégrer le cu et l'expérience personnelle dans la théorie et la méthodologie féministes et elles ont raison car c'est la perception de l'oppression puis la colère, la souffrance, la révolte qui fondent la lutte des femmes. Mais, et là je ne les suis plus, les auteurs semblent indiquer que cette démarche serait spécifiquement féminine comme seraient spécifiquement féminines des qualités (intuition, subjectivité par exemple) que bien des hommes ont possédées et utilisées dans la recherche même si elles n'étaient pas consacrées comme aujourd'hui par la méthodologie féministe. A chercher une approche spécifiquement féminine, on ne fait que confirmer les rôles et les stéréotypes et à cela nous n'avons rien à gagner.

Il est vrai que les femmes se trouvent dans une situation sans

précédent puisque pour la première fois dans l'histoire, elles sont à la fois sujet et objet de la recherche.

Mais le fait que les femmes peuvent mieux comprendre, sentir etc... puisqu'il s'agit d'elles-mêmes est-il une garantie de la validité de la théorie féministe ? La validité d'une théorie féministe se mesure à son utilité pour le mouvement des femmes. Les américaines l'ont bien compris qui veulent une recherche POUR les femmes et pas SUR les femmes. Malheureusement ce livre ne nous dit pas quels changements l'entrée du féminisme dans les universités a amenés pour les femmes. Quant à la révolution intellectuelle dont il était question plus haut, il faudrait analyser en quoi la théorie féministe ébranle l'idéologie dominante, en quoi elle conteste la validité de certaines théories scientifiques couramment admises comme celle du travail ménager par exemple et en quoi elle remet en question non seulement le contenu du savoir mais aussi son mode de transmission dans un cadre institutionnel donné.

L'absence de réflexion sur le système universitaire dans «Theories of Women's Studies» est très probablement liée à la position des auteures dans le grand débat des années 80 : elles se disent pour l'autonomie et contre l'intégration des Etudes Féministes à l'université. Les «intégrationnistes» pensent que la structure universitaire peut s'adapter aux exigences féministes, ce que contestent les «autonomistes» car disent celles-ci, l'existence même de l'université dépend de la perpétuation des valeurs patriarcales. En 1982, il y avait 49 projets intégrationnistes aux USA, tous très différents mais visant à introduire un nouveau sujet dans le programme des cours existants et à inclure les expériences et les réalisations des femmes. Les intégrationnistes travaillent à l'intérieur des différentes disciplines alors que les études féministes autonomes constituent au sein de l'université une discipline à part avec un programme indépendant de façon à élaborer un nouveau savoir avec de nouvelles méthodes. La critique des intégrationnistes porte sur la position de ghetto des études féministes autonomes. Elles leur reprochent d'être une institution à part, de se marginaliser.

Un cours séparé sur la culture des femmes a été proposé comme cor-

rectif pour les étudiants qui s'intéressent particulièrement aux questions des femmes. Cette proposition fut rejetée : on estima que l'existence d'un programme de cours compensatoire facultatif aurait confirmé la marginalisation des études féministes et soulagé les professeurs des cours principaux et non facultatifs de l'obligation d'aborder les problèmes des femmes (p.6).

Les intégrationnistes sont toutefois conscientes de l'importance de la recherche des autonomistes et certaines nous font penser à des vulgarisatrices d'un savoir féministe radical qu'elles ne devraient pas trahir.

Quant aux auteures du livre, elles affirment un peu formellement la nécessité de soutenir des femmes engagées dans des approches différentes mais n'estiment la démarche intégrationniste ni valable ni efficace et préfèrent la stratégie de coupure d'un certain féminisme américain qui estime n'avoir pas à dépenser d'énergie pour changer les hommes : *Si nous consacrons tous nos efforts à Les changer, aurons-nous la force de NOUS développer ?* Elles ne cherchent plus l'approbation des hommes, ne craignent plus d'être traitées de «man haters» (celles qui haïssent les hommes) tout absorbées qu'elles sont par leur projet et leurs préoccupations : sauver l'histoire des femmes de l'oubli, développer une culture féminine, contrôler et posséder ce savoir pour éviter qu'il ne tombe dans les mains des hommes et ne soit récupéré.

Nous avons besoin d'études féministes autonomes. Nous devons explorer les expériences des femmes et analyser nos besoins et intérêts dans un contexte libre de toute interférence avec les hommes afin de créer un savoir pour les femmes. Nous pensons que les femmes ont autant le droit que les hommes d'avoir des femmes au centre de la recherche - et cela ouvertement et sans devoir s'excuser - dans un monde inégal, les cours pour les femmes exclusivement sont d'une nécessité vitale. (p.13).

Ce projet d'Etudes Féministes autonomes mené dans un cadre tracé par des femmes comporte des risques dont R. Duelli Klein et G. Bowles ne semblent pas tenir compte. Il pourrait bien conduire à créer un savoir parallèle, concentré sur le féminin avec le danger de simplification et de normativité auquel le féminisme n'échappe pas toujours, un savoir qui ne contesterait plus le savoir phallogratique puisqu'il aurait un autre objet et s'épanouirait dans un lieu protégé (plus d'hommes), idéal, bref uto-

pique et coupé de la réalité. Ensuite rien ne nous garantit que les Etudes Féministes ne vont pas reproduire le système universitaire «androcentrique»; on peut devenir spécialiste des femmes et à la limite complice des autres spécialistes (hommes), plus proches d'eux que des femmes que l'on veut défendre. On peut confirmer les privilèges de classe et de race parce que la pratique intellectuelle des femmes universitaires s'enracine dans leur position de white middle-class (classe moyenne blanche). Il est d'ailleurs caractéristique que les féministes noires aux USA ont créé des «Black Women's Studies» car elles reprochent aux Women's Studies d'être des «White Studies» d'exclure le problème de couleur, de nier les différences historiques et culturelles, les expériences de femmes noires en affirmant : «Nous sommes toutes des femmes».

En guise de conclusion, ce qui devrait être l'amorce d'un débat : je pense que les Etudes Féministes n'ont vraiment rien à perdre à s'installer sur le terrain de la confrontation, c'est à dire au sein de ce langage, cette culture, ces institutions patriarcales que nous remettons en question. Notre rôle est moins de créer un savoir nouveau, des outils de réflexion nouveaux que d'interroger la production de l'idéologie et de battre en brèche les conditions patriarcales de production du savoir qui créent des barrières pour les femmes, à savoir le système hiérarchique, la sélection et l'hypercompétitivité qui font qu'une femme ne s'en sort que lorsqu'elle est exceptionnelle et célibataire. Récemment, en France des femmes ont créé l'APEF (Association pour les Etudes Féministes) afin de contrecarrer les effets de rivalité et de concurrence que le rapport aux institutions introduit nécessairement entre chercheuses... (et) favoriser la mise en commun et la circulation des travaux individuels et collectifs. Voilà qui me semble une manière efficace de lutter contre la marginalisation des femmes et d'augmenter le volume de leurs voix dans notre société.

Nadine Plateau

(1)

«Theories of Women's Studies» G. Bowles and R. Duelli Klein - Routledge and Kegan-London, Boston, Melbourne and Henley - 1983 - (271 pages)

Quand j'étais petite...

Au Lycée Warocqué

Dans ma classe gréco-latine, c'était un curieux mélange : des jeunes filles de la grande bourgeoisie laïque et bruxelloise qui avaient épuisé et les écoles de la ville et leurs parents.

Elles se retrouvaient au pensionnat. C'est elles qui donnaient le ton des vêtements, des chansons et des petites mondanités. Généralement mauvaises élèves, elles jouaient au tennis sur le court qui leur était exclusivement réservé. Le samedi, elles prenaient le train, le même train que moi jusqu'à Haine-St-Pierre. Dans les compartiments et les couloirs bondés, elles retrouvaient leurs copains de l'Athénée d'à côté. Fascinée, j'écoutais leurs conversations : on parlait de week-end à la campagne, de petites boîtes dansantes, de boutiques qui se trouvaient là-bas à Bruxelles, une autre planète. Il riaient fort et m'ignoraient non sans quelque hauteur. Quand je les quittais, les rues d'Haine-St-Pierre me paraissaient bien mornes. Je passais entre deux haies de ménagères qui menaient une lutte sans merci contre la poussière de charbon irrémédiablement incrustée. La brosse de chien-dent à la main, elles faisaient "le samedi".

Christiane

En classe, nous étions tout de même une majorité d'autochtones : filles de notables du Centre et puis, une minorité de très studieuses élèves venues du prolétariat. Parmi elles, Christiane. Je l'ai toujours connue couverte de boutons, un visage un peu bouffi. Elle avait un gros accent wallon et un examen de passage en français, tous les ans. Silencieuse, lointaine, isolée. A la fin de la Rétho, le prof d'histoire nous demande quels sont nos projets d'études : *"ah, moi, la médecine, moi la biologie, moi la philo"*. Et toi Christiane ? *"Eh bien, dit-elle, après un instant de silence, je vais faire une année de mathématiques spéciales et puis une licence de math à l'ULB"*. Le prof s'étonne : *"Toi, tu vas faire des études universitaires ? Vraiment ?"* Elle rit. A sa suite, nous rions toutes, certaines



s'esclaffent. Christiane demeure imperturbable sous l'affront, le regard au-dessus. J'ai honte; mais il est trop tard. J'ai ri. Je me le pardonne d'autant moins qu'elle est une lointaine petite parente, fille d'un jardinier du domaine de Mariemont. Et il est fier, très fier et je le sais, d'avoir pu mener jusqu'au bout des humanités, un de ses enfants.

Dix ans plus tard, rue Royale à Bruxelles, on m'appelle :

"Françoise". Je me retourne sur une ravissante jeune personne.

"Toi, tu ne me reconnais pas".

"Non". *"Christiane, tu te souviens, Christiane ?"* Son visage est lisse,

bronzé. Elle est en jeans et espadrilles. De grandes cascades blondes tombent sur ses épaules. Je ne

sais trop que dire : *"Qu'est-ce que tu deviens ?"* *"Pour le moment, je*

suis chez mes parents à Mariemont,

mais, tu sais je vis aux Etats-Unis.

Je fais un doctorat à Harvard."

Pour me délivrer, je lui rappelle



l'incident de notre fin de rétho. Elle prétend qu'elle ne se souvient pas.

Maman Charlotte

J'avais une arrière grand-mère, Maman Charlotte. Elle poussait les chariots de la mine, à 7 ans. Je ne l'ai connue que très vieille et méchante. Elle préférait ouvertement à son fils, mon grand-père, une fille qui avait eu la décence de rester ouvrière. "Lui" il s'était placé dans la petite bourgeoisie commerçante et elle ne le lui pardonnait pas. Il n'empêche que dans ses vieux jours, comme elle refusait de quitter sa maison, c'était son "rejeté" qui s'occupait d'elle. Tous les midis, il enfourchait un lourd vélo d'avant-guerre, qu'il avait hâtivement repeint d'une couleur vert pomme. Ma grand-mère nouait solidement deux casseroles dans un grand essuie à carreaux. Et il partait, le précieux baluchon accroché au vieux guidon. Il vacillait un peu, je crois, au dé-

but de la côte de la rue de l'Harmonie. Maman Charlotte accueillait toujours son repas avec une réserve maligne : c'était trop salé ou pas assez. Les "petotes" (1) trop cuites et que sais-je. Un dimanche, ma grand-mère, Hélène Dolivier, une maîtresse femme, décide de lui faire la leçon. : *"Vous n'êtes jamais contente, regardez autour de vous. Bertha, Augustine et Céleste, elles sont à l'hospice et elles ne se plaignent pas."* Maman Charlotte écoute le pensum, les mains croisées sur sa longue jupe de drap noir. Et puis, d'un petit geste insolent de la main, dit : *"Ah ça, Hélène, yune n'est nin l'aute."* (2) Hélène Dolivier qui pourtant se piquait d'avoir toujours le dernier mot, en resta coite.

La balle pelote, ma mère et moi

J'habitais une place longue, étroite, douce et plane. Un délice pour mes patins à roulettes! Le dimanche on y jouait à la balle pelote. La balle pelote. Cette petite boule dure dans du cuir blanc fut toujours une pomme de discorde entre ma mère et moi. Faite pour des hommes et de surcroît ouvriers. On acheta tout de même un gant à mon frère. Il fallait l'aguerrir ce garçon étroit d'épaules, imbattable botaniste mais qui revenait trop souvent de l'école en pleurant. Il ne s'intéressa jamais au gant qui traînait dans un tiroir. Un jour, je me l'offris. Je m'entraînai dans la plus grande clandestinité guettant le pas de ma mère. Parfois, en son absence, j'allais frapper à la fenêtre de mon père et il me rejoignait. Il jouait mal mais qu'importe! C'était un partenaire privilégié puisqu'il quittait ses pages blanches qu'il couvrait d'une fine écriture ronde. Souvent ma mère nous surprenait. Elle se plaignait : *"Comment, moi je lui interdis, et toi, tu joues avec elle."* Mon père n'était pas, semble-t-il, gêné par cette contradiction. *"Bah, laisse nous faire"* disait-il. Le dimanche, j'assistais avec passion à la rencontre. Assise au milieu des hommes, des femmes et des filles de joueurs. Je criais, j'encourageais mon équipe. On disait de moi : *"Elle n'est pas fière"*. J'avais deux idoles : Florent et Edmond, un père et un fils. Florent le manchot qui avait perdu un bras dans une machine broyeuse de chez Boël. Il était blond, petit et mince. Taiseux et même un peu hautain. Il jouait en première li-

gne, à la corde près de la raie blanche. La détente était féline. La petite balle claquait sur son gant là-bas au bout de la courbure de l'arc de son corps. Edmond, son fils, un noiraud un jour le rejoignit et côte à côte les mains sur les genoux, le dos ployé, ils attendaient la balle. Edmond était beau et Solange, une des meilleures élèves de ma mère, le couvrait des yeux.

Or voici qu'un jour, le jeu est parcouru d'un moment de panique. Le "Marqueû d'chasse", c'est-à-dire l'assistant indispensable de l'arbitre, n'est pas là. C'était toujours, bien entendu, un petit garçon. Florent, capitaine de l'équipe, jette un regard circulaire sur les bancs et, d'un geste bref, me désigne à l'arbitre. J'hésite. Et puis, j'y vais. Tant pis pour ma mère. Je cours, je cours autour de la surface du jeu, concentrée, vigilante et joyeuse. Les bancs rient. On aura tout vu : *"el fille del directrice d'escole qu'est marqueû d'chasse!"* Ils savent que ma mère s'indigne de mes étranges pratiques. A la fin de la partie, Florent me félicite et m'embrasse. Je rentre à la maison et je savoure, silencieuse, un bonheur sans partage. Ma mère n'en a rien su. Les bancs, le lendemain furent silencieux pour protéger la petite fille qui n'est pas fière.

Hommage à ma mère

Ma mère était un personnage sur la place, craint et estimé. Conseillère, juge, on l'appelait souvent dans les petites maisons ouvrières pour régler des conflits. Un jour, un petit garçon frappe à la fenêtre de sa classe. *"Venez vite. Ma soeur est en train de mourir."* Ma mère sait où. Dans une roulotte délabrée là-haut au sentier des Bourdons, qui longe les terrils. Elle envoie une de ses grandes filles chez le docteur qui habite les beaux quartiers d'Haine-St-Pierre. Et puis, elle monte avec le gamin. La petite fille agonise. Le docteur, il en met bien du temps pour venir. Le voici, c'est déjà presque le soir. Dans la pénombre il ne voit pas ma mère qui se tient debout au fond du taudis. A peine entré, il demande : *"Ah mais y a des liards douci"*. Ma mère s'avance : *"Oui, Docteur. Elle est morte mais je vous payerai la visite."*

Françoise Hecq.

* "Ah mais il y a de l'argent ici".

(1) pommes de terre

(2) l'une n'est pas l'autre

Le féminisme mène-t-il au Lesbianisme ?

Si oui, quelles sont les causes et les conséquences ?

Si non, pourquoi ?

N'y a-t-il pas des féministes qui deviennent lesbiennes pour affronter des choses qu'elles ne pourraient affronter comme hétéro ?

Je ne veux pas dire qu'elles n'aiment pas les femmes, mais qu'elles les aiment surtout égoïstement, c'est-à-dire pour les utiliser dans leur propre démarche de lutte.

A moins que ce ne soit par attirance pour la marginalité ? Ou du fait qu'elles ont été trop longtemps coincées dans leur relation à leur ami, leur amant ou leur mari ?

J'ai rarement vu des lesbiennes féministes (ex)-hétéro avoir des relations entre elles. Souvent elles se tournent vers des lesbiennes qui l'étaient déjà avant le féminisme des années '70.

Je ne sais si je ne vais pas choquer. Je crois que, quand elles tentent une première relation affective et sexuelle avec une femme, elles se sentent plus sûres de s'y impliquer avec une lesbienne qui a déjà plusieurs années de telles relations avec des femmes. Il me semble qu'elles hésitent ou renoncent à vivre une relation amoureuse avec une femme qui a vécu avec un homme parce qu'elles craignent de vivre avec elle la même déception qu'elles ont subie dans leur propre relation avec un homme, et ce parce que l'autre femme dans ce cas a une expérience amoureuse trop symétrique par rapport à la leur.

Pour une ex-hétéro, vivre une relation avec une lesbienne permet de s'abriter derrière le vécu de l'autre.

En effet, avec celle-ci, elle ose se montrer plus ouvertement lesbienne, alors que dans le féminisme elle se montre comme aimant les femmes mais sans afficher une attirance sexuelle dont la découverte en elle la trouble ou la déroute.

Dans sa relation avec une lesbienne, comment une ex-hétéro se

comporte-t-elle ?

Tout en s'affichant avec elle, elle refuse totalement l'image du couple.

Soit parce qu'elle a mal vécu avec un homme, soit que l'image du couple la dérange totalement.

Dans ce deuxième cas c'est surtout parce qu'elle ne se sent pas prête à le vivre étant donné qu'elle ne s'est pas encore découverte elle-même et parce que « couple » pour elle représente peut-être « enfermement et oubli de soi », c'est-à-dire la condition d'existence qu'a connue sa propre mère ou elle-même.

A ce propos, dans quelle mesure les films sur les lesbiennes ne sont-ils pas en cause : bien souvent les lesbiennes y vivent une histoire qui finit tragiquement, tout comme dans bien des livres. Il se peut aussi qu'elles aient peur d'investir.

Peur d'investir, pourquoi ?

Parce qu'elle craint de ne plus pouvoir se réaliser elle-même ni être créative. Elle refuse de n'être que la muse d'une autre femme comme Alice Toklas pour Gertrude Stein ou Renée Vivien pour Nathalie Barney.

Comme si dans un couple, une femme sur deux seulement pouvait tirer profit du lien existant : une cannibale et une victime

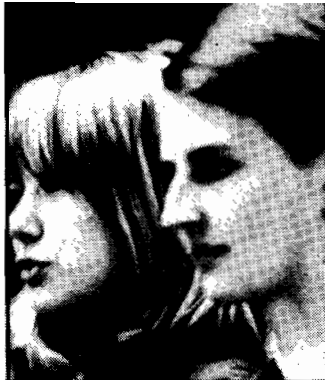
Pourquoi l'ex-hétéro ne veut-elle pas croire qu'investir dans une relation amoureuse avec une femme pourrait être positif, productif ?

Le fait qu'elle ne s'investisse pas vraiment trahit probablement une jalousie.

Jalousie du vécu de l'autre qui s'est déjà libérée, détachée de ce qu'elle a à peine quitté : le rapport parents-enfants, le rapport ami-amant-mari, etc...

Le fait qu'elle recule ne vient-il pas du fait qu'elle sait qu'elle va se mettre dans le rôle de celle qui doit être protégée (situation qu'elle a toujours connue) comme dans une relation fille-mère.

Pourquoi quasi toutes les féministes venues au lesbianisme sont-



elles en thérapie ?

Je me suis souvent demandé si cette thérapie n'était pas un peu comme une « excuse » qu'elles cherchent à leur homosexualité.

Comment cela ?

Elles essaient de comprendre leur homosexualité. Le lesbianisme leur permet de régler avec elles-mêmes certaines choses de leur passé ou de leur présent qu'elles n'auraient pas osé aborder dans une relation hétéro.

Pourquoi ?

Parce qu'elle trouve peut-être dans leur relation avec une femme la force de replonger dans des événements qu'elles ont longtemps voulu oublier.

Elles savent que si c'est dur, elles trouveront toujours une aide morale ou affective chez les copines. Dans leur vécu hétéro, souvent elles ont été très seules. Il se pourrait qu'elles se réfugient dans une thérapie pour éviter les dépendances par rapport à la femme avec qui elles vivent une relation.

Il se pourrait qu'elles ne perçoivent pas qu'à bien des égards la thérapie peut handicaper leur relation du fait que trop de choses sont rapportées au thérapeute.

Il se crée alors une sorte de ménage à trois où l'analysante utilise l'analyste comme arbitre à sa relation, quand elle ne pousse pas son amie à jouer le rôle d'analyste en second, à moins qu'elle ne lui impose quasiment d'entrer elle-même en thérapie comme on entre en religion ou comme on adhère à un nouveau dogme. La légitimité de la relation s'appuierait alors complètement sur le rapport analytique à une ou deux tierces personnes. Alors que par principe une thérapie doit se clôturer un jour, là elle se prolonge et elle s'étend pour devenir une part sinon l'essentiel de la relation.

J'ai remarqué que la durée maximale d'une telle relation est de deux ans tout au plus.

Par contre, je connais beaucoup de couples de lesbiennes qui vivent ensemble depuis de longues années.

Ce n'est pas qu'elles ne font pas un travail sur elles-mêmes mais

elles essaient surtout de vivre le présent qui est suffisamment difficile sans encore y mêler les déchirements d'une thérapie où les plongées dans le passé sont quelquefois entretenues pour s'y embourber ou s'y perdre définitivement.

Et du côté des féministes qui restent hétéro, que se passe-t-il par rapport au lesbianisme ?

En fait, un certain nombre de féministes hétéro éprouvent de l'attirance et en jouent quand elles se trouvent en groupe avec des lesbiennes.

Elles flirtent presque sans s'en rendre compte et seraient les premières choquées de se voir proposer un rendez-vous amoureux que pourtant elles ont inconsciemment demandé.

J'ai pu remarquer cela dans mes premiers contacts lors des premières réunions féministes à Anvers, lors de mon travail à la Maison des Femmes à Bruxelles et dans bien d'autres rencontres.

Je me demande si elles attendent que les lesbiennes fassent le pas qu'elles-mêmes n'osent pas franchir ou si elles se livrent à un jeu qu je qualifierai non de méchant, mais encore...

Malsain en tout cas.

Je me demande si le jeu de la séduction et d'approche qu'elles ne veulent plus avoir avec des types ne leur manque pas et si sachant que les femmes n'auront pas le même comportement que les types auraient dans ce cas, elles ne profitent pas de la situation.

Elles veulent prendre sans donner, quitte à se contenter de peu. Un peu comme les hommes ont agi avec elles bien souvent.

Bien souvent je les entends parler de leur insatisfaction ou de leur lassitude de la vie conjugale, mais ce ne sont que des paroles échangées au sein des réunions féministes et qui ne sont pas suivies de décisions quant à leur vie privée.

Je crois que si elles ne font pas le pas de quitter leur mari, c'est peut-être pour garder leur statut social et les avantages qui y sont liés.

Comme je crois aussi que certaines femmes, même si elles vivent des relations affectives avec des femmes ont malgré tout besoin de leur hétéro-social.

Lesbiennement vôtre.
Nicky.

Janvier

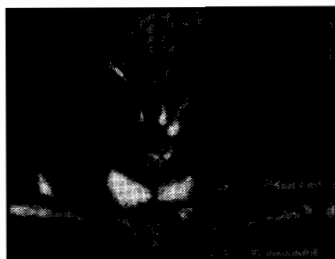
Résistance de femme aux missiles.

En Angleterre, Sarah Caroline Tisdall, emplyée au Ministère de la Défense a été inculpée pour avoir transmis un document secret au «Guardian», qui l'avait ensuite publié.

Il s'agissait d'un mémorandum adressé par le Ministre de la Défense Heseltine à Maggy Thatcher. Les Britanniques ont pu apprendre de cette façon que les missiles étaient attendus à Greenham Common le 1er novembre et les dispositions que le Ministre avait cogitées pour s'opposer aux protestations du Parlement et de la rue.

La subversion, une nouvelle arme pour les femmes ?

Waf-Waf



On le sait, le nombre de divorces augmente constamment et avec lui les casse-têtes qu'ont à résoudre les juges.

Ainsi, à Saint-Trond, une femme divorcée a réclamé la garde du petit chien du ménage que le mari avait emmené au moment de la séparation. Elle a fait valoir que la pauvre bête ne disposait pas de suffisamment d'espace vital chez son ex-mari et que de plus il avait la nostalgie de sa maison. Le juge lui a donné gain de cause. Le mari pourra promener le chien tous les samedis de 9 à 12h. S'il ne le ramène pas à temps, cela pourra lui coûter 1.000 Frs par jour. L'association des pères divorcés ferait bien de se préoccuper de l'affaire, l'impartialité du juge ne semblant pas évidente.

Orwelle avait raison

Dorénavant les femmes du Zwaziland ne pourront plus porter ni pantalon ni minijupes et encore moins des jupes transparentes. Le Premier Ministre et Prince Bekimpi Dlamini a estimé

que ce genre d'accoutrement constitue un outrage à la tradition. Il a critiqué les mouvements de femmes et a affirmé que c'est par la volonté de Dieu que l'homme est le guide de la femme. «Nous désirons que nos femmes progressent dans tous les secteurs de notre vie institutionnelle, a-t-il déclaré, mais elles doivent respecter notre société et être conscientes de leur place.» Sacrifions à la mode : Orwelle avait bien raison. Les femmes peuvent être les égales des hommes à conditions de se soumettre à leur volonté.

Et notre dignité ?

Un Peep-show a été fermé à Liège sur plainte de l'Union des Classes Moyennes de Liège qui craignait que ce genre d'établissement n'attire une clientèle extrêmement particulière qui ferait fuir la clientèle traditionnelle.

On a de la moralité ou on n'en a pas!

Et d'une

Grande première syndicale : une femme a été élue (à une toute petite majorité) secrétaire nationale au bureau de la FGTB. Il s'agit de Mia De Vits (33 ans) qui était attachée au bureau d'étude du syndicat.

Et de deux

Pour la première fois aussi, la chaire Francqui pour l'étranger a été attribuée à une femme, la professeure Levy-Leboyer qui donnera à l'Université de Gand, pendant l'année académique 83-84, un cours sur les problèmes liés au chômage.

Et de trois.

Encore une première en janvier : une femme, Nicole Lumen, préside pour la première fois en Belgique une Cour d'assises. Paraphrasant Françoise Giroud on peut dire que l'égalité entre les hommes et les femmes ne sera réalisée que lorsqu'on ne parlera «plus de première femme».

Les discriminations frappent aussi les transsexuelles.

Un pilote, Karen Ulane de la compagnie américaine Eastern

Airlines, qui avait subi une opération en vue de changer de sexe s'était vu licencié par la compagnie d'aviation. La transsexuelle a obtenu en justice un dédommagement financier et la réintégration. Eastern Airlines est parti en Appel.

S'il n'en reste qu'un, je serai celui-là (refrain belge bien connu.)

Dorénavant au Portugal, l'avortement est autorisé quand la vie de la mère est en danger, en cas de malformation du fœtus et en cas de grossesse consécutive à un viol. Cette version minimaliste a rencontré l'opposition de toute la droite, y compris les sociaux-démocrates qui font partie de la coalition gouvernementale et ont menacé de déclencher une crise si le projet était voté. Il a été adopté par 132 voix contre 102, les communistes votant avec les socialistes de Mario Soares. Il faut dénoncer encore une fois la lâcheté des socialistes quand il s'agit de l'avortement. Mario Soares avait déjà déclaré qu'il considérait le problème comme secondaire et il n'assista même pas au débat en vrai Ponce Pilate qu'il est. De plus les communistes avaient présenté antérieurement des propositions autorisant l'avortement sur base socio-économique mais elles avaient été repoussées par la droite, cela va de soi, mais fatalement aussi par les socialistes puisqu'ils réunissent une majorité de rechange avec les communistes. Grâce aux socialistes, donc, l'avortement clandestin triomphe au Portugal...mais avec le risque d'une condamnation à 8 ans de prison à la clef.

Février

Première deuxième

Les femmes commenceraient-elles à investir les places qui leur étaient interdites ? Une autre magistrate, Marguerite Charlier a été désignée pour présider la Cour d'Assises de Liège. Elle avait à juger une femme qui avait tué son mari. Le neuro-psychiatre, le Dr Pietquin a témoigné : «C'est une personne d'intelligence normale, ayant des difficultés à assumer sa féminité.» Lui, par contre, assume pas mal ses préjugés!

L'arroseur arrosé

Roger A. Gauntlett (41 ans), héritier de la firme pharmaceutique américaine Upjohn, a été condamné à un an de prison et à la castration chimique pour avoir violé à deux reprises sa belle-fille âgée de 12 ans. Pendant cinq ans, il subira des injections de Depo-Provera, un produit de sa firme. Une transaction tendant à remplacer le temps de prison par 100 millions de francs belges à verser à un centre de consultation pour femmes violées a été repoussée avec véhémence par l'odieux personnage.

A l'attention des féministes.

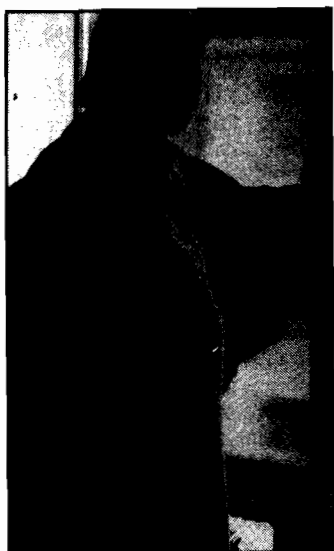


On annonce, au cours du mois de mars, la parution d'un nouveau livre de Germaine Greer appelé à faire sensation, «Sexe et Destinée». Il s'agit, en fait, d'une réflexion pour tenter de contrôler la démographie de la planète. Des bonnes feuilles parues dans des journaux anglais et hollandais ont déjà suscité des réactions passionnées.

Germaine Greer, papesse du féminisme au même titre que Kate Millett avait acquis une réputation mondiale avec son livre *La Femme Eunuque*.

Le contrôle de nos ventres.

On connaissait déjà les «bébés éprouvettes» obtenus après fécondation in vitro; on prélève l'ovule au cours d'une intervention chirurgicale sous anesthésie, on le met au contact de spermatozoïdes du mari. Après fécondation, l'embryon est réimplanté chez la même femme qui mène ensuite la grossesse à terme.



Le trois février 1984, pour la première fois, est né, au centre médical de Long Beach, en Californie, un enfant porté par une femme stérile. La fécondation a eu lieu in vivo, chez une femme donneuse qui a été inséminée artificiellement par le sperme du mari de la femme stérile, et sans intervention chirurgicale.

Après un séjour de cinq jours dans l'utérus de la donneuse, l'embryon a été transplanté dans celui de la femme stérile qui a mis au monde l'enfant après 38 semaines et 5 jours de gestation. Cet enfant n'hérite donc en rien du bagage génétique de la mère mais bien de celui du père.

Cette nouvelle technique soulève des problèmes humains, éthiques et biologiques. Ce sont du moins les spécialistes qui l'affirment. Pendant ce temps, on parle beaucoup en Grande Bretagne de maternité de substitution. En clair, il s'agit de payer un ventre de femme pour fabriquer entièrement un bébé au bénéfice d'un autre couple.

Le Ministère de la Santé a confié, il y a près de deux ans à un «War-nock Committee» le soin d'en étudier les aspects sociaux, légaux et moraux. Son rapport est prévu pour l'été 1984. On pense qu'il préconisera notamment l'interdiction, pour les mères de remplacement, de toucher de l'argent. Je n'ai pas de renseignements sur le nombre de femmes siégeant dans ce Committee.

De son côté, l'association des médecins britanniques vient de marquer son opposition à cette méthode.

Enfin, une proposition de loi visant à interdire la maternité de substitution a été déposée au Parlement britannique et sera probablement mise en discussion en mars.

Beaucoup de monde donc, pour s'occuper de nos ventres! Dans cette question essentielle, le silence des femmes n'en est que plus préoccupant.

● L'ordre helvétique.

En Suisse, comme l'écrit Nicolette Franck dans *La Libre Belgique* *Tout compte fait, les choses sont rentrées dans l'ordre, à la manière feutrée qui est celle de la Suisse.* Le parti socialiste a tenu son congrès extraordinaire où il devait discuter de rester ou non dans la coalition gouvernementale après l'affront encouru par le refus d'accréditer sa candidate au poste de Ministre. Comme prévu, il a choisi de rester au pouvoir. Tout est rentré dans l'ordre, dans l'ordre phallocratique et social-démocrate.

Dans un autre domaine, les femmes ont remporté un succès. Swis-sair se dit prêt à engager des femmes pilotes. Mais ce n'est pas encore demain qu'on verra une femme aux commandes d'un avion. La liste d'attente des pilotes masculins est déjà fort longue.

● Les femmes veulent renvoyer Reagan à son barbecue.

Aux Etats-Unis, deux cents groupes de femmes se sont réunies à l'initiative de l'Eglise Unifiée du Christ. Elles veulent monter un réseau pour empêcher Reagan d'être réélu en novembre 1984. Les groupes de femmes lui reprochent de n'attacher aucune importance à la pauvreté aux USA, pauvreté qui frappe surtout les femmes. 70% des familles qui vivent en dessous du seuil de la pauvreté ont à leur tête une femme seule qui doit subvenir aux besoins des siens, de plus les femmes représentent 72% de la population du troisième âge.

● N'en ajoutez plus!

En Angleterre, le Professeur Harold Francis, expert en démographie, a lancé un cri d'alarme après l'annonce d'une nouvelle maternité de la princesse Diana. Il préconise sa stérilisation. Le peuple anglais est trop porté à imiter la fa-

mille royale et la généralisation de familles de trois enfants chez les insulaires provoquerait des problèmes insolubles dans les services d'obstétrique, les écoles et pour l'emploi.



Les Verts, allemands ne sont pas tout-à-fait du même avis, ils estiment que c'est le Prince Charles qui devrait subir une vasectomie, intervention bénigne alors que la stérilisation chez la femme exige une opération chirurgicale.

● Des femmes affrontent la mafia.

Devant la carence des autorités, devant l'inefficacité et le coût des centres de désintoxication, des mères du quartier de Primavalle dans la banlieue déshéritée de Rome ont décidé de sauver elles-mêmes leurs enfants de la drogue. Déjà en 1981, elles avaient occupé un gymnase pendant 66 jours avec leurs enfants drogués pour les désintoxiquer. Aujourd'hui, elles reprennent leur combat et s'attaquent aux pourvoyeurs de drogue. Elles veulent briser la loi du silence, l'omerta. Premier résultat : Primavalle est pratiquement débarrassée de ses revendeurs. Elles espèrent que leur action sera imitée dans les autres quartiers de la capitale.

● Le viol, délit mineur.

2.500 femmes ont manifesté à Amsterdam en criant *Aanranders vrij, vrouwen vogelvrij* (à peu près : assaillants en liberté, femmes à merci) après la libération d'un homme qui attendait d'être jugé pour avoir violé plusieurs femmes. Motif officiel invoqué : le manque de cellules! L'association *Tegen haar wil* (contre son gré) a intenté une action en justice contre l'Etat et l'officier supérieur de

justice d'Amsterdam. L'avocat a expliqué le but de cette action : *Ce procès doit mettre en évidence combien la violence sexuelle est méconnue dans le traitement des affaires pénales. On lui accorde une trop faible priorité alors qu'il s'agit d'un crime qui est insoutenable pour la plupart des femmes.*

L'avocat avait d'ailleurs l'impression que cette libération avait surtout permis au Ministre de la Justice de réclamer de l'argent pour la construction de nouvelles cellules, mais le criminel libéré, comme par hasard, n'est dangereux que pour les femmes. Et il ajouta : *On ferait mieux de consacrer cet argent à un meilleur accueil des femmes violées.*

Le journal *De Morgen*, qui rapporte cet événement a voulu aller un peu plus loin et connaître la situation en Belgique. Il a interviewé un avocat anversois, J. Van der Velpen. Il lui a demandé si une situation pareille était concevable en Belgique.

A mon humble avis, la situation quand il s'agit de combattre les crimes sexuels n'est absolument pas meilleure ici. Mais on ne libère pas faute de place. Ici on choisit plutôt de mettre trois suspects dans la même cellule. La Belgique fait montre d'une affreuse tolérance quand il s'agit d'agressions. Bien que le système répressif contre la criminalité en général soit plus sévère ici, on ferme assez facilement les yeux quand il s'agit de crimes contre les droits des femmes. Dans les cas de viols, on ne procède pas systématiquement à des arrestations. L'auteur reste souvent en liberté puis comparait au Tribunal où on l'absout. Les femmes qui ont déposé plainte en sont désabusées. Quand finalement on se décide tout de même à poursuivre, la victime est utilisée uniquement comme témoin et quand le jugement est prononcé, elle ne sera plus tenue au courant de rien. La justice l'amadoue en lui accordant le franc symbolique.

Contrairement aux Pays-Bas où le viol est un délit de gravité intermédiaire entre A et C, chez nous, il est catalogué A, la catégorie des crimes les plus graves.

L'avocat poursuit : *Il est donc mis sur le même pied qu'un meurtre mais c'est fort théorique. Dans la pratique le Tribunal le ramène immédiatement à un délit ordinaire. C'est au moment où les mouvements de femmes manifestaient massivement que les disqualifications n'ont pas eu lieu.*

Restons chez nous.

La Ligue des Droits de l'Homme prépare une proposition de loi antisexiste qui interdit toute discrimination sur la base du sexe, de l'état civil (droits individuels) et des préférences sexuelles (hétéro-homo).

Enfants à charge

On le sait, lorsque la rente alimentaire d'un enfant de divorcé dépasse 3.000 FB brut par mois, il n'est plus considéré fiscalement à charge du parent qui en a la garde. Mesure injuste et discriminatoire, s'il en est.

Un groupe d'action composé d'hommes et de femmes a entrepris une action-pétition qui a déjà recueilli 800 signatures. D'autre part il a écrit aux différents chefs de groupe de la Chambre et du Sénat pour attirer leur attention sur ce problème et proposer une modification de la loi.

Miet Smet avait déjà proposé de relever le plafond à 50.400 Frs brut annuel au lieu de 36.000 Frs. mais cette réformette risque fort d'être dépassée dans un temps relativement court vu la hausse constante du coût de la vie. La proposition du groupe va dans le sens d'une exonération totale de l'impôt sur la rente alimentaire en l'assimilant à un revenu qui n'entre pas en ligne de compte pour le calcul du montant net comme les allocations familiales, les bourses d'études ou les primes pour l'épargne nuptiale.



Dans le bain. Et de quatre.



Après la nomination d'une femme au secrétariat national de la FGTB, après des assises présidées par deux magistrates, une percée féminine dans le monde politique. Le conseil général du Socialistische Partij a désigné Carla Galle (35 ans) comme secrétaire nationale du parti. Diplômée en sciences politiques et sociales, elle a connu la célébrité comme championne de natation. Elle avait représenté la Belgique aux jeux olympiques de Mexico en 1968.

A l'honneur

L'Université de Gand a distribué des titres de docteurs honoris causa et pour la deuxième fois dans son histoire, une femme a été honorée. Il s'agit du professeur Rosalyn Yalow, connue mondialement pour ses travaux dans le domaine de la régulation des mécanismes hormonaux.

La chasse est ouverte dans les CPAS

Au cours de la réunion du Conseil Communal d'Ostende, des femmes ont décerné le «Prix de l'hypocrisie» au Bourgmestre de la ville. Le brave homme avait pourtant remis 50.000 Frs. à la Maison des femmes battues d'Ostende. Mais reprenant d'une main ce qu'il avait accordé de l'autre, il a donné instruction à la CPAS d'Ostende de refuser le minime aux femmes qui s'y sont réfugiées mais ne sont pas domiciliées dans la ville, leur ôtant ainsi toute possibilité de subsistance et de participation aux frais de la maison.

Survie

Et si l'espèce humaine disparaissait en cas de guerre nucléaire ? Des féministes canadiennes y ont pensé et ont fait connaître leur plan par « La Voix des Femmes de la Nouvelle-Ecosse ».

Elles soutiennent que les abris nucléaires doivent être réservés aux seules femmes en âge de procréer, et non aux hommes. Il suffirait que trois cent femmes s'enferment dans un abri avec une banque de sperme pour perpétuer l'humanité. Heureusement que les féministes sont là pour y penser, sans cela nos grands chefs et nos états-majors seraient restés bien à l'abri dans leurs casemates. Il n'y aurait donc eu que des hommes pour survivre et peut-être quelques femmes déjà mûres.

Etudes et enquêtes :

Les Femmes à l'ordre du jour.

La Commission du Travail des Femmes du Ministère de l'Emploi a présenté le 23 janvier son programme pour 1984 au cours d'une conférence de presse à laquelle le Ministre Hansenne n'a pas cru devoir assister. Les journalistes, eux, étaient en nombre : 27 femmes et 4 hommes.

La Commission va faire procéder à une enquête sur la place occupée par les femmes dans le secteur public. Cette enquête sera confiée à l'Institut de Sociologie de l'ULB. Sachons que 37,9% des effectifs sont des femmes et que, comme partout ailleurs, elles sont largement majoritaires dans les fonctions subalternes et nettement sous-représentées aux niveaux supérieurs.

Une deuxième enquête sera confiée à l'UCL-KUL pour étudier le harcèlement sexuel sur les lieux du travail et il s'agit véritablement d'un changement dans l'attitude institutionnelle que l'introduction au niveau professionnel d'un thème soulevé par les féministes mais sur lequel on avait toujours préféré jeter un pudique manteau protecteur. Ce genre de problème qui avait toujours été considéré comme individuel prend ainsi une dimension sociale. Dans d'autres pays tels la France, le Canada, les

Etats-Unis, le harcèlement sexuel est à l'ordre du jour depuis bien plus longtemps.

La Commission propose également le lancement d'une expérience de «conseillère ONEM» pour étudier les causes de blocage à l'embauche des femmes. Enfin elle a décidé de tenir le 1er et le 2 octobre 1984 deux journées d'études relatives aux actions positives envers les femmes.

Martens-Gol, ras le bol

Le jeudi 22 mars, les services féminins francophone et flamand de la CSC ont organisé une manifestation-surprise contre les propositions du gouvernement visant à assainir les finances publiques. Arrivées une à une dans le parc de Bruxelles, elles se sont tout à coup regroupées devant le Parlement à 15h30 déroulant calicots et banderoles. La police et le gendarmier dûment averties (par qui ?) étaient là en force. Les femmes qui avaient été rejointes par des jeunes à l'initiative du service « chômeurs » de la CSC, ont été repoussées à l'aide d'auto-pompes. Ma voisine, se demandait si c'était de l'eau de pluie parce que c'est meilleur pour les cheveux... Un humour qui sait se mouiller...



Après la faillite des Galeries Anspach.

**Pour les hommes :
de la prépension à la pension...**

**Pour les femmes :
de la prépension au chômage.**

La faillite des Galeries Anspach a mis en évidence la fragilité des conditions de licenciement d'un certain nombre de travailleuses qui se sont trouvées indirectement discriminées par rapport aux travailleurs masculins prépensionnés. Aujourd'hui, ces travailleuses ont obtenu satisfaction mais d'autres prépensionnées se trouvent encore dans le même cas, sans savoir qu'elles sont victimes d'une situation discriminatoire. De plus, les travailleuses à qui l'on propose de prendre leur prépension avant l'âge de 55 ans doivent désormais savoir ce qui peut leur arriver. Ci-dessous nous rappellerons donc le cas de cent nonante-deux prépensionnées de moins de 55 ans des Galeries Anspach. Celles-ci témoignent elles-mêmes, non seulement des pressions qu'elles ont subies pour qu'elles acceptent cette prépension anticipée mais aussi, pour la plupart d'entre elles, de leur volonté de continuer à travailler jusqu'à l'âge normal de la pension...

Une prépension qui n'était pas un cadeau

En septembre 1981, les Galeries Anspach, pour obtenir le concordat judiciaire et, soi-disant, sauver l'entreprise, signent avec les représentants des organisations syndicales (Setca, CNE, LBC, CGSLP, CCAS) une convention collective selon laquelle - entre autres - une allocation complémentaire à l'allocation «privilegiée» de chômage (1) serait payée par l'employeur aux travailleurs âgés qui acceptent d'être prépensionnés, et ce jusqu'à l'âge légal de la pension (65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes). Cette allocation complémentaire peut, suivant la carrière du travailleur, représenter une somme importante.

Comme on voulait dégager près de trois cents travailleurs, une pression (2) fut exercée sur les femmes de 50 à 55 ans pour qu'elles acceptent d'être mises en prépension. Certaines femmes étaient tentées par cette proposition, notamment celles qui avaient peu d'ancienneté car le système était dans ce cas avantageux. Par contre, les travailleuses qui avaient une longue carrière y étaient très hostiles. Finalement, elles ont toutes dû accepter.

Si l'entreprise tombait en faillite, il était entendu que le «Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises» se substituerait à l'employeur défaillant et paierait donc l'allocation complémentaire.

Tout se passa bien - tout au moins en ce qui concerne la régularité des paiements - jusqu'au 3 janvier 1983, date à laquelle la faillite de l'entreprise a été déclarée.

A ce moment, les travailleuses apprennent que le «Fonds d'indemnisation...» refuse d'intervenir pour les prépensionnées de moins de 55 ans!!

Le maquis des prépensions

Sans entrer dans les détails, rappelons que les systèmes conventionnels de prépension (employeurs-syndicats) se sont développés depuis la crise, dans un premier temps dans le cadre d'une convention (n° 17 du 19 décembre 1974) conclue au sein du Conseil National du Travail qui accorde à tous les travailleurs licenciés âgés d'au moins 60 ans une allocation complémentaire à l'allocation «privilegiée» de chômage. Cette allocation est à charge de l'employeur.



Puisque l'âge légal de la retraite des femmes se situe à 60 ans, cette convention n'aurait présenté pour elles aucun intérêt si elle n'avait pas prévu la possibilité de négocier, au plan sectoriel, des conventions étendant le bénéfice de la prépension aux travailleuses âgées de 55 ans.

Mais de plus en plus souvent, dans les négociations sectorielles ou au niveau des entreprises en difficulté, on en est arrivé à abaisser encore la limite d'âge de la prépension pour les femmes (parfois aussi pour les hommes), certaines conventions descendant jusqu'à 50 ans et même plus bas!

C'est ce que l'on a fait aux Galeries Anspach dès le 26 octobre 1978. Une convention collective avance à 50 ans pour les femmes et 55 ans pour les hommes le «bénéfice» de la prépension: cette convention fut exhumée lors du concordat dont nous avons parlé plus haut.

Tant que l'entreprise continuait à fonctionner il n'y avait pas de problème, sauf que par le biais des dispositions fiscales, la situation des prépensionnées se détériorait de plus en plus.

Lorsque l'entreprise est défaillante, le «Fonds d'indemnisation» doit en principe, selon la loi du 30 juin 1967, se substituer aux obligations de l'entreprise en cette matière. Les termes de la loi étant très généraux, les syndicats ont toujours défendu la thèse qu'elle s'appliquait aux prépensions quel que soit l'âge de départ de la prépension, du moment que celles-ci résultent d'une convention collective de travail.

Mais le «Fonds» - à gestion paritaire - ne l'a pas entendu de cette oreille. Tenant compte du fait que de plus en plus de conventions collectives étaient conclues juste avant des faillites à des conditions très avantageuses pour les travailleurs, il a **dès 1979, décidé d'autorité** qu'il n'intervenait pas pour les prépensionnés de moins de 55 ans. Cette décision qui ne figure dans aucun texte réglementaire est cependant bien connue par les partenaires sociaux. La limite d'âge de 55 ans est choisie de manière tout à fait arbitraire. On ne peut même pas se référer à la Convention Nationale n° 17 qui la fixe à 60 ans. Cette limite est avantageuse pour les hommes et désavantageuse pour les femmes.

Ainsi, les travailleuses des Gale-



ries Anspach qui ont été amenées à prendre leur prépension mais étaient âgées de moins de 55 ans ont donc été placées dans une situation pour le moins aléatoire... Après la faillite des Galeries Anspach, elles seules (cent nonante-deux personnes) ne bénéficiaient plus du complément d'allocation.

La FGTB a donc introduit, pour faire jurisprudence, une action pour l'une des prépensionnées devant le Tribunal du Travail de Bruxelles et l'a gagnée le 11 octobre 83. Le Tribunal s'en est tenu aux termes très généraux de la Loi de 1967 et a déclaré que les conditions prévues par cette loi étaient réunies pour l'indemnisation, par le Fonds, de la travailleuse prépensionnée de moins de 55 ans.

Le Fonds a d'abord annoncé son intention d'aller en Appel, mais par la suite, il s'en est abstenu. Après quatre mois de tergiversations, sa décision vient de tomber pour les cent nonante-et-une travailleuses qui recevront donc aussi l'allocation complémentaire. Les Syndicats ont obtenu gain de cause pour elles sur base de la décision du Tribunal du Travail. Il ne reste plus aujourd'hui aux prépensionnées des Galeries

Anspach qu'à s'introduire dans la longue file d'attente des créanciers du Fonds.

Confusion et discrimination

Cette affaire, gagnée dans son principe, met en lumière, à travers la confusion des textes légaux et conventionnels, l'insécurité juridique qui en résulte pour les prépensionnées de moins de 55 ans.

Elle doit inciter toutes les travailleuses que l'on veut engager dans des systèmes de prépension à en mesurer soigneusement les risques.

On peut croire qu'à l'avenir ce genre de situation sera moins fréquent puisque le Gouvernement vient, par l'Arrêté Royal du 18 juillet 1983, déjà changé et remplacé par l'Arrêté Royal du 15 février 1984, de mettre fin désormais au système d'indemnisation «privilegié» du chômage pour les prépensionnés de moins de 55 ans. Les travailleuses des Galeries Anspach ont échappé de justesse à cette nouvelle variation de la politique.

Cependant, le nouvel Arrêté du 15 février 1984 prévoit encore des dérogations d'âge, certes strictement délimitées quant à la forme (convention collective conclue au sein d'une commission pari-

taire et rendue obligatoire par Arrêté Royal) et au fond (ce système est réservé aux entreprises en difficulté telles qu'elles sont définies par l'Arrêté Royal).

On doit donc craindre que l'on tente encore, dans les entreprises en difficulté, d'inciter des femmes de moins de 55 ans à signer des conventions de prépension pour faire place ou garder la place d'autres travailleuses. Ces femmes doivent alors être très attentives et exiger des garanties écrites pour le présent et l'avenir. En effet:

- S'il s'agit d'une convention couverte par le nouvel Arrêté, elles bénéficieront de l'allocation «privilegiée» de chômage, mais celle-ci n'est que l'un des volets de la prépension conventionnelle. En cas de faillite de l'entreprise, l'autre volet, c'est-à-dire l'allocation complémentaire reste soumis aux aléas des décisions du «Fonds d'indemnisation».

- S'il s'agit d'une convention non couverte par le nouvel Arrêté Royal, les travailleuses n'auront plus que l'allocation de chômage ordinaire, tombant dans la deuxième année à 40% du salaire plafonné pour les non-chefs de ménage, c'est-à-dire pour 95% d'entre elles.

Cette affaire éclaire aussi un autre aspect de la situation des prépensionnées: si désormais on part de 55 ans pour les femmes comme pour les hommes, tout en maintenant l'âge légal de la pension à 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes, on crée un système tout à fait discriminatoire de prépension dont les hommes bénéficieront pendant dix ans et les femmes pendant cinq ans seulement.

Pour réaliser l'égalité, il faut avoir une politique d'ensemble: si l'on bouge seulement un pion, comme par hasard celui qui est favorable aux hommes, on aggrave encore la situation existante. Dès lors, on peut craindre que les conditions soient réunies pour une nouvelle atteinte à la loi du 4 août 1978 sur l'égalité de traitement qui prévoit notamment l'égalité dans les conditions de licenciement, et par conséquent à la Directive européenne du 9 février 1976 sur l'égalité de traitement dans l'emploi.

(1) L'allocation privilégiée de chômage est fixée à 60% du salaire plafonné jusqu'à l'âge légal de la pension, quelle que soit la situation familiale du travailleur.

(2) Voir témoignage ci-dessous.



Avoir été cadres aux Galeries Anspach.

Après la conférence de presse du Comité de Liaison des Femmes présentant le Bureau des Plaintes et une de ses applications, nous nous sommes entretenues avec les trois femmes des Galeries Anspach venues répondre aux journalistes.

Toutes trois sont cadres, aucune n'est universitaire. C'est dire le chemin parcouru, l'expérience acquise et les capacités reconnues à

ces femmes pour accéder aux postes qu'elles occupaient.

Leurs réactions ne sont pas identiques, mais toutes trois ont vécu leur mise à la prépension comme un drame, aucune ne se sent l'âge de la retraite et c'est pourtant dans cette condition qu'elles se sentent reléguées. Condition sans doute préférable à celle de chômeuse, mais faut-il se contenter du médiocre parce qu'il y a pire ?

CHOISIR DIT-ELLE.

Chronique : Pendant la conférence de presse, vous avez dit que vous aviez «choisi» de travailler. J'aimerais que vous précisiez : c'était un choix ou une nécessité ?

Mme R. : C'était une nécessité. Quand j'ai commencé, mon mari devait entrer à l'armée. J'avais une petite fille et pas assez d'argent. Donc, à ce moment-là, j'ai fait le choix.

Rires... quelqu'une : Vous insistez...

Chronique : Et quand votre mari est revenu de l'armée ?

Mme R. : Là, j'ai vraiment fait un choix. Au départ, quand je me suis présentée aux Galeries, j'ai signalé que je ne travaillerais que le temps d'un service militaire. Je voulais élever ma fille moi-même. Ce laps de temps écoulé, j'ai été convoquée au bureau où l'on m'a demandé de rester parce qu'on était satisfait de mon travail. J'ai dit «d'accord» et j'ai pensé «ça mettra du beurre dans les épinards, ça nous permettra

de vivre mieux et de gâter un peu plus la gamine». Et puis, j'avais pris goût à cette vie, je la préférerais à celle de ménagère à plein temps. De plus, j'étais appréciée et cela compte. Quand vous commencez comme simple employée au contentieux et que vous arrivez au grade d'acheteuse après être passée par celui de secrétaire de bureau puis d'acheteuse-adjointe, c'est quelque chose !

Chronique : Cet emploi est-il toujours attribué aux personnes qui, comme vous, ont commencé à la base ?

Mme R. : Non, ce sont généralement des universitaires, des cadres, des amis des grands qui sont engagés. Moi, c'est sur connaissance de la marchandise que j'ai évolué dans mon métier.

Chronique : Et pour vous, travailler, c'était une nécessité ?

Mme B. : Oui. J'étais seule pour subvenir à mes besoins. Aussi, quand on m'a dit de vider les lieux, cela a été un peu pénible.

Chronique : Vous étiez acheteuse ?

Mme B. : Non, je travaillais au service du personnel. Je venais d'avoir cette promotion. Il faut dire que l'ancienne chef du personnel qui était au courant de la situation, a préféré prendre un job qu'on lui offrait à l'extérieur. Moi, je n'ai pas eu cette possibilité et je suis restée. J'ai eu le triste privilège de recevoir, tous les mois et depuis deux ans, une liste de plus en plus longue de travailleuses de plus de 50 ans, c'est-à-dire cataloguées par la Direction comme pouvant sortir de la Maison en tant que prépensionnées conventionnelles. De plus, je ne pouvais pas en parler.

LE SILENCE EST D'OR

Chronique : Pourquoi dites-vous que vous ne pouviez pas en parler ?

Mme B. : C'étaient les directives du gérant : il ne fallait pas que les travailleuses sachent que ce listing existait. A ce moment, la Direction m'a demandé de sélectionner, sur cette liste, les personnes que je souhaitais garder. Elle a demandé aux autres si elles acceptaient d'être mises en prépension. Certaines ont accepté, d'autres pas. Donc, ne parlait pas qui voulait : «Il y a des femmes qui sont des piliers», affirmait la Direction. C'est également ce qu'elle me disait quand je m'inquiétais de mon sort. N'empêche... le 1er septembre, à mon retour de vacances, le gérant, planté à l'entrée du personnel, m'a convoquée au bureau pour m'annoncer ma mise en prépension. Ça m'a fait l'effet d'une douche glacée.

Mme R. : Et pourtant, à peine un an auparavant, la Direction nous faisait encore des compliments sur notre travail. Nous étions, disait-elle, vraiment indispensables au bon fonctionnement de la maison.

Mme V. : Nous ne nous attendions pas à ce coup-là. Nous l'avons vécu comme une tragédie, d'autant plus que nous avons été avisées de notre renvoi à la dernière minute. Comme l'a dit ma collègue, depuis deux ans, la Direction faisait appel aux volon-

taires à la prépension. Nous, alors que nous étions sur le même listing, nous ne pouvions pas partir, il n'en était pas question : en tant que chefs de boutique, notre rentabilité était prouvée, Les Galeries avaient besoin de nous.

Nous avions de lourdes responsabilités : gestion du personnel, du loyer, de l'achat des marchandises, des stocks, des démarques et des résultats à prouver en fin d'exercices. Depuis des années, je présentais mon bilan augurant : «J'ai peut-être 52 ans, mais je crois que peu de personnes peuvent, à l'heure actuelle, se prévaloir d'une telle rentabilité.»

MANGER OU ETRE MANGEE.

Chronique : Une dactylo ne donne sans doute pas directement des bénéfices à l'entreprise, mais elle est nécessaire, non ?

Mme R. : A chaque niveau, une personne peut être nécessaire. Une vendeuse est aussi nécessaire que nous.

Mme V. : Là n'est pas le problème. Croyez-vous que, quand une entreprise est en difficulté, elle doit prendre l'âge comme critère de licenciement quitte à perdre des éléments de valeur et garder un potentiel de travailleurs de 30, 40 ans parmi lesquels il y a des éléments faibles ?

Chronique : Peut-on imaginer une société qui ne laisserait en place que des éléments «forts» ?

Mme V. : Pourquoi pas ? N'est-il pas préférable pour la survie de l'entreprise en difficulté de garder ceux qui connaissent le mieux le business ? Elle s'offre là une chance supplémentaire de tenir le coup. Ne vaut-il pas mieux sauver 5/6/800 emplois en conservant les plus vieilles que de prendre le risque d'une fermeture en gardant des jeunes moins stables ?

Mme R. : Quand on enlève les piliers d'une maison, elle s'écroule. Je ne dis pas que j'étais un pilier, mais je sais que des personnes très capables, qui avaient donné tout ce qu'elles pouvaient à la société, se sont retrouvées, du jour au lendemain, sur le pavé.

Mme V. : J'avais 20 ans de service quand on m'a mise dehors. Quand vous vivez la naissance d'un magasin, que vous travaillez avant et pour son ouverture, ce n'est plus seulement le magasin du patron, c'est votre magasin, c'est votre maison. Pour une femme qui vient en cours de route, ce n'est pas la même chose.

Chronique : Vous faites un transfert comme si vous étiez vous-même l'entreprise. De toute façon, chacun doit manger, donc gagner sa vie et tout le monde ne peut être le « meilleur ». Dans une période de plein emploi, ces questions ne se posent pas, les meilleures gravissent les échelons un peu plus vite, et encore, car même, et je le crois, si vous étiez très valables et rentables, qui vous dit que d'autres travailleuses, peut-être aussi valables n'ont, pour toutes sortes de circonstances, pas eu la possibilité de gravir les échelons ?

DE LA VIE RANGEE...

Mme V. : Je vais vous dire quelque chose de vécu et de sincère. Aux Galeries Anspach, on remettait des cotations au personnel. Moi, j'avais un très bon personnel et il m'était parfois possible de leur offrir une promotion. Certaines la refusaient parce que les responsabilités étaient trop lourdes. Elles préféraient leur vie de vendeuse où elles faisaient 36 h. partaient à heures fixes. Une responsabilité supplémentaire, je peux vous le garantir, certaines l'ont refusée.

Chronique : Pourquoi refusaient-elles ? Quelle était leur vie privée ? Ne sont-ce pas toujours les femmes qui refusent les promotions ?

Mme B. : Je ne sais pas si c'est spécifique aux femmes.

Chronique : Vous avez connu beaucoup d'hommes qui l'auraient refusée ?

Mme R. : Non...

Chronique : Je pose cette question parce que je crois qu'elle est très importante. Une femme peut refuser des charges supplémentaires soit parce qu'il est trop difficile de s'occuper en même temps des enfants et du ménage, soit pour des raisons, appelons-les sentimentales : grimper les échelons et vivre

avec un homme qui stagne, cela peut créer des difficultés au sein du couple. Nous connaissons bien cette expression : « être le monsieur de madame ».

Mme R. : Oui, c'est juste. J'ai moi-même vécu ces difficultés : parce que je partais en voyage, que j'avais des réunions tardives, un horaire instable. Ces problèmes, je les ai surmontés, c'est une question de caractère. C'est là que je dis qu'il faut savoir choisir.

Chronique : Là où les femmes font des choix difficiles, les hommes font des choix faciles, non ?

Mme R. : C'est vrai que j'aurais plutôt eu tendance à soutenir mon mari et que moi, je n'ai pas eu ce support. Mon mari aurait préféré que nous vivions avec moins et que je reste à la maison.

OU CACHEE...

Chronique : Ou que ce soit lui qui rapporte le plus ?

Mme R. : Peut-être oui... oui... C'est dans le caractère de l'homme. Ainsi, mon mari savait que je rapportais plus que lui, mais nous n'en parlions jamais.

Chronique. Cette discrétion des femmes dès qu'elles gagnent un peu plus ! A l'inverse, croyez-vous que cela aurait été pareil ?

Mme R. : Je n'ai jamais pensé à ça. Non, l'inverse n'aurait pas été pareil. Ils aiment se mettre en valeur.

Mme B. : C'est une caractéristique des hommes.

Chronique : Ne serait-ce pas plutôt une caractéristique des femmes de s'effacer ?

Mme V. : C'est pourtant l'épanouissement de l'individu qui compte. Un homme ne devrait pas être à ce point mesquin et, même si sa vanité est mise en cause, quelle importance s'il voit son épouse atteindre un idéal par son travail !

Mme B. : Les hommes se veulent chefs de famille et tiennent à le rester. Quand j'ai connu mon mari, je me suis appuyée sur lui. Il aimait ça et il aurait certainement préféré que ce soit lui qui, seul, satisfasse aux besoins du ménage.

Chronique : Et s'il avait eu de très bons revenus, auriez-vous abandonné votre emploi ?

A LA CULTURE DES ORCHIDEES.

Mme R. : Non, je l'aurais gardé. Dans la semaine je lui disais encore : « Il faut absolument que je trouve quelque chose à faire, je ne suis pas encore finie... » Pour le moment, je me lance dans la culture des orchidées...

- Sifflements d'admiration de toutes... et je réussis.

Mme R. : Qui vous a mise sur cette voie ?

Mme B. : Mon mari m'en avait offert il y a trois ans et d'un pot, j'en ai fait trois.

Mme R. : Vous avez une serre ?

Mme B. : Non, mais j'ai une salle de bain bien éclairée et chauffée où je les soigne l'hiver. L'été, je les sors au jardin. J'aime m'occuper des fleurs et mon jardin est très beau.

Chronique : Mais cela ne vous rapporte pas de quoi vivre ?

Mme B. : Non, c'est un hobby. Je dois abandonner l'idée de retrouver du travail.

Mme R. : Oui, c'est très difficile. Tout ce qu'on nous offre, c'est du bénévolat, aider les personnes handicapées, aider ceux-ci, aider ceux-là...

Chronique : De toute façon, il y a des professionnels pour ce travail. Il n'y a pas de raison de faire bénévolement un travail de professionnel.

Mme V. : Pour ma part, j'éprouve un certain découragement. A mon avis, la société a mal récompensé ses aînés. J'essaie de réagir : la vie a sûrement d'autres aspects. Mais vous ne pouvez savoir combien c'est traumatisant pour certaines qui avaient au travail une activité débordante, de se retrouver dans notre situation. Se dire : « on n'a plus voulu de nous », c'est une blessure qui a du mal à se cicatriser. Bien sûr, je m'occupe. Je vais à des réunions de Connaissance et Vie, nous faisons des voyages. Nous avons aussi créé un Comité au sein des Galeries. A la dernière réunion, j'ai émis l'idée d'une boîte aux lettres ouverte pour aider les gens du groupe en difficultés.

Chronique : Quel genre de difficultés ? Financières ? Professionnelles ? Sentimentales ?

Mme V. : Tout. Jusqu'à cette absurdité : j'ai des rhumatismes, je voudrais tapisser ma maison mais ne peux le faire seule, qui du Comité pourrait venir m'aider ? Mais cela ne remplace pas un vrai travail. Si la conjoncture n'était pas aussi difficile, du fait que j'avais pas mal de contacts avec les fournisseurs, j'aurais pu ouvrir un magasin. Mais à Mons, les affaires ne sont pas brillantes et moins encore depuis que les Galeries sont fermées. C'est fou le mal que cette fermeture a fait aux indépendants : le point attractif a disparu, les petites boutiques s'en ressentent.

MIEUX VAUT UN « TIENS » QU'UN « TUNEL'AURAS PAS »

Mme B. : Il faut tout de même avouer que nous sommes parties avec une convention qui, relativement, nous gâte. Par Arrêté Royal, nous ne sommes pas considérées comme chômeuses, nous sommes prépensionnées. Nous touchons, sans devoir pointer, la valeur d'un chômage qui restera stable jusqu'à la pension plus le supplément du patron que nous venons de récupérer. A 60 ans, nous aurons une pension égale à celle qui aurait été versée si nous avions travaillé jusque-là. C'est pourquoi je trouve le cas des autres licenciées plus dramatique. Ce sont elles surtout qui devraient pouvoir retrouver de l'emploi.

Mme R. : Pour ma part, j'ai beaucoup souffert la première année, mais quand les Galeries ont fermé, j'ai trouvé que c'était encore plus dur pour celles qui s'étaient données à fond cette dernière année. Je connais une acheteuse de 45 ans qui comme nous, sans grade universitaire, a gravi les échelons. Elle sait qu'elle n'obtiendra plus jamais l'équivalent de ce qu'elle avait ; elle ne peut donc, sans prendre le risque de voir sa pension diminuer, prendre un autre emploi. Elle n'a plus d'autre perspective, à 45 ans, que d'aller pointer tous les jours pour recevoir des allocations de chômage qui diminueront après cinq ou six ans. C'est une situation bien triste et elle n'est pas unique...

Propos recueillis
par Fanny Filosof.

Femmes et syndicats.

L'Université des Femmes a demandé aux femmes syndicalistes de s'expliquer elles-mêmes sur le rôle et la place des femmes dans leur organisation syndicale.

Le service des Femmes à la CSC

On dit souvent que la participation des femmes à la vie syndicale est faible. Cependant les femmes participent plus à la vie syndicale qu'elles ne le font à la vie politique. Mais cette participation n'est pas également répartie à tous les niveaux des organisations syndicales. On peut constater que les structures syndicales se prêtent mal à la participation de certains groupes (femmes, jeunes, ou immigrés) mais cela ne suffit pas, et il faut tenir compte aussi des mentalités.

Comme travailleuses, les femmes sont les principales victimes des conditions d'exploitation et d'aliénation de l'ensemble des travailleurs et à ce titre elles demandent des efforts et des résultats au mouvement syndical pour lutter contre cette exploitation et cette aliénation.

Comme travailleuses, elles auront souvent l'impression que les problèmes spécifiques, ou les aspects spécifiques des problèmes qui tiennent à leur condition de femme ne sont pas assez assumés par ce même mouvement syndical.

Mais les femmes diront surtout leur impression de ne pas être partie prenante, de ne pas être associées aux décisions, de ne pas peser là où se prennent les options fondamentales, bref de ne pas avoir grand chose à dire. Même si les positions qui s'élaborent les concernent directement.

Et pourtant au sein de la CSC, 33% des 1.340.000 membres que comptait l'organisation en mai 81 sont des femmes ce qui tend à prouver que la proportion de femmes syndiquées est à peu près la même que chez les hommes.

La croissance du nombre de leurs affiliations est constante et évolue de manière favorable. Cette tendance se précise quant à la participation des femmes aux activités et à l'action syndicale. Il faut cependant constater le peu

de femmes représentées dans la hiérarchie syndicale.

Lors des élections sociales et ce depuis 1971, la progression des femmes laisse apparaître un décalage entre les taux de ce qu'on pourrait appeler une participation passive (affiliation syndicale) et ceux d'une participation active (l'engagement dans l'action). On le voit donc plus le niveau de la participation, que le taux de la participation ou de la syndicalisation qui est en question quand on tâche d'analyser la place des femmes dans le mouvement syndical.

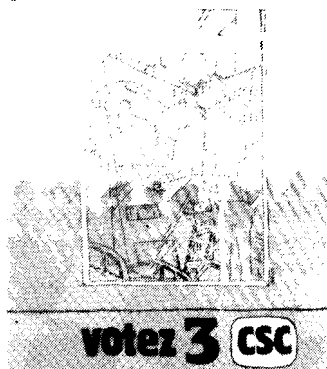
Il convient donc de rechercher les causes de ce blocage de la participation à partir d'un certain niveau et de cette situation marginale des femmes dans la vie syndicale, trop fidèle reflet de la vie en société en général.

Les causes sont souvent des facteurs matériels et psychologiques. Et une des premières qui vient à l'esprit est le manque matériel de temps.

Il ne faut plus expliquer que les travailleuses assument généralement une double tâche. Comme travailleuses elles sont soumises aux contraintes du travail mais il faut y ajouter les charges qui résultent de leur rôle traditionnel à la fois de mère, mais aussi d'épouse.

Ajoutons à cela le manque d'équipements collectifs. Cela peut expliquer en partie la large participation des travailleuses à l'activité militante sur les lieux et pendant le temps de travail, et leur disparition presque totale des responsabilités s'exerçant hors du lieu et du temps de travail mais cela n'explique pas tout.

Car le manque matériel de temps, engendré par le cumul des tâches n'est souvent qu'un phénomène apparent de causes psychologiques beaucoup plus profondes qui trouvent leur source dans les clichés traditionnels. Les militants masculins ne sont toujours pas conscients du fait qu'ils en sont imprégnés. Il reste toujours difficile aux femmes de



faire comprendre une situation vécue quotidiennement mais globalement. Cela se traduit par mille petits faits, gestes, remarques dont les hommes ne s'aperçoivent pas, mais qui heurtent les femmes.

Tel « compliment » fait à une militante : « avec toi, on peut discuter, tu raisones comme un homme ». Telle réaction spontanée lorsqu'une femme a autorité sur des hommes « c'est le monde à l'envers ». Telle remarque quand une femme arrive à un poste un peu en vue « pour une femme ce n'est pas mal ». Il arrive que l'on conteste à une femme le droit d'être militante parce qu'elle ne pourrait pas assumer ses responsabilités familiales !

Les femmes de leur côté, éprouvent bien des difficultés à s'intégrer, à se sentir à l'aise dans le monde masculin du syndicat. Elles se sentent implicitement obligées de choisir entre « être femme » ou « être militante ». Être soi-même tout simplement, à la fois femme et militante, est presque impensable.

Les femmes, de par leur place dans le monde du travail sont desservies par la structuration à la fois verticale (centrales professionnelles qui regroupent les travailleurs selon les secteurs professionnels) et horizontale (les fédérations régionales qui regroupent les travailleurs par secteurs géographiques) des organisations syndicales.

Elles sont dispersées dans les structures professionnelles et géographiques, constituant ainsi toujours des minorités dont il est bien difficile de faire entendre la voix. Le mouvement syndical devrait sans doute s'ingénier par tous les moyens à faire prendre conscience aux hommes que les problèmes « dits » féminins concernent l'ensemble des travailleurs, et que la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des femmes engage la société tout entière, leur faire découvrir qu'un mouvement syndical où le pouvoir ne serait qu'au mains des hommes reproduit fidèlement le modèle de société qu'ils disent combattre et qui les aliène

autant que les femmes.

Cette transformation des mentalités devra se traduire par une adaptation des structures syndicales, si difficile soit-elle.

Nous vivons une période historique importante, marquée par l'ampleur mondiale de la poussée de la libération des femmes. Si le mouvement syndical n'en saisit pas l'enjeu et ne s'adapte pas en conséquence il court le risque, soit de voir ses meilleures militantes le quitter pour chercher une solution dans des mouvements parallèles (comme le mouvement des femmes) soit d'assister à la disparition d'une partie importante de ses forces vives.

Ceci nous amène aujourd'hui à travailler avec plus ou moins de bonheur plus ou moins de tiraillement, plus ou moins d'énergie sur deux plans en même temps : le national et le spécifique / le régional et le global.

Dans ces deux plans tantôt perçus comme divergents, tantôt perçus comme addition d'aspirations et créateurs de solidarités, se posent un certain nombre de questions aux femmes, qui nécessitent une très grande connaissance de leur base sociale et une re-définition du contenu du service et ceci, sans jamais laisser de côté la défense quotidienne, la formulation et le support adéquat de leurs revendications.

A ce propos, dans les organisations syndicales, les structures féminines ont eu l'avantage de permettre l'expression de problèmes spécifiques. Mais le mécanisme même d'expression dans des structures propres risque de rendre cette expression isolée avec la conséquence que, lorsque les commissions féminines ne sont pas reconnues par certaines instances responsables, elles sont réduites au rang de ghettos.

Pourtant dans cette évolution rendue nécessaire par la crise, les femmes veulent être partenaires à part entière.

C'est pourquoi les femmes de la CSC ont posé en 1983, des jalons supplémentaires pour marquer leur existence :

- une commission Wallonne et Bruxelloise des femmes a été mise sur pied. Elle est un point de rencontre où militantes et permanentes peuvent réfléchir à l'orientation du service et aux actions à mener.

• une assemblée de militantes où



elles ont montré leur souci d'inventer un syndicalisme au féminin qui s'insère dans l'ensemble du mouvement syndical.

o un congrès sur les nouvelles technologies

o la lutte pour une sécurité sociale, les femmes de la CSC veulent une sécurité sociale fondée sur le droit et la responsabilité, le contraire de l'assistance.

o Elles ont analysé l'éclatement général du marché du travail et le phénomène du « temps partiel » qui actuellement occupe une place importante.

En effet, le temps partiel est souvent présenté aux femmes comme une solution à la gestion de leur temps.

Mais le temps partiel est plus un élément de restructuration imposé par le patronat qu'un temps choisi par les intéressées elles-mêmes. Bien sûr, le quotidien continue d'enfermer les femmes dans des rôles, dans des normes héritées du passé, et dans des contradictions. Mais les femmes veulent ouvrir les portes de la vie sociale, pour elles comme pour les autres. Elles vivent souvent la vie des autres, des enfants, du compagnon sans parfois vivre leur propre vie.

La force des femmes, c'est d'être la clef d'un changement social, le ferment d'une société nouvelle. Les femmes apporteront par leur conception, et leur manière de vivre au mouvement syndical, le vent nouveau dont il a tant besoin. C'est pourquoi l'action syndicale des femmes fait appel aujourd'hui aux militantes féministes et leur demande de s'investir dans le combat syndical qui est à la fois urgent et vital.

Chnstiane David.

Les femmes dans les structures de la FGTB

Pour situer les femmes au sein des structures de la FGTB, il est avant tout nécessaire de les situer dans le contexte économique de notre pays.

A l'heure actuelle, les femmes se retrouvent de plus en plus nombreuses au chômage.

Il est vrai que depuis quelques semaines, les statistiques nous laissent apparaître une légère diminution du nombre des chômeuses recensées.

Il faut savoir que ceci ne constitue pas des emplois retrouvés par les chômeuses, mais bien au contraire la conséquence des exclusions du droit aux allocations

de chômage de nombreuses femmes travailleuses, sur base de l'article 143.

Ainsi, en décembre 1983, l'Onem déclarait 9.078 femmes (94%) et 495 hommes (6%) exclus du droit aux allocations de chômage sur base du 143.

Au 31 décembre 1983, on comptait 508.858 chômeurs complets indemnisés dont 268.080 femmes; c'est-à-dire 52%.

Malgré tout, le nombre de femmes exerçant une activité professionnelle a continué d'augmenter au cours des dernières années.

En effet, les femmes représentent près de 35% de la population active belge, alors qu'il y a 20 ans, elles en représentaient un peu plus de 26%.

Bien que la FGTB compte plus de 1 million 150 mille affiliés; bien que les femmes représentent 30% des syndiqués, et bien que le taux de syndicalisation des femmes soit pratiquement équivalent au pourcentage des femmes dans la population active du pays, peu de femmes militent activement au sein de notre organisation syndicale et plus rares encore celles qui détiennent des mandats au niveau des instances supérieures.

Par exemple, dans les organes de décision :

- comme le Congrès, qui réunit tous les 3 ans des délégués des Centrales et Régionales, on retrouve près de 12% de déléguées féminines;

- comme le Comité National, qui est l'organe de prise de décision entre 2 Congrès, on retrouve près de 7% de représentantes féminines;

- comme le Bureau National, qui est l'organe de gestion permanente, on retrouve parmi les 44 membres, 3 femmes qui y siègent à titre consultatif.

Et depuis le Congrès National du 10 janvier 1984, les responsables de la FGTB viennent de confier à une femme, un mandat de Secrétaire National.

C'est en effet, notre amie Mia De Vits, collaboratrice compétente du Service d'Etudes de la FGTB

et militante de la Commission Nationale Femmes de cette organisation syndicale qui exercera désormais la responsabilité de Secrétaire Nationale à part entière au sein du Bureau National de la FGTB.

Cette nomination marque une étape encourageante dans la conscientisation que les femmes poursuivent au sein des structures de la FGTB en vue d'augmenter la représentativité des femmes à tous les niveaux de décision.

A la FGTB, la grande majorité des affiliées se retrouve dans des secteurs dit « féminins » tels l'habillement, la distribution et les services y compris la fonction publique.

Bien que l'évolution soit excessivement lente au sein de la structure, nous devons constater une évolution au niveau des entreprises et ce, dans les organes légaux de concertation tels que les Comités de Sécurité et d'Hygiène et les Conseils d'Entreprise.

Ainsi, la représentation des femmes dans les Conseils d'Entreprise et dans les Comités de Sécurité et d'Hygiène est passée de 15% en 1960 à 22% en 1975 et à près de 26% en 1983 et ce, malgré la crise, ce qui nous permet de vérifier que nous nous rapprochons de la proportion que représentent les femmes dans le corps électoral à ce niveau et qui est de près de 27%.

Dans l'organisation syndicale, les femmes rencontrent les mêmes difficultés que dans le milieu professionnel.

Elles manquent de formation et d'encadrement collectif suffisant pour leur permettre de mener de front leurs tâches familiales, professionnelles et syndicales.

De plus, la Société ne les encourage pas à jouer un rôle actif à tous les niveaux.

Au contraire, elle les confine plutôt dans un rôle cliché de femmes ménagères.

C'est donc pour pallier à la sous-représentativité des femmes militantes au sein de l'organisation syndicale, que la FGTB a développé davantage encore, les Commissions du Travail dans les

Régionales et les Centrales.

Ces groupes de travail et de réflexion, ouverts à tous les militants et militantes de cette organisation syndicale, ne sont pas des ghettos visant à cloisonner les femmes.

Au contraire, ils représentent un moyen permanent et efficace de réfléchir et d'agir avec les femmes sur les problèmes spécifiques qu'elles rencontrent.

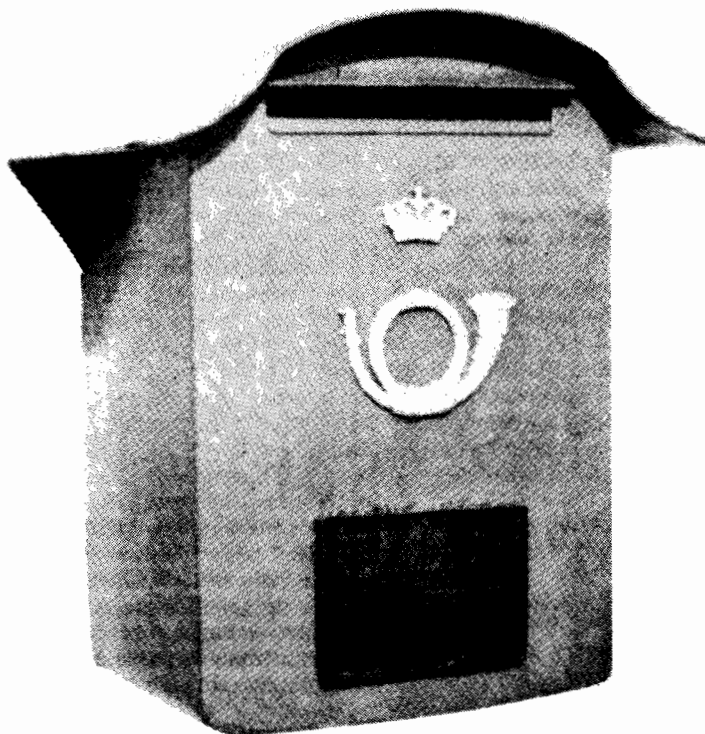
Sensibilisée par ses Commissions du Travail des Femmes, la FGTB doit prendre conscience que les problèmes des travailleuses ne doivent plus être des problèmes particuliers dont il faut s'occuper en plus des autres. En les prenant en charge, le syndicalisme se transforme, il modifie ses analyses et son comportement non seulement à l'égard des travailleuses mais aussi de la classe ouvrière.

Trop longtemps, dans notre société, les femmes ont été systématiquement ignorées.

Pourtant, leur participation à la vie sociale, économique et politique est indispensable car, elles sont porteuses d'aspirations et d'originalités nécessaires à un changement de société.

Un changement de l'actuelle répartition des tâches et des rôles et une meilleure prise de conscience de leur nécessaire indépendance économique, marqueront les pas décisifs dans la lutte que l'ensemble des travailleurs, hommes et femmes, doit mener afin de mettre en place cette société réellement démocratique, dans laquelle chacun devra se sentir concerné et solidairement responsable dans le milieu familial, social, politique et professionnel. Nous devons donc intensifier notre action de sensibilisation afin de susciter la prise de conscience syndicale et le militantisme des femmes à tous les niveaux de notre organisation syndicale. Car pour nous, « la place de la femme n'est pas plus au foyer qu'ailleurs, comme celle de l'homme, elle est partout où son activité peut et doit s'employer ».

Marcelle Hoens
Responsable Nationale
"Femmes".



ont été créés par des contradictions spécifiques à notre société et tendent à y répondre chacun à sa manière sans qu'aucun d'eux n'ait à ce jour produit une théorisation globale.

A un niveau de perception individuelle, un pacifiste n'est pas nécessairement féministe, ni une féministe d'emblée pacifiste, mais si ces divers mouvements de revendications se rejoignent sans pour autant se confondre, c'est qu'ils tendent tous à oeuvrer en faveur d'un changement de société, plus égalitaire pour les femmes, plus humaine pour les écologistes, moins fondée sur la peur pour les pacifistes.

Quant à la réponse sur les mentalités, on peut penser qu'une culture qui pendant des siècles a encouragé l'agressivité des garçons et inhibé celle des filles et qui a interdit le meurtre physique à celles qui mettent les enfants au monde a finalement « déteint » sur les femmes à tel point qu'elles se retrouvent en majorité plus pacifistes que les hommes.

Vous trouvez bizarre que les revendications féministes, lorsqu'elles ont trait au désarmement, trouvent un fort retentissement. Je vous rappelle que les féministes ne s'insèrent ici que dans un mouvement beaucoup plus large qui a rassemblé 400.000 personnes lors de la dernière manifestation en Belgique; il est plus que normal que des rassemblements de plusieurs centaines de milliers de personnes en Europe trouvent un fort retentissement dans la presse.

Pour répondre à votre inquiétude concernant un régime fort en Occident, je pense que c'est justement l'installation et la protection d'armes et de centrales nucléaires qui nécessitent un régime policier pour protéger ces mêmes installations déniées en même temps à la population toute possibilité d'exercer une véritable démocratie.

Pour terminer, je vous rappelle que les mouvements pacifistes européens sont solidaires des mouvements (hélas trop rares) contestataires des pays de l'est et appuient fortement leurs revendications."

Suzy Deigner

56, rue David van Bever
1150 Bruxelles

Chères chroniqueuses,

Je voudrais répondre à la lettre de Mme Martine Slagmeulder, concernant le pacifisme et les féministes parue dans Chronique n°8. "Dans un contexte de confrontation USA-URSS, l'Europe ne joue qu'un rôle périphérique auprès du grand frère américain, ce dernier détenant la maîtrise technologique et le contrôle du déclenchement des armes mises en places. Avec l'installation des missiles Cruise et Pershing II, dont la portée est limitée à notre continent, l'Europe est désignée comme le théâtre possible d'une future guerre nucléaire (c'est M.-Reagan qui le dit).

A votre question, pourquoi les féministes soutiennent les revendications pacifistes, il y a pour moi deux réponses, l'une sociologique, l'autre concerne les mentalités. Pour ce qui est de la réponse sociologique, je ne crois pas qu'il y ait une articulation directe entre les mouvements de revendication sociale comme les mouvements féministe, pacifiste ou écologique. Ces mouvements

Femmes et Syndicats (suite).

En 1983, l'institut syndical européen a publié un petit Info (n°6) sur la « Représentation des femmes dans les syndicats ». La situation y est analysée dans les pays suivants : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, R.F. d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse. Cette petite brochure fournit surtout des chiffres mais aussi, quand il y a lieu, les décisions qui ont été prises par certaines organisations syndicales en vue d'améliorer la représentation des femmes dans leurs organes de décisions et la possibilité de faire aboutir les revendications des femmes.

Disponible gratuitement auprès de l'Institut Syndical européen, 66 Bd de l'Impératrice Bte 4, 1000 Bruxelles.



INSTITUT SYNDICAL EUROPEEN

Info 6

La représentation des femmes dans les syndicats

Les Coopératives de femmes.



Le 21 janvier 1984, s'est déroulée à Anvers une journée d'études organisée par le groupement **Vorming tot Bevrijding** (Formation vers une libération) consacrée aux coopératives de femmes. Une petite cinquantaine de femmes participèrent aux travaux.

Comme l'exposé introductif constitue un résumé remarquable de la question et ne manque pas de soulever les problèmes liés à la création de coopératives de femmes, je vous livre intégralement la traduction.

Pourquoi cette journée d'études ?

Vorming tot Bevrijding est une institution de formation qui veut apporter son soutien à des groupes de base au moyen de cours.

Depuis quelques années, il existe une offre en direction des groupes de femmes et du mouvement des femmes. De plus, depuis un certain temps, des cours sont donnés pour des gens qui songent à démarrer de petites entreprises en autogestion.

Jusqu'à récemment, ces travaux étaient distincts. Une première jonction a été opérée au cours d'un voyage d'études dans les coopératives de femmes aux Pays-Bas du-

rant l'été 1983. Sous la dénomination coopératives de femmes, nous entendons des coopératives où ne travaillent que des femmes.

Par coopératives, nous ne renvoyons pas seulement au statut juridique mais également au fait que le travail est organisé sur une base collective (entre travailleuses, bailleuses de fonds, clients) et que ce travail collectif est fixé structurellement.

Ces voyages d'études nous ont appris ce qui suit :

Au Pays-Bas, les coopératives de femmes font une véritable percée. On y parle d'un mouvement femme et travail avec des structures de concertation et un réseau de soutien en formation.

Les coopératives de femmes se créent en obéissant à des motivations variées. Certaines se considèrent comme soutien du mouvement des femmes (ex. : librairies de femmes), d'autres élaborent leur projet comme une possibilité de formation pour les femmes dans les professions techniques, d'autres, enfin considèrent surtout comme important de créer leur propre travail et leur propre source de revenu. Dans tous les cas, on constate une toute nouvelle manière de penser le travail, la

gestion et l'organisation d'une entreprise.

Bien que la situation aux Pays-Bas soit très différente de la Belgique (dispositions plus souples pour conserver des revenus de remplacement en relation avec un travail, allocations plus importantes, obtention de subsides plus accessibles...) nous trouvons tout de même important de discuter cette idée en Flandre.

Pourquoi ?

Comme aux Pays-bas, nous assistons en Flandre à l'échec général du marché traditionnel du travail, aussi bien quantitativement (chômage) que qualitativement (élévation du rythme de travail, travail sur petit écran...). Il est inutile d'expliquer que les femmes sont dupées doublement dans ce processus. L'émergence de nouvelles coopératives et en particulier de coopératives de femmes est clairement reliée à cette situation de crise économique : puisque le marché traditionnel de l'emploi n'offre plus de perspectives, des possibilités alternatives sont développées.

Vorming en Bevrijding considère l'idée des coopératives de femmes comme importante pour différentes raisons :

- elle représente tout de même une possibilité pour les femmes d'acquiescer un revenu propre;
 - en même temps des femmes contribuent à la conception d'une alternative aux relations de travail traditionnelles et au schéma économique traditionnel;
 - c'est également un moyen pour améliorer la position économique des femmes en général;
 - enfin, les coopératives de femmes soutiennent concrètement la lutte du mouvement des femmes par exemple en imprimant.
- Néanmoins, et c'est pour cela que nous tenons cette journée d'études, il est dangereux d'associer les coopératives à la crise économique, au chômage féminin et de les propager de cette manière. Les possibilités de créer une coopérative rentable sont très limitées, surtout en période de crise, et sûrement en tant que femmes : réunir un capital de départ suffisant est difficile, les arrangements avec l'ONEM ou les CPAS sont problématiques et souvent les femmes ne reçoivent pas l'opportunité de poursuivre une formation appropriée, etc...

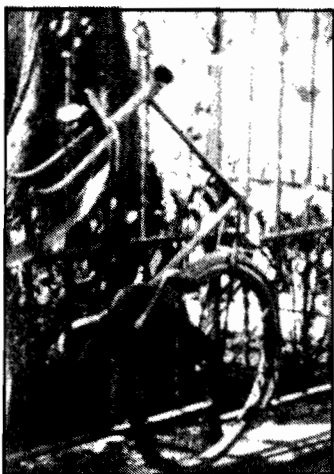
Bien que nous soyons convaincues que les coopératives de femmes puissent comporter des perspectives importantes pour le mouvement des femmes, il est important de ne pas nous faire des illusions. Nous devons partir de la réalité. Les coopératives qui sont présentes aujourd'hui pourront certainement illustrer leurs difficultés. (1)

D'une manière plus générale, nous ne pouvons pas faire simplement le rapprochement : crise économique-coopératives de femmes. Quelles attitudes devons-nous prendre, par exemple, face aux femmes qui luttent à l'intérieur des entreprises traditionnelles pour conserver leur emploi ou améliorer les conditions de travail ? Enfin, quel serait le poids de coopératives dans l'élaboration d'une société socialiste ? Beaucoup d'interrogations donc...

(1) coopératives présentes à la journée : Iris, collectif d'imprimerie, Culemborg (Pays-Bas).

Het Buitenbeen, magasin d'artisanat collectif, Utrecht.

Le Balai libéré, collectif de nettoyage, Louvain-La-Neuve.



Aperçu de la situation aux Pays-Bas.

En quoi la situation des femmes aux Pays-Bas diffère-t-elle de celles d'ici ? Les Pays-Bas représentent un des pays du marché commun où le pourcentage de femmes au travail est le plus bas pour des raisons que je n'ai pas réussi à éclaircir. Une offre de travail à temps partiel y est considérée comme une forme d'émancipation. La revendication de la diminution du temps de travail y est aussi présente mais s'exprime bien autrement : « 25 heures sans maintien du salaire ».

Les lois sociales diffèrent également et dans un sens plus positif ou plus négatif suivant les cas. Signalons pour le moment que les femmes mariées perdent leur allocation de chômage après 6 mois. Ni le gouvernement et encore moins les syndicats, très phalocrates, n'encouragent le travail des femmes ce qui a développé chez les Hollandaises une mentalité propre et notamment la certitude qu'elles ne peuvent compter que sur elles-mêmes. L'initiative est au pouvoir, soutenue par un mouvement de femmes plus large et plus radical que chez nous et forme des réseaux de solidarité. Depuis cinq ans, on voit ainsi des femmes créer leur propre emploi.

Pour un capital de départ, elles ne doivent pas compter sur les banques. déjà pour un homme ce n'est pas évident, mais une femme n'est même pas prise au sérieux. Les lois sociales hollandaises rendent plus aisées certaines tentatives. Ainsi, des revenus de remplacement peuvent continuer à être perçus pendant un certain temps en cas de création d'une entreprise. Il existe de plus des organismes gouvernementaux qui dans le temps encourageaient des initiatives par l'octroi de subsides, et les remplacent aujourd'hui par des prêts sans

intérêts. Mais la particularité la plus intéressante est l'existence de deux Fonds alimentés par des dons féminins : Le Fonds B.V. (Bedrijven van vrouwen - Entreprises de femmes) qui prête aux femmes qui se lancent dans un projet et **Mama Cash** qui fournit un capital de départ. Cela me laisse plutôt songeuse quand je pense que le Comité de Liaison des Femmes qui réunit à peu près toutes les femmes francophones de Belgique n'arrive pas à publier ses statuts au Moniteur faute des 5.000 (cinq mille) francs nécessaires. Les femmes belges doivent avoir un rapport à l'argent bien différent et qui malheureusement nous dessert. (1)

Autres organisations de femmes qui s'investissent dans l'encouragement au travail des femmes : **Tageland** (Pays des pinces) qui s'emploie à initier les femmes aux métiers masculins et **Vrouw en Werk winkels** (boutiques « Femmes et Travail ») qui s'occupe de formation et sert de bureau de plaintes qui prend notamment en charge les réclamations enregistrées par la **Fondation Ombudsvrouw** qui existe depuis dix ans mais qui, subsidiée par le Ministère des Affaires Sociales, ne peut mener d'actions.

Le nombre de coopératives de femmes n'est pas connu mais elles couvrent un large éventail d'activités. Les femmes hautement qualifiées ont recherché des travaux en rapport avec leurs capacités, d'autres ont associé leur travail à une formation pour rattraper un retard dans leur éducation d'autres ont voulu mettre à profit leurs compétences particulières et souvent domestiques et les transformer en un travail rémunérateur. On trouvera donc des coopératives spécialisées en comptabilité, en travail administratif, en assurances, en informa-

tique, des boutiques de droit, des campings, des imprimeries, des cafés-restaurants, des réparatrices de vélos, des éditrices, des spécialistes en navigation intérieure, des femmes intéressées par l'alimentation, les domaines artistiques (vidéo, musique, théâtre, films...), des boutiques d'artisanat, de textiles, de vêtements de deuxième main, l'entretien de jardins etc...

Ces initiatives ont certaines caractéristiques communes :

- la possibilité de combiner vie privée et vie professionnelle;
- l'existence d'équipements collectifs;
- un temps de travail flexible;
- l'implication de chacune dans le produit final;
- des structures horizontales de travail;
- l'utilisation des qualités de chacune plutôt qu'un climat de concurrence.

À côté de cette conception du travail qui traduit une aspiration à une meilleure qualité de la vie, il faut encore citer des choix d'un ordre plus idéologique tel le désir d'être utile au mouvement des femmes ou encore la vente à prix démocratiques.

Ces options iront évidemment souvent à l'encontre du but premier, l'indépendance économique. Il est évident que des femmes qui montent un restaurant qui s'adresse aux économiquement faibles risquent de ne pas réussir à construire des salaires viables. Nous avons connu à Bruxelles le cas du **Stoemp**, rue Haute, où des femmes confectionnaient des plats très avantageux.

L'exigence de nombreuses femmes au niveau de la qualité du travail et de son organisation ne garantissant pas l'efficacité et la productivité requises dans la société marchande dans laquelle nous vivons et elles seront souvent amenées à sacrifier leur salaire.

La Saga d'Iris

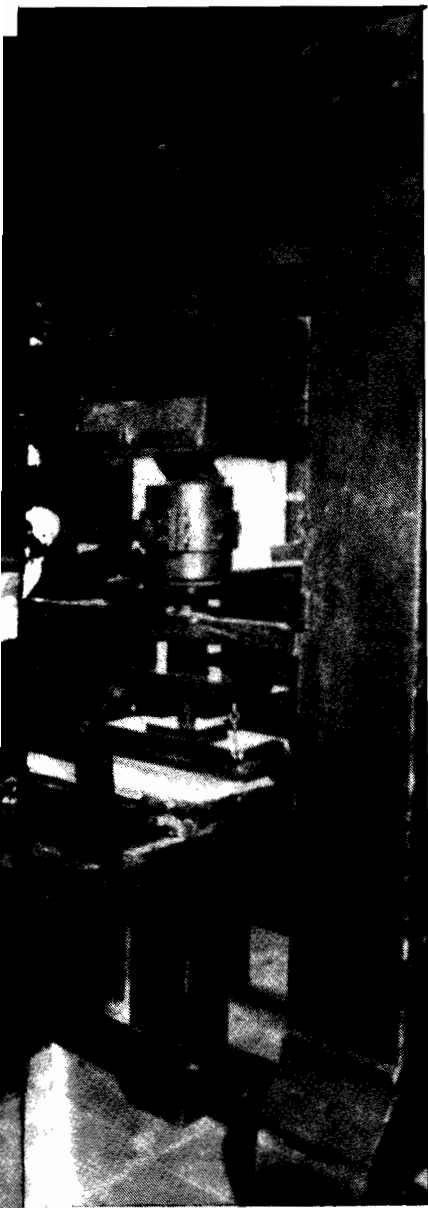
Voici à titre d'exemple le cheminement suivi par les femmes d'Iris, (1) imprimerie coopérative de femmes de Culemborg, tel qu'il nous a été rapporté, avec une pointe d'humour par une de ses travailleuses.

(1) Le nom Iris vient de iriser, terme technique utilisé par les graphistes pour exprimer le passage d'une couleur à une autre.



1979. Au café des femmes local qui avait organisé ce soir-là une activité sur le thème « Femmes et chômage », sept femmes qui avaient toutes abandonné à leur mariage un emploi rémunéré (la plupart en institutions de soins), discutent ensemble et décident qu'elles en ont assez de voir repousser leurs demandes d'emploi et qu'il est plus que temps de régler cela elles-mêmes.

Un an plus tard le désir de ces femmes prend un tour plus concret. Elles ont arrêté leur choix à la mise sur pied d'une imprimerie. A dix, elles se mettent à étudier les possibilités de réalisation. Un groupe se préoccupe des possibilités de formation, un autre étudie un plan financier, le troisième compare les différents statuts juridiques possibles. Ce travail préparatoire intensif aboutit à un projet tout à fait extraordinaire. On allait voir ce qu'on allait voir ! Les points essentiels étaient conçus comme suit :



- Apprendre par la pratique et non par l'intermédiaire d'un diplôme : cela signifiait deux ans d'apprentissage pour les dix femmes, dans l'imprimerie même, sur le tas, instruites par une imprimeuse qualifiée (qu'elles ne réussirent pas à trouver);
- Être capable de tout exécuter (lay-out, imprimerie, administration, chambre noire etc...)
- Paiement de 5 salaires minimum complets, c'est-à-dire dix mi-temps car elles voulaient se réserver du temps libre pour leur vie privée - qui n'était pas simplement assimilée aux tâches ménagères ou aux enfants - un temps qu'elles consacraient à ce qui leur plaisait.
- Crèche et garderie gratuites.

Ce plan fut présenté aux différentes instances susceptibles de le subsidier : ministères, provinces, bureaux de travail et autres ONEM. Il fut accueilli partout avec une bienveillance étonnée. Il souleva même un certain

intérêt mais il ne s'insérait dans aucun créneau connu et l'absence de hiérarchie était difficile à admettre. De plus ces femmes avaient bien trente ans ce qui est tout de même déjà fort âgé ! Les femmes qui avaient déjà travaillé pendant deux ans à l'élaboration de leur projet furent d'abord un peu refroidies mais elles reprirent le collier et présentèrent un nouveau plan aux autorités, réalisé cette fois avec l'aide d'un groupe de travail provincial centré sur le chômage. Il ne comportait plus qu'une seule année d'écologie, ce qui représentait déjà une substantielle économie. Ensuite, elles renoncèrent à percevoir un salaire. A partir de ce moment, elles purent compter sur des aides de l'Etat mais qui furent subordonnées à l'obligation d'obtenir un diplôme en-dehors de l'entreprise, ce qu'elles acceptèrent.

Elles virent enfin arriver leur premier subside. Le projet prenait vraiment corps. Il s'agissait d'un petit montant pour créer la crèche. Ce n'était pas encore grand-chose mais elle se sentirent revigorées. On leur accorda ensuite pendant un an une employée mi-temps formée au lay-out et un imprimeur mi-temps (à défaut d'une imprimeuse) qui complèteraient ainsi dans l'entreprise les cours qu'elles suivaient obligatoirement à l'extérieur. Elles obtinrent de la même façon pour un an, deux froebeliennes à mi-temps pour la crèche.

Riches d'une autre subvention destinée à payer pour un an la location de l'atelier, le gaz, l'électricité, le papier et l'encre de leur formation, elles purent se mettre en quête de leur lieu de travail. Manquaient encore les machines...et le capital pour les acquérir. Les banques refusèrent le prêt dans toutes les langues. Les Affaires Sociales, considérant le projet vraiment sur la bonne voie, avança l'argent nécessaire à l'achat de machines d'occasion...moyennant un intérêt de 10% à rembourser en cinq ans. Ça y était ! Elles pouvaient démarrer et elles reçurent très vite des commandes de groupements de femmes, de comités de quartier, de groupes d'action etc. parce que leur obstination avait fini par attirer l'attention de la presse, de la télévision et de la radio qui

avaient ainsi popularisé leur tentative.

Une campagne fut menée contre elles par les autres imprimeries qui crièrent à la concurrence déloyale mais elles reçurent le soutien des autorités.

Au début, elles gâchèrent pas mal de papier d'autant qu'elles avaient à cœur de sortir un produit décent.

L'imprimerie a vraiment démarré il y a un an et demi. Depuis septembre, elles fonctionnent entièrement sans subsides.

Quelles règles président au fonctionnement social ?

Le temps de travail de chacune est de deux à trois jours par semaine. C'est un choix. Aucune décision, aussi minime soit-elle, n'est prise seule. La règle de l'unanimité est d'application et fonctionne jusqu'à présent parfaitement.

Par principe, seules des femmes peuvent travailler dans l'imprimerie puisqu'on est dans une période de crise ou de plus en plus on a tendance à réserver les emplois aux hommes.

Elles se limitent à imprimer pour des associations socio-culturelles ce qui les fragilise à un moment où ces associations voient leurs subsides diminuer. Il n'est pas question pour elles d'imprimer des écrits qu'elles considéreraient comme racistes, fascistes ou sexistes. De temps en temps une discussion s'impose dans les cas limites.

Toutes les femmes ne sont pas encore polyvalentes mais certaines sont déjà capables d'assumer plusieurs fonctions.

Et où en sont-elles financièrement ?

Elles paient toutes les charges sans problèmes et effectuent le remboursement de leur prêt. Elles sont même parvenues à investir dans une nouvelle machine. Le but initial n'est pas encore atteint : une certaine indépendance économique par l'attribution d'un salaire. Tout au plus ont-elles pu s'accorder de petites gratifications de Saint-Nicolas et de Noël et se sont-elles offert un Agenda des Femmes pour fêter leur première année d'existence. Cela leur a néanmoins donné chaud au cœur et elles gardent le ferme espoir qu'elles vont finalement réussir à se payer pour leur travail.

Affaire à suivre...

Certains commentaires viennent à l'esprit. Il a fallu plus de trois ans à ces femmes pour débiter leur travail. A certain moments, des femmes seules ont voulu les rejoindre et s'investir dans la coopérative. Elles n'ont tenu le coup que le temps de la perception de leurs allocations. Toutes ces femmes sont mariées et on peut peut-être considérer qu'elles ont été «subsidées» pendant cette période par leur mari ? Ce qui fausse le côté exemplaire de leur action.

On peut évidemment aussi se demander s'il est réaliste d'imaginer que dix femmes puissent gagner un mi-temps par la production d'une si petite entreprise. Elles semblaient le croire.

Ceci dit, on ne peut pas non plus sous estimer les côtés extrêmement positifs d'une telle entreprise. Qu'elles réussissent ou non leur projet, c'est-à-dire parvenir finalement à assurer leur indépendance économique, il n'en demeure pas moins qu'elles ont acquis une nouvelle formation, de nouvelles compétences et une nouvelle qualification et qu'elles auront vécu une aventure inoubliable qui les marquera pour la vie. De plus, elles ont organisé le travail à leurs conditions, créant une nouvelle morale du travail.

Voici comment Ria Ceelen d'Iris explique son combat :

La société a, vis-à-vis des jeunes, un beaucoup plus grand sentiment de culpabilité que vis-à-vis des femmes. Un préjugé encore largement répandu veut toujours que la femme s'occupe du ménage et des enfants. On trouve le plus de femmes dans le travail bénévole. Il faut s'en débarrasser..... Dans un travail à temps partiel une femme n'a que peu de responsabilités. Nous avons aussi commencé notre imprimerie pour cette raison-là que nous jugeons importante : Nous n'avons pas à nous décharger de la responsabilité dans les mains d'un patron, nous assumons pleinement notre propre responsabilité.

Pour celles qui seraient tentées en Belgique d'entreprendre un projet semblable, je signale que tant du côté flamand que du côté francophone, une proposition de décret a été déposée pour favoriser la création d'une société régionale pour financer des coopératives en apportant à la fois aide technique et financière.

Edith Rubinstein.

Le Parlement Européen, talon d'Achille de la phallocratie ?

La proportion de femmes élues au Parlement Européen (16%) est supérieure à celle des Parlements des pays membres qui composent la CEE, à l'exception du Parlement Danois où siègent 23% de femmes... Ce qui a amené la représentante danoise Else Hammerich, qui estime que les Danoises préféreraient que leur pays se retire de la CEE, à déclarer : *Les femmes de mon pays ne voient pas quel avantage il y a à faire partie d'un parlement dirigé par des bureaucrates mâles.*

De mauvais esprits pourraient ajouter que c'est à cause de l'impuissance de ce Parlement que des femmes y sont élues en plus grand nombre et ils ne seraient probablement pas très loin de la vérité. Et pourtant, comme le souligne Marijke Van Hemeldonck (SP) : *Presque toutes les mesures positives en faveur des femmes adoptées par les législations nationales, elles le doivent à l'Europe.*

Quelques femmes belges qui y siègent luttent pour la défense des femmes et ont été à l'initiative de la création, le 8 juillet 1981, de la Commission d'enquête sur la situation des femmes en Europe. Anne-Marie Lizin nous met en garde : *Nous nous trouvons en face du plus grand défi que les femmes ont à affronter depuis la guerre. Si nous ne voulons pas que la femme au travail soit une exception en l'an 2001, nous devons nous battre.* Et Antoinette Spaak (FDF) d'ajouter *Les nouvelles technologies, l'informatique, par timidité hélas, par manque d'encouragement, manque de confiance en soi, restent du domaine des garçons dans l'enseignement.*

La Commission d'enquête a présenté à Strasbourg son rapport de près de 600 pages qui sera publié dans toutes les langues de la Communauté. Il couvre 18 thèmes (rapporteurs : 16 femmes et 2 hommes) qui vont de la santé à la représentation politique des femmes en passant par l'emploi et le sort des immigrées. L'avortement est passé pudiquement sous silence comme s'il ne s'agissait pas là d'un problème de santé ! Ce rapport est surtout un constat de carence : peu de mesures demandées pour assurer l'égalité des

chances entre hommes et femmes ont été acceptées.

La présidente de la commission, Maria Lisa Cincirai Rodano (PCI), craint qu'on n'essaie de résoudre la crise sur le dos des femmes : *de maintenir les femmes selon une division des rôles qui ne leur laisserait qu'une place de second rang, dans les secteurs de moindre qualification et donc de moindre rémunération.*

Après cinq heures de discussion, le Parlement Européen a adopté par 125 voix contre 17 et 54 abstentions la résolution proposée par la Commission d'enquête sur la situation des femmes en Europe, grâce à un absentéisme massif des hommes des partis sociaux chrétiens et libéraux qui se désintéressent de ces histoires de bonnes femmes. La résolution ne comporte pas moins de 116 paragraphes. Epinglons quelques points particulièrement significatifs. Prise de position en faveur de la réduction quotidienne du temps de travail, sur une base hebdomadaire de 35 heures, en précisant que le travail à temps partiel ne pouvait en aucune façon être considéré comme une réduction générale du temps de travail.

Signalons l'adoption de l'amendement de la Française Sylvie Le Roux (PCF) – auquel la droite reprocha, sans rire, d'introduire la lutte de classe dans l'hémicycle – : *il est porté atteinte à la dignité de la femme parce qu'elle est exploitée par son employeur, et par conséquent, si on veut garantir la dignité et les droits de la femme, il est indispensable de mettre un terme au régime autoritaire qui règne dans la plupart des entreprises à personnel féminin et qui trouve son expression dans des attitudes qui relèvent d'une autre époque : vexations, insultes et chicanes de toutes sortes.*

On décida également de la création d'une Commission permanente des femmes à l'intérieur du Parlement Européen, chargée de veiller à l'observance des directives déjà en application dans les pays membres.

Il n'était pas possible d'ignorer le problème des quotas et de la sous-représentation des femmes dans toutes les instances de décision. Marijke Van Hemeldonck expli-



quait avec humour que la situation la faisait penser à la fable *La cigogne et le renard* : *Mais participez donc, mesdames, disent les hommes, mais en même temps ils les accablent de toutes sortes de tâches non rémunérées. Venez sur le marché du travail mais ils punissent les femmes fiscalement. Participez à la politique, disent-ils, mais ils établissent des règles du jeu telles que seuls les hommes peuvent y participer.*

La résolution comporte en outre, des propositions d'amélioration de législation en matière de formation professionnelle et d'éducation, la création d'un fonds de créances alimentaires, des propositions de défense de l'emploi féminin (et là Marijke Van Hemeldonck reprocha vivement au gouvernement belge de n'avoir pas utilisé les fonds dont tout Etat membre peut disposer pour financer des projets sociaux et disponibles au fonds Social Européen, pour tenter de résoudre l'un ou l'autre problème du chômage des femmes dans le pays d'Europe où ce chômage est le plus important, le nôtre).

La résolution exprime sa solidarité avec les femmes migrantes et les femmes des pays en voie de développement en recommandant un accroissement de l'aide consacrée à des projets spécifiques pour les femmes. Elle estime que la solidarité doit s'exprimer par un soutien à la lutte des femmes contre l'utilisation des religions qui leur refusent le statut d'être humain à part entière.

Enfin, elle lance un appel aux femmes pour la défense de la paix. Et que retenir des rapports des deux délégués hommes ?

Le luxembourgeois social-chrétien déclencha l'hilarité d'un public largement féminin par son plaidoyer très sérieux sur la nécessité pour les femmes de conserver leur féminité. Quant à l'autre, un Hollandais, il fut correctement «féministe» en préconisant le partage du travail professionnel et ménager.

Ce vote aura un premier prolonge-

ment le 8 mars. Yvette Roudy, en qualité de présidente du Conseil des Ministres CEE pour ces questions, recevra à Paris les ministres de l'emploi et des affaires sociales des pays membres. Quatre points principaux :

La directive sur le travail à temps partiel pour éviter qu'elle ne se transforme en piège à femmes; la directive sur le congé parental; les droits des femmes dans la sécurité sociale; une action commune pour l'emploi des femmes dans un contexte européen de transformation technologique, sociale et économique.

A l'issue du vote, Marijke Van Hemeldonck a parlé de victoire. Il faut espérer qu'une fois de plus, la résolution ne restera pas à l'état d'intention, que celles qui se désolent pour élire le nouveau Parlement Européen, en juin, le fassent utilement en apportant leur voix à une femme qui lutte dans l'institution pour les femmes.

E.R.

Femmes et politique

Le samedi 21 janvier s'est déroulée à Bruxelles une journée organisée par le SeP, mouvement politique pluraliste et progressiste, sur le thème **Femmes et politique : une autre vie une autre société**. Plusieurs centaines de femmes y participaient. Divers exposés ont permis de saisir l'enjeu de l'égalité dans le travail, l'enseignement, la vie familiale, politique, sociale, etc... Ensuite Odile Quintin, chef de Bureau pour l'emploi et l'égalité des femmes à la CEE a dressé le bilan des actions de la Communauté européenne pour l'égalité. Enfin Miette Pirard, ancienne responsable nationale du service des femmes à la CSC a parlé des stratégies syndicales possibles pour les femmes.

Le SeP sera-t-il (quand il sera créé) un parti où les femmes auront la place qui leur revient ?

Une journée internationale des femmes pour les Ministres de l'Emploi de la Communauté.

Cette année, pour la première fois, le huit mars a été fêté à sa manière par la Communauté européenne.

Yvette Roudy, ministre français des Droits de la femme, a convié les ministres de l'Emploi de la CEE à Paris, pour les contraindre à prendre en compte les cinq millions de chômeuses européennes.

Malheureusement, cette réunion n'a pas eu droit au statut officiel de Conseil de Ministres. Informelle, elle n'a pas pu adopter de résolutions contraignantes. Elle n'apparaît donc que comme une session de consolation pour ces chômeuses reines d'un jour... ou d'un demi jour pour le Ministre M. Hansenne qui a failli ne pas se déplacer pour si peu !

Le caractère « informel » de cette réunion parisienne a d'ailleurs provoqué la colère des femmes de l'action commune. Anne-Marie Lizin euro-député, Annie Massay, Marcelle Hoens, pour la FGTB, Marie-Thérèse Martin, pour les Femmes prévoyantes socialistes, s'inquiètent, dans une lettre ouverte, de voir les chômeuses belges défendues par le Ministre Hansenne « qui encourage des actions si dommageables pour les femmes, notamment l'extension du travail à temps partiel ».

A cette occasion aussi Yvette Roudy, Ministre des Droits de la Femme, a organisé avec son Ministère et l'aide de groupes « Femmes » trois journées consécutives autour du thème « Femmes et Futur ».

La première journée réunissait, comme nous l'avons dit, les dix ministres européens chargés de l'emploi et du travail sur « l'action communautaire pour l'emploi des femmes dans un contexte européen de mutations économiques, technologiques et sociales ».

C'est la première fois que les Ministres de l'Emploi et du Travail se réunissent pour s'entretenir de l'emploi des femmes, c'est en ce sens une première européenne. Les 9 et 10 mars, le Colloque « Femmes et Futur » a eu pour objet de s'interroger sur la place des femmes aujourd'hui et demain

dans le projet de société et de culture. Pendant deux jours, chercheuses, juristes, sociologues, responsables syndicales, féministes, personnalités politiques se sont succédé à la tribune.

Relevons quelques faits intéressants : la création de deux prix littéraires. Le prix « Georges Sand » qui apportera un soutien à la création de femmes et permettra le développement de « nouvelles symboliques ». Ensuite le prix « Alice » qui encouragera la création des femmes dans le domaine de la littérature pour enfants. Celui-ci a pour originalité de susciter des textes comportant un minimum de onze mille signes dépourvus de sexisme.

Cette journée du 8 mars sera marquée également par l'émission d'un timbre à l'effigie de Flora Tristan.

Mais ce qui a attiré plus particulièrement l'attention du public c'est la relation de quatre expériences « d'actions positives » qui ont été réalisées dans quatre usines. Ces expériences doivent permettre aux femmes d'accéder à des postes à responsabilités par le biais d'une formation pluridisciplinaire.

Un grand déploiement de moyens a été mis en oeuvre par le Ministère des Droits de la Femme, mais les échos ont été assez négatifs dans la mesure où les débats n'ont rien apporté de neuf. Au total peu de femmes se sont déplacées. Face à cela, Yvette Roudy déclare que les femmes sont prêtes au niveau théorique mais qu'il faut dès à présent trouver des moyens d'actions et des stratégies soit à l'intérieur des partis, soit à l'intérieur d'autres organisations.

Nous sommes restées un peu sur notre faim avec cette impression que le Mouvement féministe est à bout de souffle et avons eu envie de poser à notre tour cette question qu'on entend souvent : fini le féminisme ?

B.B.

Les associations de femmes et l'Europe.

Les 9 et 10 mars se tenait à Turin le deuxième colloque européen des associations féminines (rebaptisé des « associations de femmes » à la suite d'une demande du CREW).

Organisé conjointement par la Commission des Communautés Européennes (le service de l'Information des associations et de la presse féminines et le Bureau pour l'Emploi et l'Egalité pour les Femmes) qui en ont pris l'initiative et la Consulta Femminile Regionale del Piemonte qui l'organisait et le recevait, ce deuxième colloque avait pour but d'informer les organisations de femmes de la politique menée au niveau européen pour les femmes. Trois types d'actions ont été présentées. D'abord, celle que mène, notamment, Odile Quintin, à la tête du Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Chances pour les Femmes et qui vise à faire réaliser par le Conseil des Ministres et les Etats Membres le Nouveau Programme d'Action de la Communauté sur la promotion de l'Egalité des Chances pour les Femmes (1982-1985). O. Quintin a présenté, sur un mode volontariste mais réaliste, les points de ce programme qui sont déjà acquis mais aussi ceux qui doivent encore être réalisés.

Ensuite, Marisa Cinciari Rodano a présenté l'action que mène la « Commission d'Enquête du Parlement Européen sur la situation des femmes en Europe ». Cette Commission a dressé un rapport très important dont il faudra parler plus longuement qui a fait l'objet d'une Résolution adoptée au Parlement Européen, le 17 janvier 1984 par 125 voix pour, 17 voix contre et 55 abstentions.

Enfin, Daniela Colombo, vice-présidente de l'Association italienne des Femmes pour le Développement et d'autres personnes ont parlé de ce que fait la Communauté « pour » les femmes des pays en développement.

Des débats et des recommandations ont entouré et suivi ces exposés.

Parmi les recommandations signalons celles qui ont été déposées par les représentantes du Comité de Liaison des Femmes et du Vrouwen Overleg Komitee

qui visent, d'une part à soutenir la politique menée au sein de la Commission des Communautés par le Bureau pour l'Emploi, et qui visent d'autre part à obtenir une représentation plus féministe des associations de femmes invitées par la Commission à ces colloques.

La première, qui figure ci-dessous, a été adoptée par une confortable majorité, la seconde n'a pas pu (faute de temps) être discutée.

Recommandations déposées par le C.L.F. et le V.O.K.

1/ Les associations de femmes de la Communauté Européenne réunies en Colloque à Turin les 9 et 10 mars 1984, s'adressant au Conseil demandent que :

En matière de **sécurité sociale** soit poursuivie d'urgence la politique d'égalité de traitement et d'individualisation des droits, notamment par l'adoption de la Directive portant sur l'égalité de traitement dans les régimes professionnels de sécurité sociale et par la préparation et l'adoption de Directives sur les domaines non couverts par la Directive 79/7;

En matière de **chômage**, soit poursuivie avec plus d'énergie une politique s'inspirant de la Communication de la Commission au Comité Permanent de l'Emploi, qui permettrait de diminuer la sur-représentation des femmes dans le chômage.

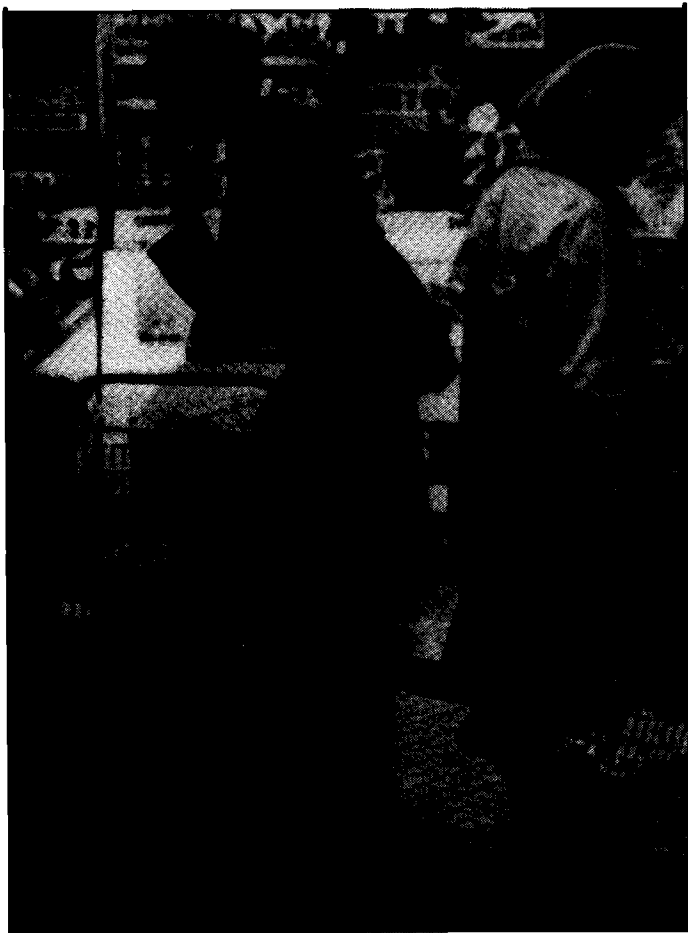
2/ Les Associations de femmes de la Communauté Européenne réunies en Colloque à Turin les 9 et 10 mars 1984, s'adressant à la Commission, demandent que :

En matière de **fiscalité**, soit rapidement présenté au Conseil un memorandum montrant que seule une taxation séparée a un effet neutre sur le travail des femmes mariées et que soient faites des propositions spécifiques dans ce sens;

En matière d'**actions positives**, soit rapidement soumis au Conseil un instrument communautaire en vue de promouvoir les actions positives dans les Etats membres.

Plan d'assainissement ou nettoyage par le vide ?

Le jeudi 22 mars, dans un communiqué de presse, le Comité de Liaison des Femmes a manifesté son désaccord avec les aspects spécifiquement défavorables aux femmes dans le plan d'assainissement des finances publiques récemment adopté par le gouvernement :



Sans se prononcer sur l'ensemble de ce plan, le Comité en dénonce les aspects qui sont spécifiquement discriminatoires pour les femmes.

En effet, en matière de sécurité sociale, les mesures qui concernent les femmes, tant celles qui sont prévues dans l'immédiat que celles envisagées pour le 1er janvier 1985, sont inacceptables. En ce qui concerne la prestation de chômage, le Gouvernement a décidé de réduire dès à présent, l'allocation du cohabitant au niveau du minimex après la deuxième année de chômage (prolongée d'une période proportionnelle au nombre d'années de travail de l'intéressé). Le Comité de Liaison a déjà souligné à plu-

sieurs reprises le caractère discriminatoire de la notion de cohabitant qui vise en réalité dans quelque 80% des cas des travailleuses mariées ou vivant en couple. Il a déjà introduit à ce sujet une plainte auprès de la Commission des Communautés Européennes, qui sur cette base, a engagé une procédure d'infraction contre le Gouvernement.

De plus l'assimilation de l'allocation de cohabitant au montant du minimex pour cohabitant, vide progressivement pour le cohabitant, le droit individuel à la sécurité sociale de son caractère d'assurance sociale. Le Comité de Liaison s'oppose à ce que, comme dans un système d'assistance, on fasse référence

aux revenus du ménage. Le Comité de Liaison des Femmes tient à rappeler aux responsables politiques que la grande majorité des cohabitants sont des travailleurs à revenus moyens ou modestes. En outre, dans le régime du chômage, un travailleur peut être réduit au statut de cohabitant parce qu'il vit avec un conjoint qui travaille à temps réduit et/ou dispose d'un revenu minime.

D'autre part, le Gouvernement mettra sur pied, à partir du 1er janvier 1985 un nouveau système d'indemnisation pour l'invalidité et le chômage. Celui-ci accordera, après délai à déterminer, à tous les bénéficiaires, une indemnisation qui représente un même pourcentage de base du salaire perdu. A cette allocation viendra s'ajouter un montant forfaitaire pour les travailleurs ayant « perdu un revenu unique ». Une deuxième allocation complémentaire sera octroyée pour charges familiales. Enfin un complément d'allocations familiales est prévu pour certains cas non encore précisés.

Sous cet échafaudage apparemment neutre, se camouflent les anciennes catégories de chômeurs (chef de ménage, cohabitant, isolé). Ainsi, on peut craindre une réduction du montant de base et un nouvel accroissement de l'écart entre le droit individuel de ceux actuellement qualifiés de « chef de ménage » et le droit individuel de ceux actuellement qualifiés de « cohabitants ».

De telles dispositions accentueraient un système qui fait perdre aux allocations de chômage et aux indemnités d'invalidité, leur caractère de revenu de remplacement du salaire perdu, salaire qui lui ne fait et ne peut faire référence à la situation de famille.

Le Comité de Liaison estime que s'il est évident que la charge des enfants doit être prise en considération, elle doit l'être par une majoration substantielle des allocations familiales pour les enfants de tout bénéficiaire d'un revenu de remplacement.

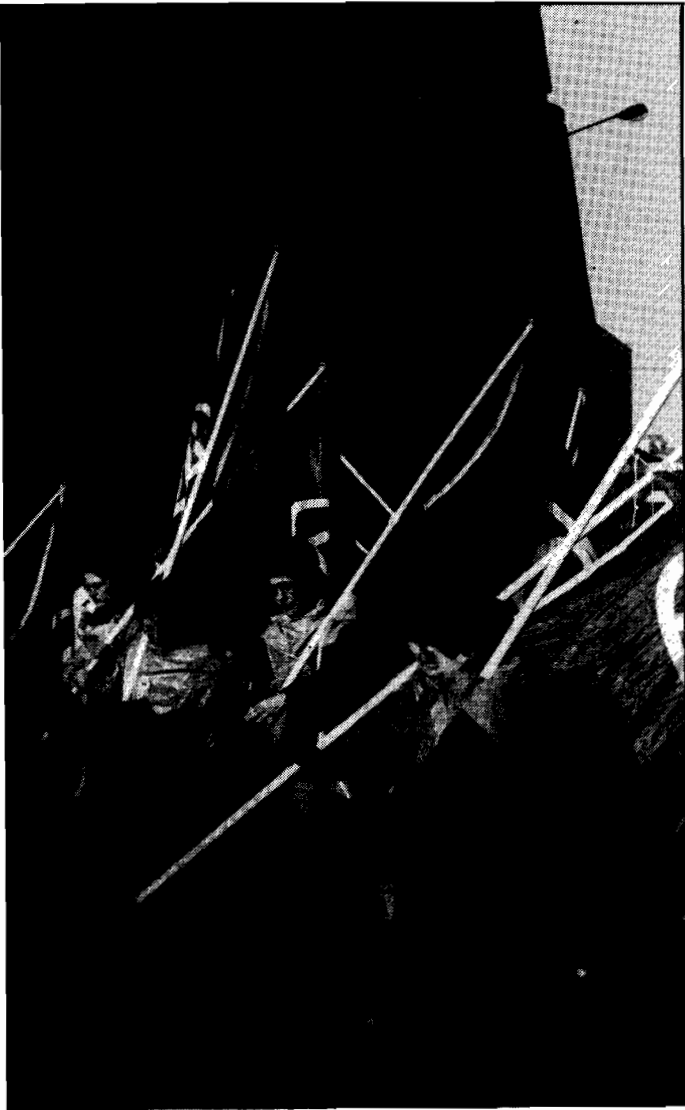
Quant à l'article 143 de la réglementation du chômage, il a permis depuis 1981 d'exclure plus de 27.000 femmes du bénéfice des allocations de chômage. Le Comité de Liaison exige que dans l'immédiat les anciennes Commissions d'Avis soient rétablies de telle sorte que les critères qui permettent de limiter le droit aux allocations de chômage soient appliqués avec équité et objectivité et en tout cas, sans référence au statut familial ou matrimonial du chômeur.

De toutes manières, le Comité considère que chaque chômeuse doit avant tout, pouvoir suivre une formation professionnelle utile et être réinsérée de manière durable dans l'emploi.

Le Comité considère comme dangereux pour les femmes, le renforcement de la politique de promotion du travail à temps partiel. Les travailleurs à temps partiels, qui sont dans l'immense majorité des cas des travailleuses, n'ont le plus souvent, pas le choix entre un travail à temps plein et un travail à temps réduit et ne sont donc pas dans ce cas-là des travailleurs « volontaires » à temps partiel ce qui est en contradiction formelle avec la loi du 23 juin 1981.

Enfin, en ce qui concerne l'accès à une carrière dans l'armée et la gendarmerie, le Comité souligne que le fait de vouloir réserver celui-ci aux jeunes ayant effectué leur service militaire est contraire tant à la loi du 4 août 1978 qu'à la directive 76/207 de la CEE. Toutes ces considérations amènent le Comité de Liaison des Femmes à demander au Gouvernement de ne prendre dans son plan d'assainissement aucune décision qui porte atteinte au droit au travail pour les femmes ou à leur droit individuel et égal à la sécurité sociale, en respectant enfin les Directives de la CEE en matière d'égalité de traitement entre hommes et femmes.

**Comité de Liaison des Femmes
1a, place Quetelet,
1030 Bruxelles.**



Journée des Femmes : A Bruxelles c'était le 4 mars.

Le dimanche quatre mars plusieurs milliers de femmes réunies à l'initiative de la Coordination « Femmes contre la crise » ont manifesté à Bruxelles.

Les manifestantes se sont réunies dans deux endroits différents de Bruxelles, place Saint-Josse, à Saint-Josse, et place Fernand Cocq, à Ixelles, et les deux cortèges ont convergé jusqu'à la Bourse où ils se sont rassemblés. Participaient à la manifestation des femmes de la CSC, de Vie Féminine, de la FGTB, du SeP, de PLS, du PTB et de la LRT. Des militants de ces organisations étaient venus également manifester leur solidarité.

Arrivées devant la Bourse, les manifestantes ont lâché des centaines de petits ballons qui portaient, sur des cartons, leurs principales revendications : maintien du pouvoir d'achat, refus de l'article 143, refus du travail à temps partiel.

Ensuite, un meeting a rassemblé toutes les participantes dans la salle de l'Ancienne Belgique. Une responsable de la Coordination a rappelé les slogans et montré l'importance d'une telle manifestation.

Le soir, une fête de solidarité réunit toutes les participantes autour d'un concert de « Quetzalcoatl », puis dans une grande soirée dansante.

Ateliers juridiques au Centre - Femmes de Verviers.

Après une écoute quotidienne aux problèmes des Femmes de l'arrondissement de Verviers, le Centre-Femmes de Verviers voudrait répondre à leurs demandes par un projet de formation concrétisé en des ateliers et séminaires basés sur l'apprentissage juridique.

Les ateliers portent sur la présentation de l'étude de problèmes juridiques fréquemment rencontrés (baux à loyers, divorce, séparation, procédure, contrats, divers, etc.) et sur l'approfondissement de certaines lois modi-

fiant les conditions de la femme. L'élément important de ces rencontres est l'acquisition d'une lecture juridique élémentaire dans certaines matières clés.

Adresse : Centre-Femmes, place St-Remacle 10 / 4800 Verviers.

Journée de synthèse le samedi 5 mai 1984 de 9 à 16h30.

Femmes et Santé Tribunal International des Femmes - Rencontres sur les droits de reproduction - Amsterdam 22 - 28 juillet 1984

L'I.C.A.S.C. (Campagne Internationale Avortement Contraception Stérilisation) a pris l'initiative d'organiser la quatrième conférence « Femme et Santé » fin juillet 1984 à Amsterdam sur le thème des droits de reproduction.

Cette conférence a pour but de rassembler des femmes qui sont actives dans le domaine de la santé, de favoriser la confrontation de leurs pratiques et de leurs questions et la mise en commun et/ou la coordination de leurs expériences et de leurs réflexions au-delà de leurs différences culturelles.

Une partie de la rencontre sera un tribunal où exposer les violations des droits des femmes à décider quand et si elles auraient des enfants, et pour écouter leurs expériences et leurs combats.

Une autre partie de la rencontre inclura des groupes de travail sur la politique en matière de reproduction et sur le travail réalisé au plan national et international. Des suggestions sont venues du monde entier.

Pour participer à cette conférence une inscription préalable est requise. La participation est ouverte aux femmes uniquement mais une conférence de presse mixte aura lieu en fin de session. Un rapport final similaire à celui du Tribunal International des Crimes contre les Femmes sera publié ultérieurement.

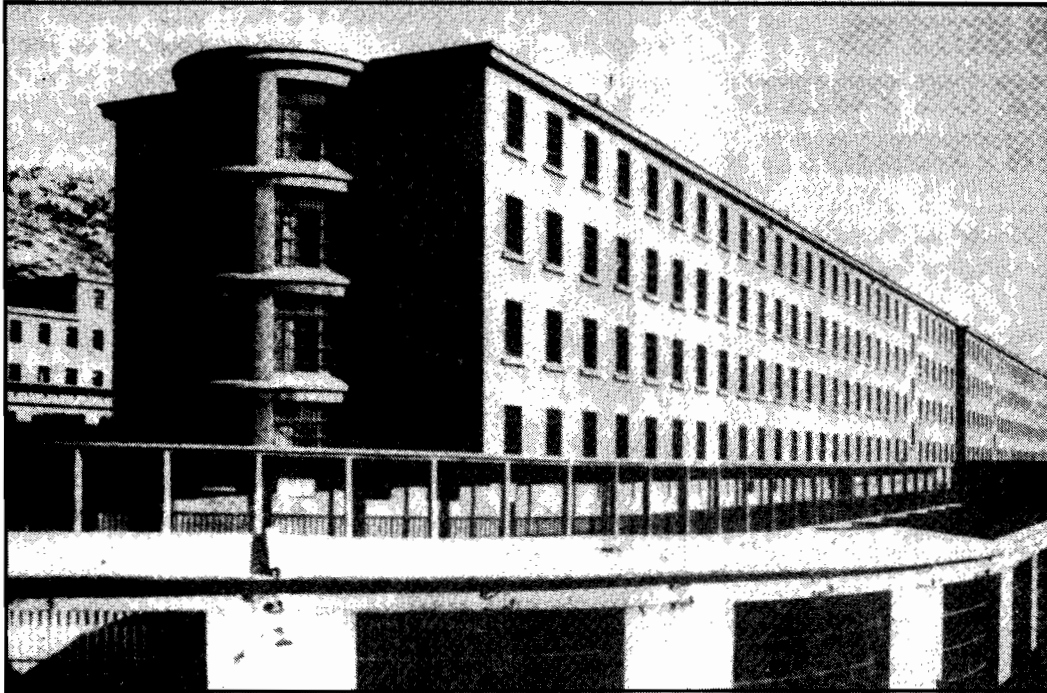
Pour tous renseignements :

I.C.A.S.C.
374 Grays Inn Road
London WC1-GB
Tel. 01.278.0153



Et si l'éthique était du toc ?

La prison des Baumettes.



Ce slogan, que nous avons écrit sur nos pancartes des manifs, m'est revenu en mémoire en lisant «Le Matin» journal français proche du parti socialiste. En première page, un titre, énorme :

MARSEILLE -SEIZE ANS - ENCEINTE - EN PRISON.

Voyons brièvement les faits : Ouria, 16 ans, est arrêtée en même temps que Messouad par un gardien de la paix qui aurait vu Messouad, protégé par Ouria, tenter de dérober des objets dans la poche d'un voyageur. Le voyageur n'a rien senti, n'a donc pas porté plainte, n'empêche que les deux supposés pickpockets se voient déférés au Parquet.

Ici l'affaire se corse : la Chambre Correctionnelle des flagrants délits met Messouad en liberté sous contrôle judiciaire alors que son casier judiciaire mentionne dix condamnations pour vols, incitation de mineurs à la débauche, détournements de mineurs. Il en va tout autrement pour Ouria, elle aura beau nier les faits, le juge du Tribunal de la Jeunesse maintiendra son incarcération à la prison des Baumettes. Les adolescentes, il faut les protéger... Mais Ouria est enceinte de six se-

maines et désire se faire avorter. Elle demande sa mise en liberté. Elle lui sera refusée. Par contre, l'interruption volontaire de grossesse qu'elle désire et qui vient d'être autorisée par la famille (autorisation indispensable en France pour une mineure) est acceptée mais... à la prison des Baumettes on ne peut pratiquer une telle intervention et Ouria dépassera bientôt les dix semaines au-delà desquelles l'avortement n'est plus autorisé. J'ai appris, par le journal de la semaine suivante, que finalement Ouria a été avortée en prison.

Au delà des faits, ce qui est frappant dans cet article, c'est le ton. Il souligne le «droit» d'Ouria de se faire avorter, le scandale de la laisser dans l'attente au risque de dépasser les délais autorisés. Ainsi, en quelques années les mentalités ont à ce point changé que, ce qui est encore jugé chez nous comme un crime, devient en France criminel s'il est empêché !

On croit rêver ! Ce petit pointillé sur les cartes de nos voyages, cette aubette de douaniers où l'on marque à peine un temps d'arrêt, c'est l'autre côté pour les femmes. Nos deux pays, séparés par un fil, mais où la table, l'habitat,

la culture, la langue sont si pareils aux nôtres, légifèrent tout à fait autrement quand il s'agit de nos choix d'enfants. Ridicule, révoltant.

Pourtant une tentative a été faite au Parlement Européen pour que les dispositions éthiques qui devraient conditionner nos désirs d'enfants soient, comme les dispositions prises sur les marchandises, taxes, quotas sidérurgiques... identiques dans tous les pays de la CEE. Le résultat a frôlé la parité, mais c'est quand même le droit à une éthique nationale qui a dominé.

Y avait-il des femmes dans cette commission ? Combien ont voté « politiquement » contre ?

Personnellement, je pense que quand l'enjeu est si important il n'y a pas de choix possible. J'ai envie de dire à ces femmes que si elles avaient voté autrement, aujourd'hui aussi, dans nos médias, on s'indignerait qu'une jeune femme de 16 ans ne puisse se faire avorter, qu'elle ait ou non commis un délit.

Eh oui, pour quelques signatures de plus, une loi passe, les mentalités changent, l'éthique tourne sa veste, les «criminels» avaient raison et la vie se confond avec le désir de la donner.

15 ANS

La 9ème Chambre néerlandaise de la Cour d'Appel vient de condamner le professeur Jean-Jacques Amy à un mois de prison avec sursis pour avoir accepté d'avorter une patiente de 14 ans. Patiente, pour ne pas dire fillette au bourgeon de l'adolescence.

Et pourtant, combien il était facile, tenant compte de certaines lois, d'acquitter Jean-Jacques Amy. En effet, la jeune fille était âgée de moins de 14 ans au moment de la conception; or toute relation sexuelle avec un mineur de moins de 14 ans est assimilée à un viol (même si ce n'en est pas un) et l'avortement est, dans ce cas, jurisprudentiellement admis. La Cour aurait pu aussi s'appuyer sur le jugement de mars 1983 de la 8ème chambre française de la Cour d'Appel de Bruxelles qui avait acquitté les médecins condamnés en Première Instance. Mais il faut croire que la Justice est encore plus arriérée dans notre pays quand elle juge en langue flamande.

Jean-Jacques a bien décidé que ce jugement ne changerait rien à sa pratique : "Nous continuerons comme par le passé, on peut le dire bien haut... Nous serions bien lâches de changer d'attitude alors que le problème se pose dans les mêmes termes."

Ou pire, si l'on en croit les Comités pour la Dépénalisation de l'Avortement qui ont signalé que le nombre d'avortements clandestins et ses tragiques séquelles (50 femmes hospitalisées à Saint-Pierre en 1983) ont nettement augmenté depuis la reprise des procès. Et tic et tac, l'horloge belge est la plus retardée du Marché Commun quand il s'agit de se mettre à l'heure des femmes.

F.Filosof



C'est terrible quand on y pense

La perte politique

Pour beaucoup de gens, la véritable perte du sens politique c'est rejoindre une formation de parti, subir sa règle, sa loi. Pour beaucoup de gens aussi quand ils parlent d'apolitisme, ils parlent avant tout d'une perte ou d'un manque idéologique. Je ne sais pas ce que vous pensez. Pour moi la perte politique, c'est avant tout la perte de soi, la perte de sa colère autant que celle de sa douceur, la perte de sa haine, de sa faculté de haine autant que celle de sa faculté d'aimer, la perte de son imprudence autant que celle de sa modération, la perte d'un excès autant que la perte d'une mesure, la perte de la folie, de sa naïveté, la perte de son courage comme celle de sa lâcheté, que celle de son épouvante devant toute chose autant que celle de sa confiance, la perte de ses pleurs comme celle de sa joie. C'est ce que je pense moi.

Marguerite Duras

Les yeux verts

Cahiers du cinéma, 312/313

Et c'était en décembre 1977. Quelques militantes de différentes organisations d'extrême-gauche font paraître dans LIBÉRATION un appel à toutes les femmes de partis. Un appel pour un bilan. Immédiatement dénommées dissidentes (à propos, dissidere veut dire s'asseoir à côté), elles suscitent l'enthousiasme.

Et dans ces assemblées en rupture d'orthodoxie, pour la première fois, on s'interroge. Des paroles déferlent. On se découvre. On est, il est vrai, délesté d'un fardeau. Celui des directives et des certitudes des ex-grands frères. Alors aujourd'hui on se dit : « Toi aussi, tu as fait ça ? », hier on était méfiante et chacune surveillait sans complaisance la ligne de l'autre, donc de l'autre parti. Travail en commun, commis-

sions, une avancée dans la réflexion, et un constat : comme il est difficile de transmettre aux femmes, à toutes les femmes, cette expérience-là. Au bout de bien des ratages, cinq dissidentes ont tenu le coup et ont fait ce livre.

C'est terrible quand on y pense...

Livre riche qui ouvre, me semble-t-il, toutes les pistes de ce féminisme que l'on dit pourtant grand malade. Textes théoriques lumineux et denses entrecoupés de dialogues joyeux, lucides, narquois. Marqués par le coin d'oeil de bonnes copines. Sans amertume aussi et c'est bien important. Et ce militantisme ne fut pas du tout négatif. « Ce n'est pas rien, apprendre à lutter, à se réunir, à débattre ». Et puis, on apprend aussi à connaître les combines, les ficelles.

« Elles » ne sont même pas passées dans le clan des nouveaux philosophes et ne rejettent pas en bloc le marxisme, mais par contre et sans ménagement, elles récuse « les discours d'alibi organisationnel ».

Mais qu'allaient-elles faire dans cette galère ?

Leurs motivations ? Simples, saines. « Révolte contre la médiocrité », « refus de vivre une vie comme si elle était déjà tracée devant moi », contre l'injustice faite aux femmes. Mai 1968. Cette « aventure » : « On pouvait sortir de nos rôles sociaux pour laisser se dire nos désirs ».

Mettez du global dans votre moteur.

Et puis les pièges en place se ferment.

Toute critique partielle met en péril l'édifice. « L'église fonctionne comme ça : quand on n'est pas d'accord sur un petit détail, tout de suite, on est hérétique. » Mais comme le marxisme prétend être une science, relever des faits et non d'une foi, le militant peut croire. En toute tranquillité. Croire en une pensée globale, totalisante, qui tient compte de tout, mais de tout.

Cette science n'est évidemment pas accessible au commun des mortels. Il en faut des années et des années pour la manier, la posséder. Y parviennent de grands prêtres dont on doit baiser les pieds. Papas aussi, qui morigènent leur progéniture : « Quand tu es entrée, tu savais bien, tout de même, qu'il existait une discipline de parti ! ».

Dans les réunions de cellules, une sale gamine, lassée d'entendre trop souvent les mêmes ritournelles, propose au vote cette motion « Notre engagement n'est pas un mariage avec un parti immaculé, toujours le meilleur et le plus beau - mais l'adhésion à un projet politique ».

La vie privée ? Un scandale. Femmes bourgeoises, elles vivent une culpabilisation permanente : « Il faut toujours prouver qu'on n'est pas en train de trahir ».

Avoir un enfant ? C'est selon. Pour une organisation « ça fait perdre du temps », pour une autre « une femme de 28 ou 29 ans sans enfant, ça ne fait pas très prolétaire ».

Allez vous y retrouver ! mais si, il y a des saints, des modèles d'ascétisme. Celui-ci : « il niait tout ce dont on a besoin pour vivre, dormir, manger, aller au ciné, se laver, faire le ménage,

avoir des fleurs. ». C'était un dirigeant.

« Devine qui vient évangéliser ce soir ».

Ce soir-là, nos cinq dissidentes écoutent une invitée qui vient de la Ligue troskyste de France : « Je suis venue parce que ça m'intéresse de voir des femmes qui ont quitté leurs organisations pour des raisons de bureaucratisation, d'entendre les critiques que vous faites. ». Boom, reboom et boomerang, et le chapitre se clôt sur un Nota Bene : « Pendant que Barbara nous rendait visite, d'autres militantes de la LTF se livraient dans chaque groupe de « dissidentes » à cette même patiente pêche à la ligne qui s'avéra tout aussi fructueuse.

Et puis « Ah ! que la montagne est belle ! ».

(Hiérarchie, désir et peur).

Eliane explique : « Aux assises du MLAC, une femme se lève, très stictie, avec un chignon sur la nuque, très droite, les mains dans les poches d'une ample robe rouille. Je représente...commence-t-elle lentement. Ensuite je ne me souviens de rien - et pourtant je buvais ses paroles...Elle a mis à quia un type « humilié, fou de rage ». « Je veux devenir comme elle, une femme applaudie, reconnue, qui renverse une situation ».

Eliane s'est battue, elle a gagné ses galons de dirigeante professionnelle. C'est à ce moment-là qu'elle s'est remise à penser : « nous qui menions depuis des années ce double combat épuisant, contre des hommes à l'intérieur de l'organisation, contre des femmes à l'intérieur du mouvement ; nous qui étions dirigeantes reconnues des hommes mais isolées des autres femmes ». Dan l'irrésistible ascension, au fil de nouveaux dialogues vifs et combien vivifiants, elles constatent : « Les mouvements révolutionnaires sont les seuls où on ne remette pas en question la hiérarchie. Forcément, parce que c'est au nom d'une cause supérieure ». Mais tant que les femmes, cette même hiérarchie vous accueille à bras ouverts. Vous êtes propulsées au sommet. « En trois mois, c'est fait ». Cette irrésistible ascension exerce une fascination « quasi mystique ». L'engagement obnubile : « J'ai commencé à ne plus voir d'amis en dehors de l'organisation. Mais les grands frères, toujours veil-

lent : « Il faut dire ce que tu penses. Même si c'est une ânerie, on va en discuter et on va pouvoir te remettre dans la ligne juste ». Les grands chefs n'ont pas le droit de douter sous peine de passer pour minables : « Avoir réponse à tout, prendre des décisions, c'était un principe de direction ».

Et dans les pièges : des femmes piégées.

Les vrais dirigeants sont évidemment des hommes. Les femmes sont alibis. Des modèles d'identification : « on peut y arriver puisque deux ou trois sont parvenues ». Parmi elles quelques monstres de dureté, qui font peur et qu'on hait. « Le fait qu'il y ait toujours quelques femmes dirigeantes fait entrer toutes les autres dans ce rapport de rivalité. » Mais ces femmes sont-elles encore des femmes ? Elles qui interviennent par un exposé brillant. En tous cas, l'une d'elles s'entend dire par un dirigeant : « Toi c'est pas pareil, tu n'es pas une femme ».

Par un raisonnement à posteriori, on peut se féliciter qu'il y ait eu des femmes dirigeantes, qu'elles se soient battues pour se faire reconnaître. Mais les effets de ce combats n'en furent pas moins catastrophiques : division des femmes, rivalité, et puis de nécessaires recommencements, « chaque fois qu'il y avait trois femmes qui avaient compris, il y en avait trois autres pour se présenter, qui n'avaient pas encore compris... »

Attention. C'est sérieux. Léninisme.

Ce texte essentiel s'efforce de relever les traits propres du léninisme. Son antisponanéisme d'abord. Pour Lénine, il y a séparation entre spontanéité et conscience, cette dernière seule pouvant être « sociale-démocrate ». Au contraire, la spontanéité, c'est l'inconscient, l'instinct, le bourgeois ! D'où vient la conscience révolutionnaire ? Qui l'apportera aux prolétaires ? La réponse est claire : de l'extérieur, par les intellectuels et « par une lutte acharnée contre la spontanéité ». Le léninisme est aussi un anti-économisme qui ne veut pas s'accommoder du cadre trop étroit des rapports entre ouvriers et patrons, à l'intérieur de l'entreprise. La conscience ne peut naître que de l'acquisition d'un point de vue global qui prenne en



compte « les rapports de toutes les classes entre elles ». et bien entendu, ce point de vue global suppose d'avoir de « bons chefs », savants, lucides et dévoués, de disposer d'un parti capable de comprendre et d'appliquer leurs décisions sans perdre de temps. Les structures fortes centralisent le travail des militants.

Le mouvement des femmes, on le sait, a remis en cause l'idée qu'il n'existe qu'une contradiction fondamentale. Les féministes révolutionnaires dans les années 1970 se sont emparées du concept marxiste pour l'appliquer aux sexes, la principale contradiction est entre homme et femme disent-elles. Cette théorie est source d'innombrables conflits entre les féministes révolutionnaires et celles dites « lutte de classe ». Pour ces dernières, en gros, seules les femmes du prolétariat sont exploitées, les femmes bourgeoises faisant partie du camp des exploités. Ces discussions ont, entre autres mérites, ébranlé bien des certitudes. Et le simple fait, à lui seul, constitue un deuxième point de rupture avec le léninisme. Dorénavant « la théorie de l'oppression devient l'oeuvre des opprimées elles-mêmes ». Ce n'est plus une affaire de spécialistes « révolutionnaires professionnels ». Adieu les p'tits képis.

En outre, la démarche féministe bouleverse le contenu politique du marxisme : « on part de soi » et non d'une théorie préalable. Dans les groupes de prises de conscience où on se raconte, on s'aperçoit que « le privé » est en fait politique, donc qu'il obéit à des lois sociales. L'existence du

mouvement a déjà permis cela, qu'on parle moins de la « condition » des femmes et davantage de leur oppression. Et puis, autre conséquence de cet itinéraire : sur ce terrain affectif et politique, on en arrive à saisir ses propres contradictions, voire sa complicité à l'oppression subie.

De cette manière nouvelle de faire de la politique est née l'idée qu'il appartient à chaque groupe social opprimé d'élaborer ses propres théories, ses objectifs de lutte à partir de son expérience ; et aussi qu'aucun groupe ne peut prétendre être à l'avant-garde du processus historique.

Et c'est toujours très sérieux : vu d'en face.

En quatre pages, Christine Delphy (qui n'appartient pas au groupe des cinq) démonte avec une précision horlogère les mécanismes de la haine des femmes gauchistes à l'égard des « bourgeoises ». Elle en distingue trois : c'est tout d'abord une haine de soi puisque ces femmes sont bourgeoises ; c'est aussi le produit de la croyance erronée qu'elles possèdent les mêmes privilèges que les hommes de leur classe ; enfin, elle a pour source la mauvaise conscience.

Ce que cette haine révèle, c'est le refus profond de se considérer aussi opprimée que les prolétaires. Et Christine de remarquer avec beaucoup de finesse que l'image de la « classe ouvrière » ou celle du « peuple noir » évoquent des hommes campés dans des attitudes particulièrement viriles. Se penser une classe, c'est se penser homme d'abord..., c'est se hisser au rang des héros culturels. Double sacrilège, double profanation : de la dignité d'

homme et de la dignité du prolétariat.

Un autre exemple de ce sentiment d'indignité est la théorie masculine de l'oppression des femmes dans la famille. Ne dit-elle pas, cette théorie, que l'oppression des femmes dans la famille est causée par la nécessité pour le Capital de former des personnalités dociles et soumises : « d'où la répression sexuelle de tout le monde », d'où les structures autoritaires de la famille : le mari opprime sa femme parce qu'il est opprimé et pour ne pas diriger sa colère vers le patron, etc...

Ce qui est remarquable dans cette idéologie c'est que l'oppression des femmes n'est qu'un sous-produit de l'oppression (la vraie) des travailleurs. Bref, il est évident que les femmes, une fois de plus, sont perçues comme indignes, même d'être exploitées. Elles n'ont même pas le droit d'être sujets de leur propre exploitation. Ainsi pour ces hommes et ces femmes qui adhèrent à cette idéologie de la famille, si l'oppression des femmes n'est pas « rattachée » elle tend à s'évanouir comme tout fait dénué de signification.

Et puis, quand ont est sortie de l'organisation, qu'est-ce qu'on fait ?

« Je me sens retombée dans des dimensions... très réduites ».

« En ce moment le Collectif où je travaille a l'intention de faire un Café de Femmes. Vous ne pouvez pas savoir à quel point ça m'enthousiasme. Ça m'empêche de dormir ».

Modest is beautiful...

Eliane et Tessa s'interrogent dans le chapitre la politique en question.

Les activités du mouvement féministe sont politiques. Mais est-ce bien là faire de la politique ? Sommes-nous sûres de la légitimité de nos interventions dans des domaines où l'oppression des femmes n'est pas centrale ? Nous pensons toutes que les femmes veulent se libérer de leur oppression. Mais cette explication n'est-elle pas trop simple et trop facile ? La conscience de l'oppression entraîne-t-elle nécessairement la lutte ? Non.

Et nous achoppons déjà sur une singularité du mouvement qui, s'il représente quelque chose, ne représente pas « les femmes » mais le refus de l'oppression. Ce-

lui-ci n'est pas l'être des opprimés. « L'être des opprimés, s'il y en a un, c'est parfois le refus de l'oppression, mais c'est aussi parfois l'acceptation. » « Le mouvement féministe ne résume pas les femmes ».

Cette confusion non explicitée est à l'origine de deux « déviations majeures », l'une, corporatiste et l'autre, politicienne, qui reproduisent l'alternative syndicat / parti. Soit le mouvement est celui des femmes, « ce qui implique de limiter la lutte féministe à ce qui est visiblement identifié au statut des femmes (avortement, sous-qualification). Soit le mouvement est constitué d'une fraction de femmes partageant un certain nombre d'analyses et il peut intervenir dans des domaines où l'oppression des femmes n'est pas centrale, dans la politique générale.

La première conception n'est guère éloignée du syndicat, la deuxième s'apparente au parti. Pour échapper à cette alternative traditionnelle, il convient d'urgence de questionner le mot politique et plus précisément encore d'interroger le contenu de la distinction entre « être politique » et « faire de la politique ». Elle découvre en fait la reconnaissance de deux modèles d'interventions sur le monde : celles des groupes sociaux informels, spontanés, celles des groupes politiques organisés qui disposent d'une conception globale, qui agissent sur le tout. Or cette évidence constitue une énorme imposture. Le point de vue unificateur dupe. Parce que, loin de travailler avec les différences, il tend toujours à les effacer. Il n'y a pas de niveau général d'action, pas plus pour les partis que pour les individus. Et s'obstiner à agir sur le tout, c'est agir dans les partis politiques. Or cette politique-là, classique, c'est avant tout, le lieu de la délégation : élections, meetings, donnent l'occasion de mesurer le degré de confiance qu'accordent « les bases sociales ». Et puis, le propre des groupes politiques est d'élaborer un discours ordonné qui rend cohérente une réalité confuse et angoissante.

Mais peut-on faire de la politique autrement ?

Et quel est cet autrement ? Questions inlassables. Le mouvement

des années septante y a répondu par la non-mixité. Et cette rupture d'avec la politique « politicienne » en recouvre une autre : « c'est l'idée que pour comprendre et combattre l'oppression des femmes on ne peut partir d'aucun « en haut » mais qu'on doit partir de soi collectivement ».

Les italiennes l'ont fait. Les américaines. Les françaises ? Peu. Les belges pas davantage.

Ces fragiles acquis, ces questions suspendues, sont menacés par d'autres phénomènes : des féministes « homosexuelles pour la plupart » pensent que la militance entre femmes les préserve des travers de la politique traditionnelle. Et puis, cette incapacité des groupes politiques à prendre en considération les aspirations nouvelles des femmes a poussé ces dernières années dans le mouvement un nombre important de femmes qui n'ont pas forcément remis en cause la façon traditionnelle de faire de la politique. Enfin, selon les glissements cités plus haut, on passe de la lutte contre l'oppression qui appartient aux opprimés à « ces opprimées représentant valablement toutes les autres ».

La boucle se ferme sur des tentatives politiciennes et un rétrécissement des pratiques féministes.

Et c'est vraiment terrible quand on y pense...

Mais faut-il, en vue d'une manif, élaborer des mots d'ordre spécifiquement féministes ? Dans ce cas, nous agissons comme toutes les forces politiques, préoccupées que nous sommes d'élaborer un discours totalisant et to-ta-li-sa-teur ! Et nous loupions ce nouveau rapport à la politique, en refoulant la « parole du sujet » derrière le discours de groupe.

Et pourquoi n'assimilons-nous pas que nous n'avons pas une analyse féministe sur tout « et que ce n'est que provisoirement que nous n'avons rien à dire de particulier, parce que nous n'avons pas encore eu le temps d'y penser ».

Vieilles questions ? Peut-être. Mais quoi qu'en disent de vieilles lunes qui prophétisent le déclin du féminisme, ce sont plus que jamais de bonnes questions. Et on peut, ne leur en déplaise, y répondre un peu mieux aujourd'hui qu'hier.

Pour autant que l'on conserve « le féminisme comme instrument de compréhension et de transformation du monde, et en ne cédant pas à la tentation d'en faire une idéologie ».

Femmes et hommes : ensemble ?

Des femmes dans ces organisations ont bien vite du galon. L'effervescence féministe n'est pas négligée. Le MLF ? Il devient un front d'intervention important pour une organisation. Qu'elles l'investissent pour faire passer la ligne. « Elles » en reviennent enrichies, porteuses de nouvelles analyses. « Elles » parlent de l'oppression des femmes mais de la leur, point. « Ils » les écoutent poliment et quand ils abordent des « aspects femme », « ils » demandent à la féministe de service de faire le point. « Elles » ne sont pas dépourvues d'autorité et « elles » appellent les femmes militantes à constituer des groupes non-mixtes et de pression. Mobilisées, elles ont le culot d'exiger la parité à tous les échelons. Mais, voyons, moitié en plus de femmes ? Cela fait la moitié d'hommes en moins ! Ah mais, mais, où va-t-on ? Le recours aux vieilles ficelles s'impose : elles sont efficaces. Voyez à votre gauche l'ouvriérisme : « les féministes sont des bourgeoises ». Jetez un coup d'œil vers votre droite : « les féministes sont avides de pouvoir ; elles fractionnent la délicate classe ouvrière ». On met dans la poche deux ou trois ouvrières et deux ou trois intellos culpabilisées qui lancent l'offensive sur les rails bien huilés.

Et voilà pourquoi votre fille est muette !

Ils ne sont plus polis et c'est la guerre.

Pour ces militantes, il en résulte une situation enchevêtrée : investies d'une mission auprès du MLF, par leur organisation, repoussées par le MLF comme agents extérieurs (que de va-et-vient !), tenues pour suspectes dans l'organisation.

Déstabilisées.

« S'être tant battues pour en arriver là ».

Et les femmes, mais que deviennent-elles dans un groupe mixte ?

Dans ces partis, tant que le féminisme demeure souterrain, chaque femme se détermine individuellement. Mais à partir du moment où ce féminisme-là entraî-

ne la création de groupes, voilà qu'advient la mise en demeure : « où vais-je me situer ? dedans ? dehors ? ». c'est alors que « l'interférence des hommes est capitale ». Les femmes se placent selon leurs affinités amoureuses, politiques.

Dedans. Dehors. Et si c'est dehors, elles sont nommées non-féministes malgré leurs protestations, leur indignation. Et voilà pourquoi la progression du féminisme est rendue impossible puisque son succès impose aux femmes, à certaines d'entre elles, de se constituer en agents de sa répression. Eternel problème de la bipolarisation !

Mais il ne faut pas négliger pourtant le problème des alliances.

Les féministes défendent des positions qui ne sont pas spécifiquement féministes. Des hommes (pas forcément féministes) remettent en cause la hiérarchie, les pratiques de manipulation, l'avant-gardisme, etc... Et voici que se présente une situation indéchiffrable : soit la contestation féministe se trouve dans l'obligation de passer des alliances avec des hommes contre d'autres femmes et donc de renoncer au féminisme qui est, et avant tout, une pratique de solidarité avec l'ensemble des femmes ; soit limiter le champ de leur revendications à la stricte « défense des intérêts spécifiques » pour s'adresser à toutes les femmes ; soit encore assumer les conséquences politiques de toutes les remises en questions et prendre le risque de se couper d'une partie des femmes, voire de se retrouver dressées les unes contre les autres.

Si vous avez une solution ?

En dépit de ces quadratures du cercle, Eliane qui écrit ce texte pense que c'est dans ce sens-là (les zigs-zags des groupes mixtes) que doivent aller nos recherches.

Dans le prochain Chronique, je m'attacherai encore à ce beau livre. Ce n'est pas fini. Il y a le long texte, souple et doux, inflexible et tendre de Marie-Claire : elle découvre en 1968 et l'amour et la lutte des classes. Il y a aussi les cinq qui parlent du couple, des hommes et de leur sexualité. A la prochaine fois et avec elles.

Françoise Hecq



La bibliothèque est accessible à toutes et à tous sans condition préalable (financière ou autre).

Temporairement ouverte seulement le lundi de 10h à 17h, le mardi de 10 à 19h et sur rendez-vous.

elle offre une large gamme de documents sur le féminisme, la condition féminine et féministe. En toute quiétude, vous pourrez y consulter les ouvrages de références, les revues féministes d'ici et d'ailleurs, des dossiers thématiques, etc. Dans chaque numéro de Chronique sont reprises toutes les nouveautés reçues en service de presse auprès des éditeurs (mentionnés dans ce cas sp) ou achetés par l'Université des Femmes (mentionnés dans ce cas acq.), ainsi que les dons.

DIVERS

L'Agenda 1984 des éditions du Remue-Ménage, éditions du Remue-Ménage, 1983, SP.

Bruxelles d'une façon ou d'une autre ou les pages d'or du secteur social et culturel de Bruxelles, Commission française de la culture de l'agglomération de Bruxelles IC.F.C.I., Centre de recherches sur la prévention, la guidance et l'action sociale IC.P.G.A.I., 1984, 485 p., SP. Plus complet que le bottin social puisqu'il aborde également le secteur culturel, ce répertoire rendra d'excellents services et s'avère un précieux outil de travail.

PHILOSOPHIE

Masculin-Féminin
Editions Bruno Huisman, 1983, 63 p., (Oui la philosophie n° 1), SP.

Une nouvelle revue qui consacre son premier numéro au thème «masculin-féminin». Approche plurielle qui se veut non vulgarisatrice mais dont le langage n'est pas par trop hermétique. Une dizaine d'articles abordent le thème convenu à partir d'une lecture du Banquet (Platon) et de Proust, des textes de Sartre et Beauvoir, du théâtre de Marivaux, de la pensée de Nietzsche et de ses rapports avec Lou Andréas-Salomé, par le biais de la peinture, du concubinage ou tout naturellement des philosophes.

PSYCHOLOGIE PSYCHANALYSE

L'Hystérique entre Freud et Lacan : corps et langage en psychanalyse
David-Ménard Monique
Editions Universitaires, 1983, 215 p., (Coll. Les Jeux de l'Inconscient), SP.

Aimer les hommes pour toutes sortes de bonnes raisons
Yehuda Nir et Maslin Bonnie
Editions Le Jour, 1983, 282 p., SP.

La haine du désir
Sibony Daniel
Editions Christian Bourgois, 1984, nouvelle édition revue et corrigée, 245 p., SP.

De pijnlijke waarheid : vrouwen & masochisme
Marcus Marie
H.J.W. Becht, 1983, 287 p., Acq.

RELIGION / MYTHOLOGIE

L'homosexualité dans la mythologie grecque
Serge Bernard
Editions Payot, 1984, 333p., (Coll. Bibliothèque historique), SP.
L'homosexualité dans la Grèce ancienne est entièrement valorisée et pratiquée dans les meilleurs milieux. C'est la mythologie qui légitime la pédérastie et dont les scènes révèlent les rapports dominant/dominé, actif/passif qui prennent fin dès que l'adolescent devient pubère, tels les rites initiatiques.

Le corps et l'âme : la vie des religieuses au XIX^e siècle
Arnold Odile
Editions du Seuil, 1984, 373 p. (Coll. L'univers historique), SP.

Odile Arnold pénètre dans l'intimité des couvents français du XIX^e siècle et aborde l'étude de la dualité corps/âme vécue par les religieuses en ce temps; elle analyse la façon dont le corps est vécu, ressenti et traité par les moniales, en accord avec l'influence prépondérante exercée par l'Eglise dans l'éducation des filles.

L'amour vu par les moines au XIII^e siècle
Leclercq Jean
Editions du Cerf, 1983, 159 p., SP.

Par le biais de cet ouvrage, l'auteur étudie l'essence de la spiritualité monastique et les différents concepts engendrés par l'amour; il évoque également la littérature d'amour produite par les moines, révélatrice du contexte médiéval.

SOCIOLOGIE POLITIQUE ECONOMIE

La part des sexes
Pongy Mireille
Presses Universitaires de Grenoble, 1983, 158p. (Coll. Influences), SP.

RECITS / TEMOIGNAGES

Jamais résignée
Pahlavi Ashraf
Editions de La Table Ronde,
1983, 227 p., SP.

**Oasis interdites : de Pékin au
Cachemire, une femme à travers
l'Asie Centrale en 1935**
Maillard Ella
Editions Payot, 1984, 269 p., SP.

FEMINISME

**Féminisme, Mouvement Français
pour le Planning Familial**
1984, 84 p., (Bulletin
bibliographique n° 3), SP.

TRAVAIL PROFESSIONNEL TRAVAIL MENAGER

Les puces qui piquent nos jobs :
document de sensibilisation sur
la microélectronique, Comité de
la condition féminine, CSN,
1982,
69 p., Acq.

*Diversification de l'emploi féminin :
insertion professionnelle des fem-
mes formées dans des métiers
traditionnellement masculins, as-
sociation nationale pour la forma-
tion professionnelle des adultes,
Centre d'études pour l'emploi,
1983, 226 p., (dossier de recherche
n° 8), SP.*

**Les femmes dans la fonction
publique**
Davisse Annick
Documentation française, 1983,
190 p., (Coll des Rapports
officiels), SP.

La production sociale des femmes
Coomans Géry
Editions de l'ULB, 1983, 223 p.,
SP.

**Nouvelles technologies et
l'emploi des femmes :** actes des
journées d'études organisées par
la Commission du travail des
Femmes, les 1er et 2 octobre 1981
Ministère de l'Emploi et du
Travail, Commission du Travail
des Femmes, 1981, 95 p.,
(Cahiers de la Commission du
Travail des Femmes; n° 5).

Le travail à temps partiel : statut
social, ce qu'il faut savoir
Ministère de l'Emploi et du
Travail, 1982, 7p., Acq.

Les femmes et l'artisanat : mythe
et
réalité
Dhamija Jasleen
Editions Seeds, 1983, 15 p., Don.

DROIT

**L'évolution du statut civil de
la famille depuis 1945**
Rubellin-Devichi Jacqueline
Editions du CNRS, 1983, 133p.,
SP.

EDUCATION

**Comment réaliser la coéducation
dans l'enseignement, gage de l'é-
galité entre les femmes et les hom-
mes ?**

Ministère de l'Emploi et du Tra-
vail, Commission du Travail des
Femmes, 1980, 125p., (Cahiers
de la Commission du Travail des
Femmes; n°4)

Ecoles : filles admises ?
GALEC, 1984, 49 p., (dossier
spécial), Acq.

ETHNOLOGIE/ ANTHROPOLOGIE

**La violence et la ruse : hommes et
femmes dans un village grec,**
Handman Marie-Elisabeth,
Edisud, 1983, 209 p.,
(Coll. «Mondes Méditer-
ranéens»), SP.

*L'auteur s'efforce ici de cerner une
puissance occulte qui régit les rap-
ports sociaux au sein d'une com-
munauté villageoise en Thessalie,
la violence engendrée par le système
patriarcal infaillible. Cette violence
qui se répercute à tous les niveaux
de la vie sociale est très liée à des
conditions de survie très dures; elles
est utilisée comme moyen de domi-
nation. Maurice Godelier préface
cet ouvrage qu'on lira avec beau-
coup d'intérêt.*

Histoire des guérisseuses,
Chamberlain Mary,
éd. du Rocher, 1983, 221 p.,
(coll. Aux confins de l'étrange),
SP.

*Passionnant pour qui s'intéresse
aux secrets et formules de guérison,
ce livre contient également des ren-
seignements intéressants sur les
pratiques médicales «officieuses»
exercées dans les campagnes au
cours des siècles passés, ainsi
qu'un aperçu du pouvoir des dées-
ses et magiciennes de l'Antiquité.*

CORPS/ SEXUALITE/ HOMOSEXUALITE

**Comment faire l'amour à
une femme,**
Dumay Régine, éd. Garancière,
1983, 187 p., SP.

**Horsex : essai sur le
transsexualisme,**
Millot Catherine, éd. Point hors
ligne, 1983, 146 p., SP.

Sang et menstruation,
mémoire réalisé par Katia
Delacroix, UCL - Faculté de
psychologie et des sciences de
l'éducation, 1984, 214 p., Acq.

De fille en femme,
Chapouton Anne-Marie. illustré
par Molnar Agnès, Aliéna,
1983, 91 p., SP.

*Destiné aux adolescentes, mais
également aux éducateurs, aux
garçons désireux de mieux connai-
tre l'intimité des filles, j'envie les fil-
lettes qui découvriront leur sexua-
lité révélée au travers d'un ouvrage
aussi agréablement présenté.*

ACCOUCHEMENT/ SANTE/MEDECINE

Comme la prune de mes yeux :
récit d'une détresse en milieu
médical, Poultier Marguerite,
Les Cahiers du GERM, 1982,
112 p., SP.

AVORTEMENT/ CONTRACEPTION

Retards de règles :
attitudes devant le contrôle des
naissances et l'avortement en
Suisse du début du siècle aux
années vingt, présenté par Gail-
lard Ursula et Mahaim Annick,
éd. d'en bas, 1983, 195 p.,
(collection Histoire populaire),
SP.

**Colloque international sur la
contraception vue du côté des
femmes organisé par le M.F.P.F.,**
éd. Tierce, 1983, 147 p., SP.

EXPRESSION ARTISTIQUE

Jenny de Vasson :
une femme photographe au dé-
but du siècle, présenté par
Caujole Christian, Le Marlec
Yvon, Wolkowitsch Gilles et
Zaorski Jean-Marc, Herscher,
1982, 103 p. SP.

Quatre auteurs ont conjugué leurs
efforts pour mettre en relief l'oeu-
vre d'une des pionnières de la pho-
tographie. L'album s'orne des
plus beaux souvenirs laissés par
une population berrichonne. Une
biographie de Jenny de Vasson
ainsi qu'un recueil de correspon-
dances nous éclaire sur le concept
de la beauté qui animait l'artiste.

Portraits,
Brétécher Claire, Denoël,
1983, 96 p., SP.

**L'autre-moitié de l'avant-garde
1910-1940 :**
femmes peintres et femmes
sculpteurs dans les mouvements
d'avant-garde historique, Vergi-
ne Léa, des femmes, 1982,
313 p., Acq.

PHILOLOGIE/ LITTERATURE

Féminité, subversion, écriture,
textes réunis par Suzanne Lamy
et Irène Pages, éd. du Remue-
Ménage, 1983, 286 p., SP.

Rassemblées dans cet ouvrage, les communications présentées dans les ateliers d'études féministes lors d'un congrès qui réunissait en 1982 des enseignants de la littérature française au Canada étaient liées à des objectifs multiples, à savoir la diversité et la richesse des écritures féminines, la transformation des rapports à l'écriture vécue par les écrivaines au cours de ces dernières années et le discernement du champ de la recherche et de la critique au féminin. Seuls les textes relatifs aux recherches actuelles ont été retenus pour la présente publication afin d'alimenter le débat féministe contemporain.

Le discours du mâle :
logos spermaticos, Plantier
Thérèse, éd. Anthropos, 1979,
337 p., (coll. Conditions
féminines), SP.

Le Miroir des Femmes, Tome 1 :
Moralistes et polémistes au XVI^e
siècle, Guillem Luce, Guillem
Jean-Pierre, Hordoir Laurence
Iet al.I, Presses Universitaires
de Lille, 1983, 221 p., SP.

Rêves d'amour perdus :
les femmes dans le roman du 19^e
siècle, Goldmann Annie, Denoël
Gonthier, 1984, 194 p.,
(coll. Femme) SP.

L'oeuvre de Rosamond Lehmann :
contribution au roman féminin
thèse présentée devant l'Univer-
sité d'Aix-Marseille I le 17 dé-
cembre 1977 par Marie-José
Codaccioni, Atelier de reproduc-
tion des thèses de l'Université de
Lille III, 1983, 2 vol. (957 p.) SP.

Femmes en trop,
Gissing George, Presses
Universitaires de Lille, 1982
365 p., SP.

Le jeu de la forêt,
Wislenef Paule, Mercure de
France, 1983, 289 p., (coll. Mille
et une femmes), SP.

Quelque part... une femme,
Richard Bernadette, éd. P.M.
Favre, 1983, 211 p., SP.

Les Cinq Filles du Grand-Barrail,
Callerot Geneviève, éd. Univers.
1983, 333 p., SP.

La peau familière,
Dupré Louise, photographies de
Danielle Peret, éd. du Remue-
Ménage, 1983, 125 p., SP.

La femme infinie,
anthologie réunie par Pierre K.
Key, Casterman, 1983, 267 p.,
(coll. «Autres temps, autres
mondes»), SP.

L'innominée,
Cadou Hélène, illustré par
J.J. Morvan, Jacques Brémont
éd., 1983, n.p., SP.

En ce visage, l'avenir,
Cadou Hélène, Jacques
Brémont éd., 1977, 87 p., SP.

**Philomène ou la Prolifération des
masques,**
Seinquegen Sidonie, Jacques
Brémont éd., 1980, 106p., SP.

La Crucifiée,
Gil José, éd. de la Différence,
1983, 100 p., (coll. Ligne droite;
11), SP.

Le passé infini,
Groult Flora, Flammarion, 1984
261 p., SP.

Un printemps froid,
Sallenave Danièle, P.O.L., 1983,
211 p., SP.

La voyageuse,
Rolin Dominique, Denoël,
1984, 204 p., SP.

**Gabrielle Perreau : femme
adultère,**
Darmon Pierre, Bernard Grasset
1981, 287 p., (Le livre de poche;
5892), SP.

Jenny,
Undset Sigrid,
Stock, 1984, 301 p., (Bibl.
Cosmopolite), SP.

Les âges de la vie,
Singer Christiane, Albin Michel,
1984, 208., SP.

HISTOIRE

L'amour et la sexualité,
114 p., (L'Histoire n° spécial -
janvier 1984), Acq.

**L'émancipation féminine dans la
Rome antique,**
Fau Guy, Les Belles Lettres,
1978, 218 p., (coll. Confluents),
Acq.

**Le mal d'être femme : la femme et
la médecine dans la Rome antique,**
Gourevitch Danielle, Les Belles
Lettres, 1984, 276 p. (coll.
Réalia), SP.

**Les femmes belges dans notre
histoire,**
Byblos, 1983, 125 p., (Belgia 2000
toute l'histoire de Belgique;
n° 2), SP.

**La vie sexuelle dans la Chine
ancienne,**
van Gulik Robert, Gallimard,
1971, 466 p., (coll. Tel; 17), Acq.

BIOGRAPHIES

**Homosexuels & Lesbiennes
illustres :**
dictionnaire anecdotique, Duroc
Pierre, Les Auteurs Réunis, 1983
505 p., (coll. La Fleur et le
Chardon), SP.

La nécessité de prouver que l'homosexualité s'honore de noms célèbres a constitué une des raisons de composer ce dictionnaire. A sa lecture, on retiendra peut-être que certains personnages illustres furent homosexuel(les). Ici également, s'émets l'opinion selon laquelle l'homosexualité serait manifeste dans les périodes de hautes civilisation (siècle de Périclès, Renaissance...)

REVUES

Voici la liste des revues qui nous
parviennent régulièrement et que
vous pouvez consulter à l'Univer-
sité des Femmes :

Note

A = abonnement
E = échange ou gratuit
* = revue non féministe

A - Afi-Repères
E - AR-Infos
E - Alternative libertaire*
E - Arcadia*
E - Atlantis
E - Big Apple Dyke News
E - Breaking Chains-ALRA
E - Broadside
E - Broomstick
E - Crif
E - C.M. (Cahiers Marxistes)*
E - Cahiers du GRIF

E - Cédif-Info
E - Choisir
E - Comunidad
E - Communiqu'elles
E - Connexions
E - Courage
E - Crew Reports
E - Décennie des Nations-Unies
pour la femme
E - Donne e politica
E - Droits de l'Homme*
E - L'Ecologiste*
E - L'Espoir*
E - EUR-Info*
E - FFQ-Petite Presse
A - Feminist Review
A - Femme Prévoyante
E - Femmes au travail
E - Femmes d'Europe
A - Femmes et Monde
E - Femmes suisses
et le mouvement féministe
E - Fireweed
E - Gazette parallèle*
E - GERM-Actualité santé*
E - Hystéria
E - Institutions Universitaires
de Psychiatrie (Bulletin)*
E - Isis
E - Kinésis
E - Libre PFU
E - Liens*
A - Lilith
A - Lover
A - Marianne
E - Masque*
E - NFF (Nouvelles Feuilles
Familiales)
E - Nouvelles du Mouvement
du Nid
A - Nouvelles Questions
Féministes
E - Off our Backs
A - Pénélope
E - Rabouilleuses
E - Resources for feminist
Research
E - Revolutionary & Radical
feminist newsletter
A - Revue d'en face
E - Service social dans le monde*
A - Spare Rib
E - Telewoman
E - Tightwire publications
E - La Tribune
E - La Vie en Rose
E - Women activist
E - Women & Performance
E - Wires
E - Women and Revolution
E - Womenews
E - Womens Aim
E - WOE (Women's Organization
for Equality)
E - Women' Research and
Resources Centre Newsletter
E - Women's Review of Books

Officiel / Belgique

Commission du Travail des Femmes
Ministère de l'Emploi et du Travail
53, rue Belliard - 1040 Bruxelles
T. 02/2334111

Commission consultative de la Condition féminine
14, rue des Petits Carmes - 1000 Bxl
Tél. 02/512 50 14

Le Service de la Femme
Ministère de la Communauté Française
4, Galerie Ravenstein - 1000 Bruxelles

Comité interministériel pour le statut de la femme
c/o Cabinet du Premier Ministre
16, rue de la Loi - 1040 Bruxelles
T. 02/513 80 20

Officiel / Europe

Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes
Commission des Communautés Européennes
200, rue de la Loi - 1049 Bruxelles
Tél. 02/235 11 11

Comité consultatif pour l'égalité des chances
c/o Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des femmes ou Commission du Travail des Femmes (cf. ci-dessus).

Commission d'Enquête sur la situation de la femme en Europe

c/o Mme Marie-Claude Vayssade
Parlement Européen
97, rue Belliard
1040 Bruxelles

Coordination / Belgique

Communauté française

Comité de Liaison des Femmes
c/o Hedwige Peemans-Pouillet
(T. 02/733 48 80)
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
pas de téléphone

Bureau des Plaintes des Femmes
c/o Comité de Liaison des Femmes
1a, place Quetelet
1030 Bruxelles
Permanence le lundi de 13h30 à 16h30
Tél. aux heures de permanence
02/219 28 02

Communauté flamande

Vrouwen Overleg Komitee
c/o Monika Abicht
(T. 03/828 95 68)
7, Ambtmanstraat - 2000 Antwerpen
T. 03/232 55 33

Les deux communautés

Femmes contre la crise
Contact national francophone:
Micheline Nélisse
169, rue des Vennes - 4020 Liège
pas de tel
Contact national néerlandophone:
Marijke Colle
109, Heerneslaan - 9000 Gent

Coordination / Europe

CREW

Centre de Recherches sur les femmes européennes
22, rue de Toulouse - 1040 Bruxelles.
T. 02/640.08.44

Femmes et syndicats

Commission Femmes de la FGTB
c/o Marcelle Hoens
42, rue Haute - 1000 Bruxelles
Tél. 02/511 80 67 et 511 64 66

Service féminin de la CSC
c/o Anne-Françoise Theunissen
121, rue de la Loi - 1040 Bruxelles
tél. 02/735 60 50

Mouvements féminins Femmes Prévoyantes Socialistes

1-2 place Saint-Jean - 1000 Bruxelles
T. 02/513 64 70

Vie Féminine
c/o Andrée Delcourt
111, rue de la Poste - 1030 Bruxelles

Association féministe

La Porte Ouverte
16, rue Américaine - 1050 Bruxelles

Associations de femmes

Solidarité Femme-Emploi
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
T. 02/219 65 18

Accueil : maisons et cafés

Arlon
Maison des Femmes
37, rue de Diekirch
T. 063/21 43 23
6700 Arlon

Bruxelles
Maison des Femmes
29, rue Blanche - 1060 Bruxelles
T. 02/539 27 66

Café des Femmes
26, rue Grétry - 1000 Bruxelles
(1er et 3è lundis du mois)

Charleroi
"Comme chez elles"
7 bd d'Audent
6000 Charleroi

La Louvière
Rue de Bouvy 9
7100 La Louvière
Tel. 064/21 43 33

Liège
Maison des Femmes
6, rue du Pont - 4000 Liège
Café des Femmes
8, rue Nagelmackers - 4000 Liège

Mons
Groupe Femmes
105, bd Sainctelette
7000 Mons

Mouscron
Groupe Femmes
c/o Véronique Bauwens
58, rue des Villas
7700 Mouscron

Namur Tél. 081/71 55 85
47, rue Notre-Dame - 5000 Namur.

Nivelles
Maison des Femmes
Rue Bayard 21
1400 Nivelles

Tournai
Groupe Femmes
c/o Bernadette Michenaud
7, place Verte
7500 Tournai

Verviers

Maison des Femmes
37, rue des Hospices
4800 Verviers

Wavre

Groupe Femmes
10, rue des Brasseries
1300 Wavre

Oostende

Vrouwenhuis
2, Schilderstraat
8400 Oostende
T. 059/32 14 71

Anvers

Vrouwenhuis
48, Prinsesstraat - 2000 Antwerpen
T. 031/233 23 72

Prendre l'air

Le point du jour
Grande maison isolée à la campagne.
Hébergement. Restauration.
Stages. Animation.
Possibilité d'accueillir des femmes ou des groupes de femmes souhaitant organiser leur propre activité.

4260 Pitet (Fallais)
T. 019/69 97 95

Centres de documentation

Université des Femmes
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
T. 02/219 61 07

Le Lesbienaire

1, rue Herman Richir - 1030 Bruxelles
T. 02/216 68 42

CREW

Centre de Recherches sur les femmes européennes
chée de St-Pierre, 95 - 1040 Bruxelles
T. 02/640.08.44

Rosa

62, Bondgenotenstraat, 1190 Brussel
T. 02/347 24 77

Librairies

Les Rabouilleuses
221, chée d'ixelles - 1050 Bruxelles
T. 02/648 43 18

Dulle Griet

45, Tiensestraat - 3000 Leuven
T. 016/23 41 23

Revues

Chronique
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
T. 02/219 61 07

Lilith

c/o Julia Rottiers
Hoogvorstweg 15
1980 Tervuren

Périodique des Ateliers du GRIF

Rue Blanche 29 - 1060 Bruxelles
T. 02/538 84 81

Le Lesbienaire

1, rue Herman Richir - 1030 Bruxelles
T. 02/216 68 42

Marianne

Cruyslei, 30
2200 Borgerhout

Femmes d'Europe

Commission des Communautés Européennes
200, rue de la Loi - 1049 Bruxelles
T. 02/736 60 00

Etudes féministes

Université des Femmes
1a, place Quetelet
1030 Bruxelles
Tél. 02/219 61 07

Avortement / Contraception

Fédération belge pour le Planning familial et l'Education sexuelle
51, rue du Trône - 1050 Bruxelles
T. 02/513 72 64

GACEHPA

Groupe d'action des Centres extra-hospitaliers pratiquant des avortements
Permanence : lundi et jeudi, 14 h à 17 h
51, rue du Trône - 1050 Bruxelles
Tél. 02/511 56 03

Vous trouverez au GACEHPA des cartes de soutien (20F minimum) avec la liste complète des centres extra-hospitaliers qui pratiquent des avortements.

Comité pour la dépenalisation de l'avortement
c/o Monique Geudin
23, rue A. Giron - 1050 Bruxelles
T. 02/649 18 22

Viol

SOS Viol

Accueil, information, soutien et centre de documentation et de recherche sur les violences sexuelles
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
T. 02/219 28 02

Femmes battues

Bruxelles
Rue Blanche 29 - 1060 Bruxelles
T. 02/539 27 44

Liège

9, rue Sœurs-de-Hasque - 4000 Liège
T. 041/23 42 85 + 041/23 45 67

Arlon

47, rue de Diekirch - 6700 Arlon
T. 063/21 46 82

La Louvière

Fédération des Collectifs de Femmes Battues
9, rue de Bouvy - 7100 La Louvière
T. 064/21 43 03

Leuven

Federatie Vrouwen tegen mishandeling
57, Justus Lipsiusstr. - 3000 Leuven
T. 016/23 36 61

Namur

47, rue Notre-Dame - 5000 Namur
T. 081/71 55 45

Education permanente

Centre féminin d'éducation permanente
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles
T. 02/219 28 02

Changeons les livres

Changeons les livres
Rue Blanche 29 - 1060 Bruxelles
T. 02/538 47 73